

Le « Ventennio »

Le terme désigne, en Italie, la double décennie fasciste qui s'étend de 1922 à 1943.

- **1915**
24 mai L'Italie, jeune nation unifiée depuis les années 1860, déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.
- **1918**
3 novembre L'armistice est signé, effectif le lendemain. L'Italie est victorieuse. Elle a perdu 600 000 hommes.
- **1919**
23 mars A Milan, Mussolini fonde les Faisceaux de combat. Le premier programme fasciste est révolutionnaire (proclamation de la république, institution du suffrage universel, abolition du service militaire, etc.).
15 avril Destruction du siège du quotidien socialiste *Avanti!* par les squadristes, la branche armée des fascistes.
Juin L'Italie n'obtient pas du traité de Versailles tous les territoires qu'elle revendiquait : le thème de la « victoire mutilée » favorise l'agitation nationaliste.
12 septembre Le poète Gabriele D'Annunzio annexe Fiume avec une troupe d'arditi, de syndicalistes révolutionnaires et de nationalistes. Il y reste jusqu'en janvier 1921.
16 novembre Aux élections législatives le Parti socialiste devient la première formation italienne.
- **1919-1920**
Période dite du *Bienno Rosso* (« deux années rouges ») : vague de grèves et d'agitation chez les ouvriers et les paysans, occupations d'usines et de propriétés foncières.
- **1920**
24-25 mai Congrès des Faisceaux de combat, qui abandonnent l'inspiration d'extrême gauche du programme de 1919.
21 octobre Heurts violents entre fascistes et socialistes à Bologne, au moment de l'entrée en fonction de la municipalité socialiste.
- **1921**
janvier Fondation du Parti communiste italien (PCI).
15 mai Élection de 35 députés fascistes aux élections législatives. Ils font partie du Bloc national qui regroupe les libéraux et la droite.
Septembre Après un éphémère pacte de pacification entre fascistes et socialistes en août, multiplication des violences fascistes.
7-10 novembre Fondation du Parti national fasciste (PNF).
- **1922**
31 juillet-2 août Échec de la grève générale lancée par les socialistes, brisée par les fascistes.
24 octobre Grand rassemblement à Naples, où Mussolini annonce la marche sur Rome.
- **27 octobre** Tractations entre le gouvernement, la monarchie et les chefs fascistes.
28-30 octobre Marche sur Rome des « quadrumvirs ». Le 29, Mussolini, resté à Milan, est nommé président du Conseil par le roi Victor-Emmanuel III.
16 novembre « Discours du bivouac » ; Mussolini y menace le Parlement. Son gouvernement est investi à la Chambre par 316 voix contre 116. Il obtient les pleins pouvoirs.
15 décembre Première réunion du Grand Conseil du fascisme.
- **1923**
14 janvier Création de la Milice volontaire pour la sécurité nationale (MVSN).
21 avril Célébration de la fondation de Rome. Cette fête va devenir annuelle et remplacer celle du 1^{er} Mai.
21 juillet Adoption de la loi Acerbo sur le système électoral : la liste qui obtient 25 % des voix sur le plan national s'assure les deux tiers des sièges.
- **1924**
Janvier-avril Violences fascistes pendant la campagne électorale. Le 6 avril, victoire de la coalition des fascistes et de la droite traditionnelle.
10 juin Le député socialiste Matteotti est assassiné. Le 30 mai, il dénonçait à la Chambre les irrégularités de la campagne électorale et la violence des fascistes.
- **27 juin** Les groupes d'opposition (socialistes, républicains, libéraux...) ne participent plus aux travaux parlementaires pour protester contre l'assassinat de Matteotti.
- **1925**
3 janvier Mussolini assume la responsabilité politique et morale des mois précédents et annonce la dictature.
- **1925-1943**
A Rome, dégagement des forums et percée de grandes artères, mise en chantier de la gare Termini, de l'EUR (quartier bâti pour l'Exposition universelle de 1942, annulée) et de périphéries.
- **1926**
Janvier Le gouvernement décide de légiférer par décrets-lois. En février, les maires des communes de moins de 5 000 habitants sont désignés par le gouvernement. Création, en avril, de l'institution de jeunesse des Balilla.
7 avril Attentat raté contre le Duce.
Novembre Suppression des journaux antifascistes. Dissolution des partis et associations qui ont une activité contraire au régime et des syndicats non fascistes. Systématisation du *confino*, résidence forcée sous surveillance. Instauration du Tribunal spécial d'État, tribunal politique.

1927

Janvier Visite de Churchill, chancelier de l'Échiquier britannique, qui loue l'action de Mussolini en Italie.

1928

4 juin Le communiste Gramsci est condamné à vingt ans de prison par le Tribunal spécial d'État.

1929

11 février Accords du Latran entre le Saint-Siège et l'Italie qui prévoient la création de l'État du Vatican, soumis à la seule autorité du pape, et un concordat entre les deux États.

27 juillet Évasion des antifascistes Emilio Lussu, Carlo Rosselli et Francesco Nitti de l'île de Lipari. Ils rejoignent la France.

1931

Omar al-Mokhtar, le chef de la résistance libyenne à la colonisation italienne, est exécuté. Pour « pacifier la Libye » le maréchal Graziani a mis en place des camps de concentration et utilisé les bombardements au gaz.

1932

Création de la ville nouvelle de Littoria rebaptisée depuis Latina. Elle fait partie des cinq villes fondées dans les marais Pontins du Latium, grâce aux « bonifications ».

28 octobre Inauguration à Rome d'une « exposition de la révolution fasciste » pour les dix ans du régime.

1934

25 mars Plébiscite national et renouvellement de la Chambre.

16-17 décembre Congrès international fasciste à Montreux, en Suisse.

1935

16 juin Instauration du « samedi fasciste » consacré à l'entraînement sportif, politique et militaire.

3 octobre Début de l'attaque de l'Italie contre l'Éthiopie. Utilisation de gaz chimiques.

18 décembre Les Italiens sont appelés à donner leurs alliances afin de financer l'effort de guerre après les sanctions économiques de la Société des nations.

1936

9 mai Mussolini proclame l'empire italien après la victoire en Éthiopie. Sa popularité n'a jamais été aussi grande.

19 juillet Franco obtient l'aide matérielle de l'Italie fasciste dans la guerre civile espagnole.

1^{er} novembre L'« axe Rome-Berlin » est proclamé par Mussolini.

1937

19 février Attentat contre Graziani, le vice-roi d'Éthiopie, à Addis-Abeba. Répression féroce, faisant des milliers de morts éthiopiens.

28 avril A Rome, inauguration de Cinecittà, la « cité du cinéma », par Mussolini.

25-29 septembre Mussolini visite Berlin avec Hitler.

1938

1^{er} février Grande campagne contre les mœurs de la bourgeoisie, notamment contre la pratique du *lei* (le « vous ») et de la poignée de main.

3-9 mai Visite de Hitler à Rome.

14 juillet Publication du « Manifeste de la race » dans *Il Giornale d'Italia*.

22 août Un recensement des Juifs est ordonné par le ministère de l'Intérieur.

7 septembre-17 novembre Lois raciales et mesures antisémites.

1939

10 février Mort du pape Pie XI.

7 avril L'Italie annexe l'Albanie.

22 mai Pacte d'acier entre Rome et Berlin.

1940

10 juin Entrée de l'Italie en guerre contre la France et le Royaume-Uni.

28 octobre Campagne d'invasion de la Grèce.

1941

10 avril Addis-Abeba est reprise par les Britanniques et la résistance éthiopienne. C'est la fin de l'empire proclamé en 1936.

Décembre L'Italie déclare la guerre aux États-Unis et envoie un corps expéditionnaire combattre en Russie.

1943

10 juillet Débarquement en Sicile des Alliés.

25 juillet Mussolini est destitué par le Grand Conseil du fascisme. Le maréchal Badoglio est nommé chef du gouvernement par le roi Victor-Emmanuel III.

3 septembre Signature avec les Alliés de l'armistice, annoncé publiquement le 8. Le roi et le gouvernement quittent Rome pour Brindisi tandis que les Allemands occupent la péninsule jusqu'à Naples ; les Alliés débarquent en Calabre.

12 septembre Mussolini est libéré par les Allemands.

Six jours plus tard, il annonce la résurrection du fascisme et prend la tête de la République sociale italienne de Salò dans la zone contrôlée par le Reich.

16 septembre Début de la déportation des Juifs d'Italie par les forces allemandes, bientôt secondées par les Italiens.

13 octobre Le gouvernement Badoglio déclare la guerre à l'Allemagne.

16 octobre 1 022 Juifs de l'ancien ghetto de Rome sont déportés.

1944

8-10 janvier Procès de Vérone contre les « traîtres » du 25 juillet. Le 11 janvier, Galeazzo Ciano et Emilio De Bono sont fusillés, entre autres accusés.

23 mars Attentat de la Résistance contre les troupes allemandes à Rome, qui fait 32 morts. En représailles, les Allemands fusillent 335 otages.

4 juin Libération de Rome par les Alliés.

1945

28 avril Arrêté la veille par des partisans communistes à Musso, près de Dongo, Mussolini est exécuté avec ses derniers fidèles dont sa maîtresse Clara Petacci. Les corps sont exposés le lendemain à Milan, *piazzale Loreto*.

1946

9 mai Abdication du roi Victor-Emmanuel III en faveur de son fils Humbert II.

2 juin Référendum. Le 18 juin, les résultats sont définitifs : la république l'emporte.



Giulia Albanese
Professeure d'histoire
contemporaine à
l'université de Padoue
Elle est spécialiste de la

violence politique dans
l'entre-deux-guerres.
Elle a publié *La Marcia*
su Roma (Laterza, 2006,
rééd. Routledge, 2019) et

Dittature méditerranée.
Soversionsi fasciste
e colpi di stato in Italie,
Spagna e Portogallo
(Laterza, 2016).



La marche sur Rome Mise en scène ou vraie prise de pouvoir ?

L'avancée, le 28 octobre 1922, de plus de 20 000 Chemises noires vers la capitale italienne pourrait passer pour une simple rodомontade. Il s'agit en réalité de l'acte I de la dictature fasciste.

Le 28 octobre 1922, des milliers de Chemises noires convergèrent vers Rome, menaçant, si le gouvernement n'était pas remis à leur chef, Benito Mussolini, de prendre le pouvoir par la violence. Deux jours plus tard, le 30 octobre, alors que les bandes fascistes n'étaient même pas encore entrées dans la capitale, le roi Victor-Emmanuel III chargeait Mussolini de former un nouveau gouvernement. L'ère fasciste avait commencé par un incroyable coup de bluff.

← Loin d'être une parodie, la marche sur Rome des 28, 29 et 30 octobre 1922 fut bien un putsch, préparé par l'occupation de nombreuses villes italiennes les jours précédents. Ici, piazza Venezia, à Rome, le 30 octobre.



1920, Rome. Mussolini harangue la foule. Il a fondé un an plus tôt les Faisceaux de combat, qui rassemblent l'ultragauche et les nationalistes.



26 mai 1922, Bologne. Les fascistes réclament le remplacement du préfet Mori, qu'ils jugent trop dur. Ce que le gouvernement leur accorde.

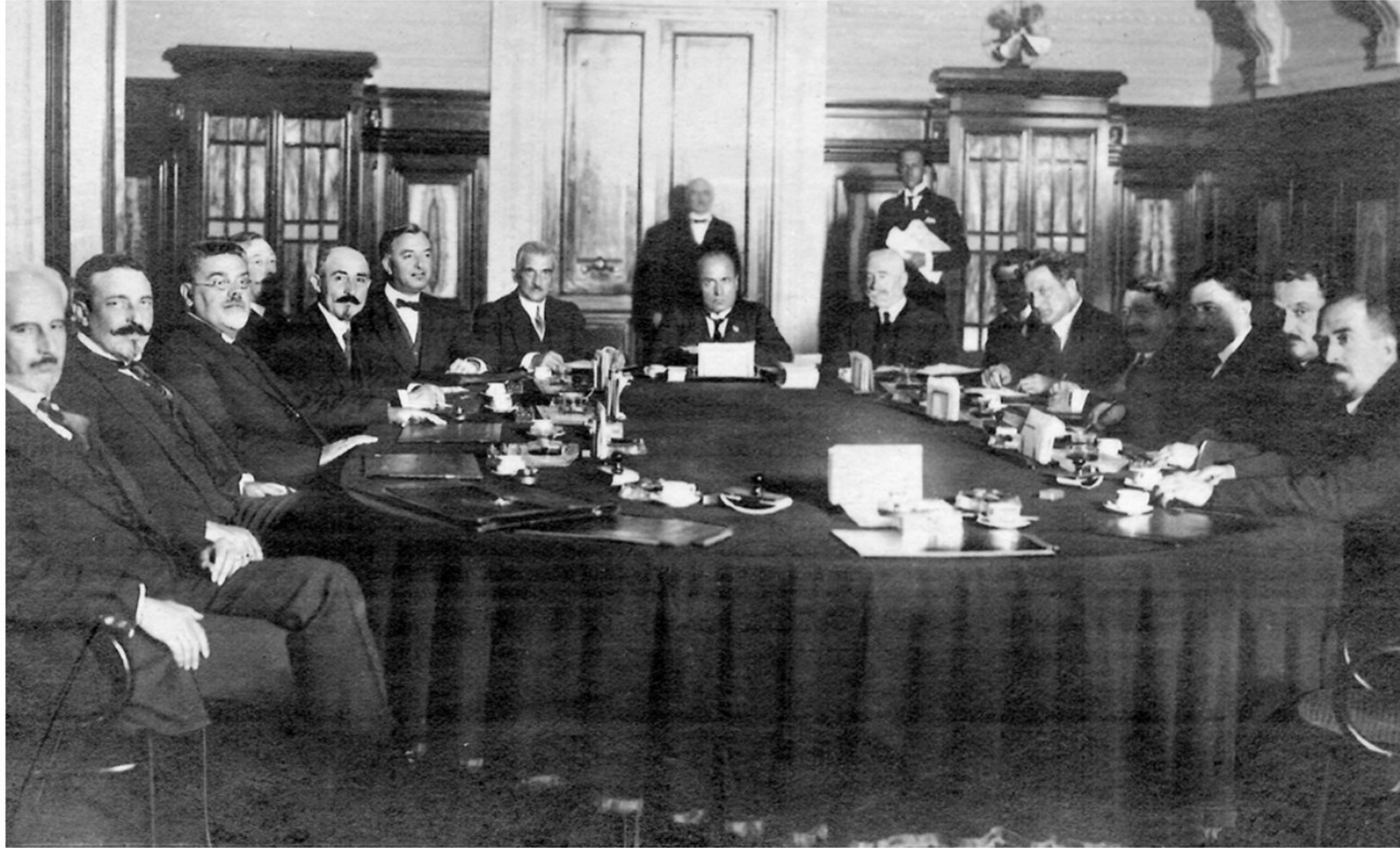
Qui aurait pensé, le 23 mars 1919, lorsqu'à Milan, devant une centaine de partisans à peine, Mussolini créait les Faisceaux de combat, qu'il serait au pouvoir trois ans plus tard ? S'appuyant sur une synthèse hétéroclite de républicains, de révolutionnaires d'extrême gauche, de socialistes et de nationalistes, se posant en anti-parti politique, la première liste fasciste se présenta aux élections en novembre 1919. Elle n'obtint que 1 795 voix contre environ 180 000 pour le Parti socialiste... C'est l'alliance avec la droite italienne, pour contrer, en 1919-1920, la menace socialiste, dans un climat de grèves, d'occupations d'usines, de menaces contre la propriété (ce que l'on appelle le *Biennio Rosso*, « les deux années rouges »), qui allait donner aux fascistes une assise nouvelle, fondée sur une violence extrême, marquée par des assassinats politiques, des bastonnades et des humiliations infligées aux adversaires, sans réaction de la force publique.

La (relative) victoire électorale de mai 1921 – les fascistes obtiennent 35 sièges – fait entrer le fascisme dans le jeu politique traditionnel. Le Parti national fasciste (PNF) est fondé les 7-11 novembre 1921, ce qui permet à Mussolini de discipliner un peu les « révolutionnaires », les militants

squadristes qui avaient constitué le bras armé du premier fascisme (cf. p. 20). Un atout qui devenait ingérable pour Mussolini car, de fait, avec la marche sur Rome, le Duce mettait doublement sa tête en jeu : au sein du parti, face aux partisans d'une révolution fasciste en dehors du cadre parlementaire ; face au gouvernement italien qui pouvait résister militairement.

Pas d'état de siège

Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui considèrent que la marche sur Rome ne fut au fond qu'une manifestation, « une performance théâtrale bien à la manière histrionique des Italiens », dont il ne faut pas surestimer l'importance. Les fascistes, eux, en ont fait l'acte fondamental de leur « révolution », mais une grande partie de l'échiquier politique italien de 1922, que ce soit les libéraux ou les socialistes, n'accorda qu'une faible signification à cet événement. Pour les libéraux, la Marche n'était qu'une rodomontade et l'arrivée au pouvoir de Mussolini allait faire rentrer dans le rang les fascistes, qu'ils pensaient pouvoir contrôler. Pour les socialistes, les choses n'allaient pas beaucoup changer puisque les



31 octobre 1922, Rome, palais Chigi. Mussolini tient son premier conseil des ministres. Il s'agit d'un gouvernement de coalition avec seulement trois fascistes. Ces débuts prudents ne durent pas : dès le mois de novembre Mussolini menace le Parlement et modifie les institutions.

forces de l'ordre et la classe dirigeante étaient déjà largement complices du fascisme. Même le discours d'investiture de Mussolini – le « discours du bivouac » – du 16 novembre 1922 ne fut pas suffisant pour alarmer les représentants des principales forces politiques italiennes. Pourtant, Mussolini y menaçait directement le Parlement, promettant violences et représailles sur les lieux mêmes de la plus haute représentation du peuple, si la majorité ne suivait pas docilement ses directives.

Les historiens qui minimisent la portée de la marche sur Rome peuvent, certes, se fonder sur deux données objectives : la légitimation accordée au mouvement fasciste par le roi Victor-Emmanuel III et la conscience qu'en cas d'intervention de l'armée les fascistes n'auraient certainement pas eu le dessus. Mussolini lui-même, incertain sur l'issue de la manifestation, était resté enfermé dans son bureau de Milan, en attendant un appel de la part du roi, tout en se préparant à prendre la fuite en Suisse au cas où les choses auraient mal tourné.

De fait, le souverain a légitimé le mouvement fasciste en refusant de signer le décret d'état de siège qui aurait permis aux 28 000 hommes de la garnison romaine d'intervenir. Mais cet acte fut ensuite

approuvé par les forces démocratiques présentes au Parlement, par la constitution d'un gouvernement de coalition dirigé par Mussolini auquel participèrent, outre les fascistes, les nationalistes, les populaires (chrétiens-démocrates), les sociaux-démocrates et les libéraux. Ce gouvernement fut ensuite légitimé une nouvelle fois au travers d'un vote de confiance le 16 novembre 1922 : l'investiture fut accordée par 316 voix contre 116 et 7 abstentions.

En réalité, la marche sur Rome constitue une étape fondamentale dans l'histoire de l'Italie, et elle peut être considérée comme le début de la dictature fasciste – même s'il ne faut pas atténuer l'importance d'un autre moment décisif : le 3 janvier 1925, lorsque Mussolini reconnut publiquement ses responsabilités morales dans l'assassinat du député socialiste Matteotti en 1924 (cf. p. 25).

Partons de l'événement. Dès le 24 octobre 1922, un rassemblement fasciste à Naples avait donné le ton. Mussolini y avait proclamé : « *Ou ils nous donnent le gouvernement, ou on le prend en allant à Rome.* » Il nomma ensuite quatre hommes qui avaient fait leurs preuves à la tête des squadristes, les « quadrumvirs » Balbo, Bianchi, De Bono et

Une fois appelé par le roi à assumer la charge de président du Conseil, Mussolini obtint le contrôle politique du pays et la légitimation symbolique de ses actions illégales

De Vecchi, pour mener la Marche depuis Tivoli, Foligno, Monterotondo et Santa Marinella, à une centaine de kilomètres de la capitale. Les tractations politiques commencèrent dès le 25 octobre avec le roi et le gouvernement. Pour rendre la menace plus tangible, les fascistes prirent violemment le pouvoir à Crémone, Pise et Florence. A l'annonce du mouvement des colonnes de Chemises noires, le 27 octobre, et du refus du roi de signer le décret d'état de siège, Mussolini, depuis Milan, fit monter les enchères, exigeant de se voir confier, à lui seul, le gouvernement. Ce qu'il obtiendra le 30 octobre.

Pour comprendre ce coup de théâtre, il ne faut pas oublier que la marche des fascistes sur la capitale n'était pas un coup de tonnerre dans un ciel clair mais le point d'orgue d'une série d'occupations par la force de préfectures, de commissariats de police, de centraux téléphoniques et de gares au cours des derniers jours d'octobre 1922. Et cette démonstration de force des Chemises noires sur tout le territoire italien était elle-même la poursuite d'un mouvement qui avait commencé dès l'automne 1920.

Deux ans d'intimidation

En effet, lors des élections locales tenues cette année-là, des coalitions de défense nationale avaient été organisées pour contrer le grand succès des socialistes et du Parti populaire (le parti catholique italien fondé par Luigi Sturzo) aux élections de 1919. Ce Bloc national était composé de libéraux, de nationalistes, de démocrates, de populaires, mais aussi de fascistes, et cette coalition n'hésitait pas à s'appuyer sur la propagande armée des squadristes qui cherchaient à conquérir des territoires par la violence, et défiaient ouvertement les institutions libérales de l'État.

Les élections locales d'octobre 1920 marquèrent un fléchissement des socialistes. Mais ces derniers remportaient encore la majorité dans 2022 communes et régnaient sur 26 des 69 provinces. Ils avaient notamment obtenu la majorité en Émilie-Romagne et en Toscane, tout en conservant le contrôle de cités importantes comme Milan. En réaction, des bandes armées fascistes occupèrent des villes pour souligner l'incapacité des socialistes à maintenir l'ordre là où ils avaient été élus. Ainsi, le 21 novembre 1920, des heurts violents opposèrent fascistes et socialistes à Bologne dont ces derniers avaient gagné la mairie, faisant 9 morts et une cinquantaine de blessés.

Les forces libérales et démocratiques des blocs nationaux n'avaient jamais utilisé ces méthodes

violentes. Mais elles trouvèrent, au moins dans un premier temps, qu'il s'agissait d'une réponse appropriée pour mater la propagande révolutionnaire qui culminait par des grèves et des occupations d'usines, au nom de la redistribution des ressources au sein de la société. L'action fasciste permettait aux classes dirigeantes de remettre la main sur ce qu'elles considéraient comme leurs biens, et donc sur le contrôle économique, social et politique du pays, même si, progressivement, une partie d'entre elles éprouva de plus en plus d'embarras face à l'emploi de la violence. La faiblesse de la réaction de l'État libéral face au fascisme s'explique en partie par la perte de repères de la classe dirigeante face à la transformation en cours du pays.

La violence s'accrut entre l'été 1922 et le mois d'octobre de la même année. En août des squadristes occupèrent Milan pendant une semaine ; à Livourne, ils forcèrent la municipalité socialiste à se démettre ; le 5 août, à Parme, Gênes et Milan, les pouvoirs furent transférés à l'autorité militaire. Les fascistes réussirent ainsi à contraindre à la démission les administrations qui n'étaient pas favorables au gouvernement libéral, en réaffirmant leur contrôle, y compris militaire, sur les villes qui n'étaient plus gérées par leurs représentants politiques légitimes. La marche sur Rome doit être replacée dans cette succession de destructions des espaces politiques qui n'étaient ni pro-gouvernementaux ni

pro-fascistes, tout particulièrement en Italie du Nord, là où s'enracinaient, pour une très large part, les partis de masse.

Elle permettra ensuite aux fascistes de revendiquer un rôle central dans un équilibre politique qui avait été jusque-là contrôlé par les libéraux. Les journées qui ont suivi la nomination de Mussolini comme chef de gouvernement sont décisives. Une fois arrivé à Rome en train depuis Milan (retardé par les foules de fascistes le saluant le long du parcours), le 30 octobre, et après une entrevue avec le roi, à 19 h 20, Mussolini présenta son gouvernement, qui ne comprenait que trois fascistes modérés. Le même jour, les fascistes qui campaient devant Rome purent rentrer dans la capitale : de 26 000 ils étaient devenus 50 000, appuyés par les partis nationalistes romains.

C'est alors que la violence se déchaîna : dans le populaire quartier San Lorenzo, les colonnes d'Italo Balbo furent accueillies par des coups de feu. Le lendemain, Balbo mena les représailles, faisant 13 morts et 200 blessés, sans compter les destructions matérielles. La victoire fasciste marqua le signal de la persécution des principaux dirigeants et représentants libéraux qui avaient maintenu une attitude critique vis-à-vis du fascisme et, parmi eux, l'ancien président du Conseil Francesco Saverio Nitti qui dut s'exiler. C'était maintenant la classe politique nationale qui était menacée.

Lorsque Mussolini fut appelé par le roi à assumer la charge de président du Conseil, il obtint, outre le contrôle politique du pays, la légitimation symbolique de ses actions illégales. Durant plus de six heures les Chemises noires armées défilèrent devant le souverain. Il s'agissait d'une armée privée, composée de simples citoyens, qui portaient des armes illégitimes, concédées illégalement par des corps militaires, voire volées, présentées devant

la plus haute autorité de l'État : un acte de mépris profond, par conséquent, pour les institutions.

Très vite, Mussolini, qui n'était à l'origine qu'à la tête d'une coalition parlementaire au sein de laquelle les députés fascistes étaient largement minoritaires, contesta le cadre des droits civils et politiques des Italiens, et modifia profondément les institutions du pays. Le 14 janvier 1923 fut instituée la Milice volontaire pour la sécurité nationale, un nouveau corps armé placé sous le contrôle de Mussolini, et formé par des membres des bandes armées fascistes. Cela constituait une rupture effective avec la Constitution (le Statuto), qui déclarait obligatoire le serment de fidélité des forces armées au seul souverain. Plusieurs autres lois remirent en cause les institutions libérales : au cours de l'été 1923 fut votée une loi de censure de la presse qui allait entrer en vigueur en 1924 ; vint ensuite la loi Acerbo, qui reconnaissait la majorité absolue des sièges au Parlement pour le parti qui aurait réuni 25 % des votes. Cette dernière était décisive : elle servait à légitimer un parti dont l'arrivée au pouvoir n'avait pas été le résultat d'une ratification électorale, et qui n'était pas sûr, après une année de gouvernement, de conserver la majorité.

Cette violence, exercée surtout en dehors des palais du pouvoir – mais avec quelques exceptions notables, lorsqu'une première patrouille de fascistes avait fait irruption au Parlement en 1921 –, allait se transférer dans l'enceinte du Parlement, où des hommes armés de la Milice assistaient, au milieu du public, aux sessions parlementaires les plus délicates, au cours desquelles un député libéral aurait pu faire perdre la majorité à la nouvelle équipe gouvernementale. Cela ne fut jamais le cas, mais il ne faut pas l'oublier, pas plus que les interférences et les violences intervenues au cours des élections locales et nationales qui se déroulèrent entre 1922 et 1925.

MOTS CLÉS

« Biennio Rosso »

Dans le sillage de la Première Guerre mondiale, les années 1919-1920 sont marquées en Italie par une vague révolutionnaire. Cette période, baptisée « Biennio Rosso » (« les deux années rouges »), est scandée par des grèves dans le monde ouvrier et par l'agitation dans le milieu rural.

Chemises noires

Désigne dès 1919 les fascistes en raison de leur uniforme emprunté aux ardi, les bataillons d'assaut de l'armée italienne pendant la Première Guerre mondiale. À partir de 1920 des chemises noires organisées en escouades (les squadristes) lancent des actions terroristes contre les socialistes.

Duce

Du latin dux, « guide ». En usage chez les anciens combattants qui adhèrent au fascisme en 1919, le mot devient le titre officiel de Mussolini, « chef du gouvernement et Duce du fascisme ».

Faisceaux de combat

Mouvement fondé à Milan par Mussolini en 1919, formé de nationalistes et de militants venus du syndicalisme révolutionnaire. Le terme « faisceau » est synonyme depuis le XIX^e siècle en Italie d'association de combat. C'est ce mot qui a donné le terme fascisme.

Bien avant le tournant des années 1925-1926, un ensemble de réformes révèle aussi la volonté de ne reconnaître aucun espace aux minorités religieuses, culturelles, linguistiques et ethniques, pas plus qu'aux partis d'opposition. Votée en 1923, la réforme de l'école du ministre Giovanni Gentile mettait au centre de l'instruction la religion catholique, initiant ainsi un travail de marginalisation des Juifs et des protestants. Par ailleurs, « *la plus fasciste des réformes* », comme l'appelait Mussolini, annonçait la fermeture des écoles de langues et des enseignements non italiens, qui garantissaient le respect des droits des minorités ethniques et linguistiques présentes dans le pays, en particulier dans les zones de frontière annexées après la Première Guerre mondiale. Dans le Trentin-Haut-Adige et en Vénétie julienne (la région de Trieste), très peu de temps après la prise de pouvoir de Mussolini, un véritable travail de persécution débuta au sein du service public en visant, au travers de licenciements, tous ceux qui n'étaient pas considérés comme pleinement italiens – les populations allemandes et slovènes récemment italianisées – ainsi que les socialistes (un pourcentage important des employés du secteur ferroviaire). Dès la marche sur Rome le fascisme commença à forger un nouvel Italien, catholique, attaché aux rôles de genre les plus traditionnels et, naturellement, fasciste.

Comment la classe politique italienne a-t-elle pu laisser faire de tels changements ? Par ignorance ou par acceptation ? En se focalisant sur la position anti-socialiste du fascisme, elle n'a pas vu que le fascisme était aussi fondamentalement antidémocratique et antilibéral. Beaucoup se concentrèrent sur les débats parlementaires ou sur les personnalités politiques et leurs actions, en oubliant ou en négligeant l'ampleur des changements qui se produisaient alors dans le pays. C'est davantage à l'étranger, et de manière assez précoce, que l'ampleur de ces transformations politiques fut reconnue, même si la Seconde Guerre mondiale allait en effacer le souvenir.

A partir de 1923 le gouvernement Mussolini sut en effet recueillir des adhésions et des appuis en Europe, suscitant des imitateurs à la recherche d'une troisième voie entre démocratie libérale et socialisme. Il s'agissait naturellement de minorités dans les pays démocratiques, mais là où le libéralisme paraissait en crise, ou incapable de garantir une stabilité politique, le fascisme devint un modèle dont on pouvait s'inspirer pour formuler une proposition politique souvent différente, mais invariablement antidémocratique et illibérale. ■

(Article traduit par Vincent Jolivet)

Le rêve de D'Annunzio

En 1919 le poète, surfant sur les frustrations nationalistes, annexe Fiume, sur la côte dalmate. Mussolini en tirera des leçons.

Six mois après que Mussolini eut fondé à Milan le premier *Fascio di combattimento*, Gabriele D'Annunzio décidait de marcher sur Fiume. Écrivain de réputation internationale, chantre de la vocation impériale de l'Italie, et dandy éternellement endetté, le poète a entamé en 1897 une brève carrière politique, passant des bancs de l'extrême droite à ceux de l'extrême gauche.

En 1919 l'auteur des *Laudi* et du *Triomphe de la mort* doit moins sa popularité à son œuvre qu'à son action lors de la Grande Guerre, durant laquelle, engagé volontaire à 52 ans, il a participé à des actions de « nettoyage » des tranchées et à des raids aériens. Après guerre, il s'est mis en tête d'incarner les frustrations nationalistes de l'Italie. La ville de Fiume, principal port de commerce de l'Istrie, n'avait pas été mentionnée dans le traité de Londres de 1915, par lequel l'Italie avait monnayé sa participation à la guerre en échange de territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie. A Versailles les représentants alliés eurent donc tout loisir de refuser une annexion que réclamait la population de la ville,



Gabriele D'Annunzio, dans son avion, en août 1918.

majoritairement originaire de la péninsule, mais dont l'arrière-pays relevait du nouvel État yougoslave. En juin 1919, suite à de violents incidents opposant les troupes d'occupation italiennes et françaises, le Comité interallié décida de réduire le contingent italien et d'éloigner le régiment des grenadiers de Sardaigne. Des officiers de cette unité, repliée près de Trieste, prirent alors contact avec D'Annunzio et lui offrirent le commandement d'une expédition. Le *comandante* opta pour l'épreuve de force.

« A qui Fiume ? A noi ! »

Le 12 septembre 1919, il fit une entrée triomphale dans la ville, sans qu'un seul coup de feu eût été tiré, prenant possession de Fiume au nom du royaume d'Italie. Il fut bientôt rejoint par une foule hétéroclite d'officiers nationalistes, d'anciens ardit, de petits bourgeois déçus par le retour à la vie civile, soit une clientèle qui était déjà celle du premier fascisme et où figuraient également des représentants du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme libertaire.

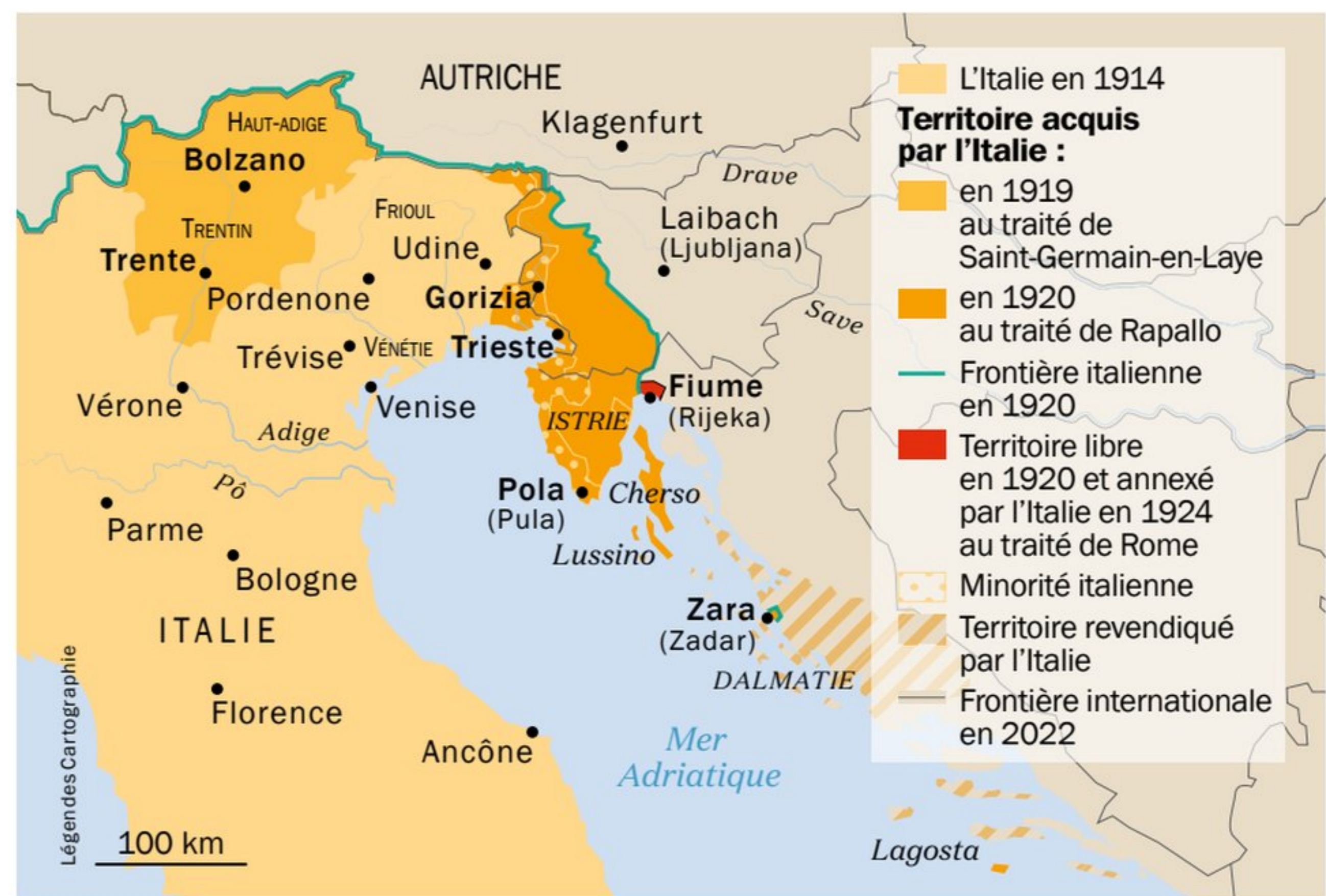
A Fiume D'Annunzio a mis en place un régime dictatorial. Dès le 20 septembre il s'est attribué les pleins pouvoirs. Le 16 octobre, prenant prétexte du blocus exercé sur la ville, il déclare celle-ci « *place forte en temps de guerre* » et la soumet au code militaire, lequel prescrit la peine de mort pour qui manifeste son opposition. Jusqu'à l'automne 1920, confronté au risque d'extension de cette entreprise, Rome se garda bien de réagir. On parla beaucoup à Fiume d'une éventuelle « *marche sur Rome* » qui viendrait relayer la révolte dalmate. Mais celle-ci n'eut jamais lieu et le président du Conseil Giolitti n'eut aucun mal à faire évacuer la ville à la fin du mois de décembre. D'Annunzio capitula le 26 décembre 1920 et dut accepter l'établissement d'un gouvernement provisoire à Fiume, placée sous la protection de la SDN.

Pour Mussolini, qui avait commencé à lorgner du côté du pouvoir, l'affaire de Fiume était riche d'enseignements.

Elle révélait à la fois la faiblesse de l'État libéral, les complicités qui pouvaient être obtenues dans l'administration et dans l'armée, l'attraction exercée sur les masses par une formule populiste associant le sentiment national et les revendications sociales. Mais elle montrait en même temps que seul un parti discipliné pouvait tirer parti de ces divers atouts. Le futur Duce retiendra la leçon de l'échec du putsch dannunzian, recueillant au passage l'héritage d'un rituel dont le *comandante* s'est fait le grand prêtre : les dialogues scandés avec la foule « *A qui Fiume ? A noi [A nous] ! A qui l'avenir ? A noi !* », ainsi que l'esprit, les méthodes et jusqu'à la tenue ; l'uniforme noir des ardit. Quant à D'Annunzio, rallié au fascisme dès 1922, il vécut jusqu'à sa mort en 1938 sur les bords du lac de Garde, comblé d'honneurs par le régime. ■

Pierre Milza

Les Collections de L'Histoire n° 50, janvier-mars 2011



Contrairement à la légende de la victoire mutilée, popularisée par D'Annunzio, l'Italie obtint des gains territoriaux après la Première Guerre mondiale : la plupart des terres irrédentes sur les vestiges de l'Empire austro-hongrois. Seul l'est de la Dalmatie lui échappait. Fiume allait lui revenir en 1924.

Archives : pourquoi les « quadriumvirs » ont douté

On les appelle les quadriumvirs : ces quatre hommes ont organisé la marche sur Rome. Pour Didier Musiedlak, qui a étudié leurs papiers privés, les fascistes savaient pertinemment que leur Milice était incapable d'affronter l'armée.

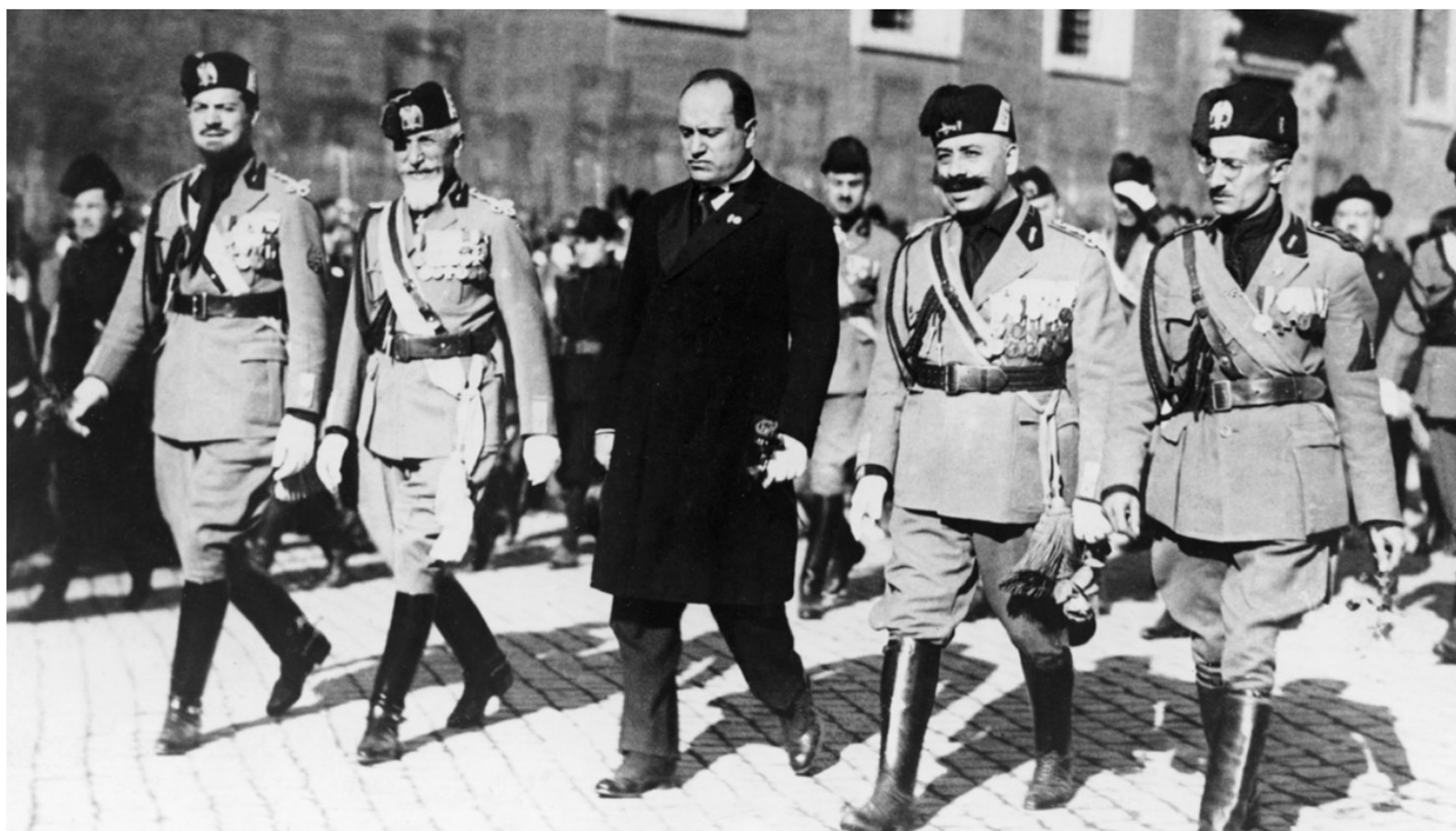
L'examen de nouvelles archives inédites, notamment celles de deux des quatre hommes qui ont organisé la marche sur Rome – le monarchiste fasciste Cesare Maria De Vecchi et Italo Balbo –, éclaire d'un jour nouveau le jeu des acteurs, divisés entre eux sur la stratégie à mener pour prendre le pouvoir : insurrection ou tractation

politique avec le gouvernement en place.

En demeurant à Milan, Mussolini se garda bien de s'engager totalement dans une voie trop étroite pour conserver sa pleine liberté d'action. Il fut le plus souvent en retrait, spectateur plus qu'acteur, soucieux de se préserver une porte de sortie au dernier moment. Tout semble même indiquer qu'il a effectivement

eu peur devant la gravité de l'événement. Au soir du 28 octobre il se réfugie dans la maison d'été de sa maîtresse Margherita Sarfatti, à 41 km de Milan, à quelques minutes de la frontière avec la Suisse helvétique, prêt à envisager la fuite...

La prise du pouvoir fut une entreprise collective menée par l'état-major du parti fasciste. La première place revient aux chefs squadristes (les *ras*), qui



Le 30 octobre 1922 Mussolini, en civil, entouré des « quadriumvirs » (de gauche à droite : Italo Balbo, Emilio De Bono, Cesare Maria De Vecchi et Michele Bianchi) se rend au Quirinal pour présenter son gouvernement au roi.

se mobilisèrent par eux-mêmes pour prendre possession des centres locaux du pouvoir comme à Florence ou à Ravenne, plus encore que sur l'initiative des quadrumvirs (Bianchi, De Bono, De Vecchi, Balbo), qui s'avérèrent impuissants à gérer la situation militaire. L'outil militaire était loin d'être opérationnel. Estimés à un peu plus de 19 500 hommes par Italo Balbo dans ses archives (loin des 26 000 hommes souvent mentionnés), tout laisse à penser que les miliciens fascistes auraient été anéantis par l'armée régulière si un affrontement avait eu lieu.

Bianchi, le « cerveau »

La véritable bataille remportée aux dépens des représentants de l'Italie libérale se joua sur le plan politique. A Michele Bianchi, le secrétaire général du parti fasciste, considéré comme le « cerveau politique » de la Marche par le Duce, incombait la mission délicate d'opérer la synthèse des opérations politiques et militaires. Mais, en raison d'une éclipse due à son état de santé très précaire, c'est seulement le 20 octobre qu'il réapparut au sein du groupe stratégique qui divisa l'Italie en zones de commandement. Du 16 au 20 octobre Michele Bianchi n'avait pas participé aux réunions cruciales sur les débuts de l'insurrection.

Quelques mois avant, il avait même démontré son incapacité à organiser un coup d'État, qu'il concevait selon la tradition du syndicalisme révolutionnaire fondée sur l'action directe des masses.

Le 1^{er} août 1922 l'appel à l'insurrection lancé par les fascistes contre la grève générale, voulue par des syndicats et des forces politiques de gauche qui s'opposaient à la violence des squadristes, tourna court. L'ultimatum adressé à l'État pour

L'état-major fasciste savait qu'il était impossible de gagner une guerre avec une troupe si hétéroclite

restaurer son autorité faillit se terminer par l'arrestation d'une partie de l'état-major fasciste.

C'est à Italo Balbo, le plus jeune des quadrumvirs (26 ans), que revint la charge de transformer les milices squadristes en un appareil discipliné. La militarisation proprement dite fut activée par la création d'une cellule de commandement formée d'experts militaires (Italo Balbo, Cesare Maria De Vecchi et Emilio De Bono). En octobre, cependant, cet appareil militaire n'était pas – loin de là – d'être en mesure de pouvoir organiser une insurrection pour mettre à exécution le plan tel qu'il avait été conçu, ce que reconnut en privé plus tard Balbo en 1938. En somme, toutes les conditions de l'échec étaient réunies. L'état-major fasciste savait qu'il était impossible de gagner une guerre avec une troupe si hétéroclite contre l'armée régulière.

La légende de la trahison

C'est en conséquence essentiellement sur le terrain politique que la bataille pouvait être remportée. A Milan, auprès de Mussolini, Cesare Rossi et Aldo Finzi jouèrent un rôle important vis-à-vis des milieux politiques, industriels et aussi de la presse. Leur action a été souvent sous-estimée dans le travail de sape des institutions libérales. Pourtant, dès le 27 octobre, le *Corriere della Sera* déplorait que les milieux politiques fussent mis sous la pression d'un « parti organisé militairement » recourant au terrorisme. Mais c'est bien à Rome que se solda l'issue de la

prise du pouvoir. A Dino Grandi, Cesare Maria De Vecchi, Giacomo Acerbo, Costanzo Ciano, associés à Gaetano Polverelli et Giovanni Marinelli, tous membres du parti, fut dévolue la mission de négocier une solution constitutionnelle, d'abord en faveur d'Antonio Salandra, l'ancien président du Conseil entre 1914 et 1916 rallié aux fascistes, puis de Mussolini. L'option insurrectionnelle et l'option politique furent ainsi menées conjointement jusqu'au bout. Contrairement à la légende de la « trahison » véhiculée par Galeazzo Ciano dans son *Journal*, De Vecchi, le principal organisateur des milices squadristes, n'a pas travaillé contre le fascisme. Mais il fut en revanche l'interlocuteur privilégié du roi Victor-Emmanuel III au nom du parti et de Mussolini pour assurer la prise du pouvoir.

Quant à Balbo, qui incarnait le mythe du peuple en armes dans la tradition de la Révolution française, son rôle a sans doute été surestimé en raison du primat longtemps accordé à l'option subversive par les historiens par rapport à la voie de la négociation politique. L'édition de son *Journal* publié en 1932, dix ans après les événements, dans le contexte de durcissement du régime et de l'exaltation du mythe révolutionnaire associé à la figure du Duce, le consacre comme principal chef militaire mais non comme chef politique du fascisme. ■

Didier Musiedlak

Auteur de *Entre histoire et mythe, la Marche sur Rome*, Éditions de la Sorbonne, 2022



Les squadristes cherchent à éliminer « l'ennemi » par tous les moyens : incendies, meurtres, autodafés (ici à Rome en 1920).

Les squadristes ou la politique de la violence

La plupart étaient de jeunes vétérans de la Grande Guerre, avides d'aventure et mal réadaptés à la vie civile. Semant la terreur contre les organisations de gauche entre 1919 et 1922, les squadristes allaient ensuite fournir au fascisme ses cadres dirigeants.



Uniformes noirs, drapeaux, médailles : les bandes armées du fascisme rejouent la Grande Guerre, ici à Milan en 1922.

Le facteur décisif de la supériorité du fascisme sur les autres mouvements politiques italiens durant les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale fut de disposer d'un bras armé composé de jeunes volontaires bien décidés à se faire une place au soleil. Ce phénomène s'inscrit dans la foulée de la brutalisation de la vie politique engendrée par le conflit européen.

Au cours de la phase de formation des Faisceaux italiens de combat en 1919, ces squadristes (de *squadre*, escouades d'action) avaient essentiellement un rôle de garde du corps de Mussolini et de service d'ordre dans les manifestations fascistes.

Cette fonction défensive allait vite céder le pas à une offensive sans quartier contre les socialistes. L'analyse du squadriste doit en effet être resituée dans la lutte politique qui voit l'Italie du Centre et du Nord déchirée, pendant quatre ans, par une forme de guerre civile caractérisée par des affrontements sanguinaires entre fascistes et forces de gauche, et par l'intervention de la force publique, surtout contre les mouvements de gauche.

Jusqu'à l'été 1920 le fascisme peine à s'affirmer. Au cours de sa première année d'existence, son fait d'armes le plus marquant fut la destruction du siège du quotidien socialiste *Avanti!* à Milan, le 15 avril : la manifestation organisée contre la répression



Mimmo Franzinelli
Historien du fascisme
et membre de la
Fondation Ernesto-
Rossi-Gaetano-Salvemini
de Florence

Il est l'auteur de
Squadristi. Protagonisti
e tecniche della violenza
fascista, 1919-1922
(Feltrinelli, 2019).

Il a également publié
Storia della Repubblica
Sociale Italiana,
1943-1945 (Laterza,
2020).





En 1921 des socialistes décrivent la brutalité des Chemises noires

Leur loi est celle du bâton. A tel qui, il y a tant d'années, a dit telle phrase, six coups de bâton. A tel autre, pour tel motif, huit, dix, douze coups de bâton. L'exécution de ces sentences est confiée à des squadristes spécialisés qui savent aussi où ils doivent frapper le condamné : s'il est jeune à la tête, s'il est vieux, sur le dos ou au côté."

Facismo. Inchiesta socialista sulle gesta dei fascisti in Italia, Generico, 1921.

policière au centre-ville est alors attaquée par quelque 200 étudiants, anciens arditi et futuristes, qui se dirigent ensuite vers le bâtiment de l'*Avanti!*. Quand un rédacteur tire au revolver et tue par erreur un des soldats postés autour de l'édifice, les assaillants y mettent le feu. Cet épisode revêt une forte valeur symbolique, en particulier parce que ce journal, avant la guerre, avait été dirigé par Mussolini lui-même. Un autre événement d'une gravité extrême se produisit cette année-là. A Lodi le 3 novembre 1919, la fusillade contre les socialistes qui empêchaient un candidat fasciste de tenir un meeting fit trois morts.

Au cours de cette phase violente, marquée par sa dimension urbaine et par son antisocialisme virulent, on perçoit déjà les composantes du squadriste dans sa « maturité » : des vétérans de la Grande Guerre, les futuristes liés à Marinetti, et des étudiants qui, compte tenu de leur âge, n'avaient pas

pu partir au front. Leur point commun est la jeunesse : une grande majorité des Chemises noires étaient en effet âgés de moins de 25 ans, et beaucoup étaient mineurs.

Accoutumés à la violence des combats, ils opèrent en groupe, agrégés par des liens de « camaraderie » – la camaraderie des tranchées. Hormis quelques rares exceptions, leur adversaire n'est pas l'appareil répressif de l'État, mais les socialistes et les anarchistes ; plus généralement, les antimilitaristes. Ce n'est pas un hasard si la tenue des premiers squadristes comporte des accessoires et des symboles de l'armée. Ils peinent à se réadapter à la vie ordinaire : ce sont des déracinés, avides d'aventures, qui tournent en dérision les valeurs bourgeoises et méprisent l'internationalisme au fondement du mouvement ouvrier.

Les deux figures les plus représentatives de ce premier squadriste sont Filippo Tommaso Marinetti et Ferruccio Vecchi. Le premier, fondateur du futurisme (*cf. p 35*), interventionniste acharné, volontaire et blessé de guerre, transfère dans la violence politique l'esthétique provocatrice qui lui fait concevoir l'action sur les places comme une œuvre d'art dynamique et puissante. On lui doit la première action squadriste, le 11 janvier 1919, avec la contestation, au théâtre la Scala de Milan, du ministre social-réformiste Leonida Bissolati. Officier des arditi, Ferruccio Vecchi applique, durant l'après-guerre, les formules militaires apprises dans les régiments d'assaut : héroïsme individuel, mépris du danger, cruauté envers les adversaires. Mussolini, ayant remarqué sa personnalité, lui confie la présidence de la réunion constitutive du fascisme. Vecchi est le prototype de l'inadapté de guerre, prêt à toute forme de violence et incapable de reprendre une vie normale. Arrêté pour banqueroute, il émigre en Amérique latine et y découvre sa vocation artistique en tant que sculpteur, en se consacrant dès lors à des sujets « mussoliniens ».

Après une période de pause, entre la fin 1919 et l'automne 1920, la guerre contre l'« ennemi intérieur » reprend de manière généralisée, avec une série d'expéditions armées destinées à déloger les bastions du socialisme. Le squadriste se finance auprès des propriétaires terriens de la plaine du Pô, qui l'utilisent pour combattre les associations rouges et faire évacuer les terres occupées. Si les militants de gauche recourent, eux aussi, à la violence, ils le font d'une manière confuse et spontanée, avec un singulier manque de préparation. La démonstration la plus éclatante en est offerte le 4 novembre 1920 : alors que les squadristes marchent vers la chambre

du travail de Bologne, le député socialiste Ercole Bucco, qui commande les gardes rouges, perd la tête et fait appel aux gardes royaux, qui confisquent les armes et l'arrêtent ; au même moment, à Vérone, le député socialiste Policarpo Scarabello meurt dans l'explosion d'une bombe à main qu'il voulait lancer contre les Chemises noires.

Expéditions punitives

Au cours de ces deux « années noires » – en réaction aux deux « années rouges » du *Biennio rosso* – les actions de gauche consistent à tendre des pièges à des fascistes isolés, ou à tirer caché derrière des arbres sur des groupes d'adversaires ; les repréailles fascistes, en incendies de fermes et meurtres de représentants de la gauche. Le culte des « martyrs », dont les noms sont donnés aux différentes escouades d'action, s'enracine parmi les Chemises noires. En 1920, 172 socialistes ont été tués et 4 fascistes ; en 1921, 72 socialistes et 41 fascistes. La grande majorité des victimes est donc socialiste.

Les squadristes, souvent représentés comme des énergumènes, possédaient aussi leur propre code éthique. Celui-ci prévoyait, à chaque « provocation » des antimilitaristes, une réaction décuplée. L'insulte contre l'un d'eux engendrait une réponse collective, l'expédition punitive contre les responsables directs et indirects, sans se soucier d'atteindre en même temps des personnes complètement extérieures au conflit. Sur le terrain de la violence, en somme, deux conceptions différentes s'affrontent : l'une improvisée, l'autre professionnelle et organisée sur le plan militaire. Cette succession d'affrontements sanguinaires incita Mussolini, au cours de l'été 1921, à tenter un pacte de pacification avec les socialistes. Mais les dirigeants des escouades d'action fascistes, les « ras »¹, chefs tout-puissants dans des

régions où le pouvoir s'est constitué grâce à la violence, s'y opposèrent : début novembre 1921, alors que se déroule à Rome le congrès constitutif du Parti national fasciste, ce pacte est annulé. Le Duce comprend que ces branches armées sont en mesure non seulement de lui permettre de vaincre les partis de gauche, mais aussi de négocier en position de force avec l'État libéral en vue de son objectif final : la conquête du pouvoir.

Après la marche sur Rome, une fois devenu chef du gouvernement, Mussolini chercha une nouvelle fois à discipliner la violence : les formations paramilitaires sont dissoutes tandis qu'est créée en 1923 une Milice aux ordres du gouvernement, qui intègre une partie des squadristes. Ces derniers jouèrent ensuite un rôle important dans la mise à mort du système parlementaire, en favorisant le passage à la dictature. Au cours de la campagne électorale du printemps 1924 ils contribuèrent, par l'intimidation, au succès des listes fascistes : la dénonciation de ces violences devant le Parlement coûta la vie au député social-réformiste Giacomo Matteotti. Dans ces circonstances, le ministre de l'Éducation nationale, Giovanni Gentile, dans un discours tenu le 31 mars au Grand Théâtre de Palerme, allait fournir une justification théorique aux violences politiques, en louant la matraque comme un instrument qui « *incite enfin l'homme intérieurement et le persuade d'accepter* ».

Les escouades d'action constituent donc le creuset du fascisme, mais aussi son école de cadres, comme le démontrent les biographies de leurs principaux dirigeants : à Ferrare, l'ancien républicain Italo Balbo, lieutenant des arditi au cours de la Grande Guerre, fut sous-secrétaire et ministre de l'Aéronautique de 1926 à 1933, puis gouverneur de Libye ; à Rome, l'ancien

NOTE

1. Ce nom leur a été donné en référence aux chefs de guerre éthiopiens, les *rais*.

MOTS CLÉS

Arditi

« Les hardis ». Durant la Première Guerre mondiale, unités de corps francs de l'armée italienne spécialisées dans les missions périlleuses. Après leur démobilisation, beaucoup d'entre eux rejoignent le mouvement fasciste.

Squadristes

Les escouades fascistes autonomes apparurent au lendemain de la Première Guerre mondiale contre les organisations de gauche. Elles s'institutionnalisèrent en 1923 avec la création de la Milice. On les appelle aussi les Chemises noires.

A SAVOIR

« Manganello » et huile de ricin

Lors de leurs expéditions punitives entre 1919 et 1922, les squadristes utilisent contre les opposants le manganello, une grande matraque de bois. Après avoir roué de coups leurs victimes, ils leur faisaient boire de l'huile de ricin, un puissant laxatif,

afin de les humilier. Le manganello devint ensuite une sorte de relique des temps héroïques. On parlait du « *santo manganello* ».

volontaire des arditi Giuseppe Bottai fut sous-secrétaire des Corporations en 1926-1929 et ministre de l'Éducation nationale de 1936 à 1943 ; à Bologne, l'ancien capitaine des chasseurs alpins Dino Grandi fut ministre des Affaires étrangères en 1929-1932 et de la Justice en 1939-1943... Et la liste est longue : c'est du squadriste que provient une grande partie de la classe dirigeante qui allait gouverner l'Italie au cours des vingt années « noires », aux côtés de ralliés issus de l'ancienne classe politique (cf. p. 26).

Squadriste et marche sur Rome devinrent ainsi les mythes fondateurs du régime, célébrés chaque année à l'occasion des dates fondamentales du calendrier fasciste : le 23 mars et le 28 octobre. En revanche, l'anniversaire de la fondation du Parti national fasciste, le 10 novembre 1921, ne connut jamais une fortune comparable.

La tête de mort comme emblème

La violence des Chemises noires éclatera à nouveau pendant la République sociale italienne, fondée à Salò sous protection allemande, à l'automne 1943, et menée par les Chemises noires de la « vieille garde », bien déterminés à reprendre la guerre contre l'« ennemi intérieur ». Rites et emblèmes du proto-fascisme redeviennent d'actualité : le crâne avec les tibias croisés, qui exhibe la mort comme horizon de référence. Les entreprises des escouades d'action sont alors réactivées par des personnages qui avaient été relégués aux marges de la vie publique quand le parti fasciste était au pouvoir. La plupart des vieux squadristes qui avaient « fait carrière » durant le régime avait en effet abandonné Mussolini le 25 juillet 1943. Ceux qui reprennent le flambeau s'inscrivent dans les Brigades noires, qui rassemblent les inscrits au Parti fasciste républicain (PFR) pour la répression de la Résistance. Alessandro Pavolini, le secrétaire du PFR, représente la continuité avec le fascisme de la première heure, au côté du Duce, et sur des positions encore plus radicales : il obtient de Mussolini de faire fusiller des hiérarques « traîtres », de l'ancien quadrumvir de la marche sur Rome Emilio De Bono à l'ancien ministre des Affaires étrangères Galeazzo Ciano, le mari d'Edda Mussolini, fille aînée du Duce.

Sénile, Marinetti consacre alors son dernier poème au nouveau squadriste : *Quart d'heure de poésie de la XMas*, hymne halluciné à la férocité de la guerre civile. Le fascisme vécut à Salò son ultime aventure, dans un rôle subalterne et collaborationniste de soutien à l'occupant allemand, mais sans rien renier de sa naissance dans la violence et dans le sang. ■

(Article traduit par Vincent Jolivet)

Le meurtre de Matteotti, le tournant

Le 16 août 1924 on découvre le corps du député socialiste Matteotti, assassiné par les fascistes. Le régime vacille.

Enlevé le 10 juin 1924, en pleine journée, à deux pas de son domicile romain, par un groupe d'activistes fascistes, puis poignardé, Giacomo Matteotti appartenait à la tendance modérée du socialisme italien. Il n'en avait pas moins bataillé avec courage contre les squadristes lors de la campagne pour les législatives du printemps 1924, avant de prononcer plusieurs discours virulents contre les fascistes à la Chambre des députés. C'est surtout celui du 30 mai qui avait marqué les esprits : dénonçant les violences, les fraudes, les atteintes aux libertés du régime, il confiait à ses proches en quittant l'Hémicycle : « *Et maintenant vous pouvez préparer mon oraison funèbre.* »

Le 16 août 1924 le corps du député de Rovigo fut retrouvé dans la campagne romaine. Mais, dès le 12 juin, Mussolini avait eu à essuyer les questions de ses opposants. Une partie des députés boycotta les séances de la Chambre – on parle de retrait sur l'Aventin en référence à la sécession de la plèbe dans l'Antiquité –, tandis que nombre de militants fascistes rompaient bruyamment avec



Après avoir dénoncé les exactions des squadristes et la corruption de Mussolini, Matteotti est enlevé le 10 juin 1924. Son corps est retrouvé deux mois plus tard, à 25 kilomètres de Rome dans un terrain vague.

le parti. Pendant les six mois qui suivirent, le pouvoir du Duce vacilla, et il fallut que les principaux dirigeants squadristes l'y incitent fermement pour que Mussolini se décide, le 3 janvier 1925, à « *assumer la responsabilité politique, morale et historique de tout ce qui s'est passé* » et à faire, devant les députés, l'annonce de la dictature.

Les assassins de Matteotti furent jugés peu de temps après et condamnés à des peines légères, tandis que les dirigeants considérés comme responsables étaient éloignés du centre du pouvoir. Quant à Mussolini, il nia toujours avoir ordonné d'éliminer le député, rejetant sur certains collaborateurs la responsabilité du meurtre, et faisant valoir qu'il avait ensuite, et pendant des années, aidé la veuve de Matteotti à financer les études de ses enfants. La question a été réexaminée en 2004 dans un ouvrage remarquablement documenté de l'historien italien Mauro Canali. De son enquête il ressort que le groupe dirigeant

fasciste, comprenant Mussolini lui-même, son frère Arnaldo et divers hiérarques, fut mêlé, au cours des années 1921-1924, à plusieurs affaires de pots-de-vin. Matteotti eut connaissance de ces malversations.

1924

Le 10 juin enlèvement de Matteotti.

1925

Le 3 janvier Mussolini assume la « responsabilité politique et morale » de cet acte.

1925-1926

Lois dites « fascistissimes » qui renforcent la dictature.

Dans les milieux proches du pouvoir, on le savait, et on craignait que le député socialiste ne fournisse les preuves de la corruption.

Il est vraisemblable que Giovanni Marinelli, secrétaire administratif du parti, Filippo Filippelli, directeur du *Corriere italiano* – utilisé par Mussolini comme intermédiaire avec le monde économique –, et Amerigo Dumini, étaient directement impliqués. Le général De Bono, Aldo Finzi, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, et Cesare Rossi, chef du bureau de presse de la présidence, sont intervenus pour favoriser leur fuite et pour faire disparaître des indices. La thèse du complot paraît donc démontrée, fomenté par le proche entourage de Mussolini. Ce qui laisse en revanche dubitatif, c'est la responsabilité personnelle de ce dernier dans la décision de l'assassinat. Mais l'on ne pourra certainement jamais trancher en la matière de manière certaine. ■

D'après Pierre Milza

L'Histoire n° 235, septembre 1999

La galaxie fasciste

Anciens squadristes, technocrates ou même transfuges des partis classiques, les hiérarques fascistes constituent une classe dirigeante extrêmement diversifiée.

Les intellectuels



Giovanni Gentile (1875-1944)

Le philosophe

Théoricien de l'« État éthique » dont le fascisme serait l'incarnation, ministre de l'Éducation nationale de 1922 à 1924, il est à l'origine, en 1925, du *Manifeste des intellectuels fascistes* et de l'article « Fascisme » de l'*Encyclopédie italienne* (1932). Il est tué en 1944 par les partisans.



Giuseppe Bottai (1895-1959)

Promoteur de la culture

Ministre de l'Éducation nationale de 1936 à 1943, il assigne à l'école le rôle de former « l'homme fasciste ». Meneur de débats via sa revue *Critica fascista*, corporatiste, convaincu par les lois raciales, il se considère comme le seul idéologue du régime. Amnistié en 1947, il meurt à Rome en 1959.

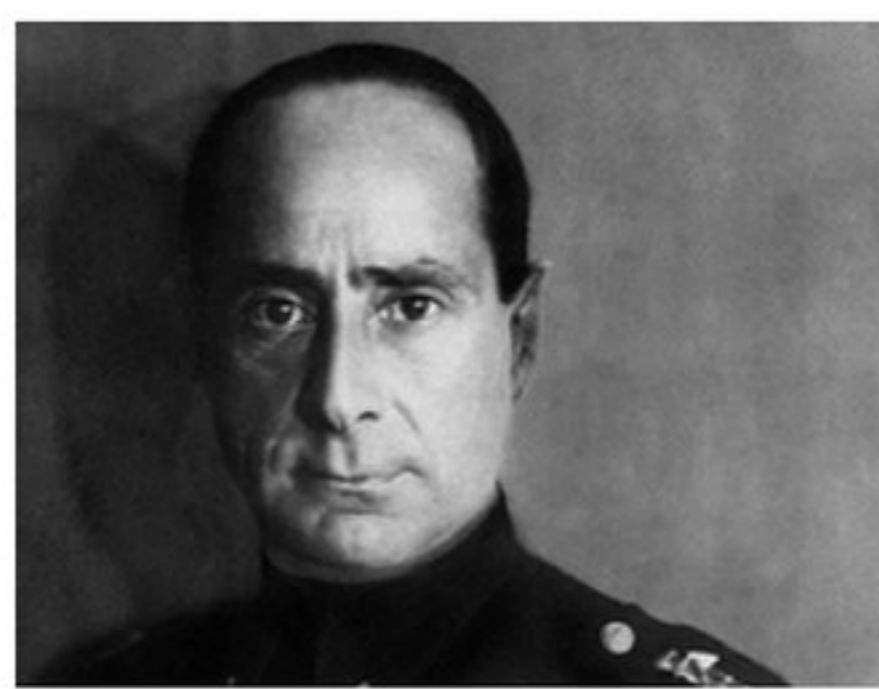
Les hommes du Parti



Roberto Farinacci (1892-1945)

L'ami des nazis

Il prend le contrôle de Crémone la veille de la marche sur Rome et contrôle la région d'une main de fer. Secrétaire du Parti de 1925 à 1926, il est écarté jusqu'en 1934 par Mussolini, qui le déteste. Il prône un rapprochement avec Hitler et souhaite l'entrée en guerre dès 1939. Il est fusillé en 1945.



Achille Starace (1889-1945)

Le « chien de garde »

Secrétaire général du parti fasciste de 1931 à 1939, il accompagne sa transformation en parti de masse. Il organise le culte du chef à coups d'événements sportifs et de grandes parades. Le Duce le surnomme « le chien de garde de la révolution » mais, lassé par sa dévotion, le disgracie en 1939.

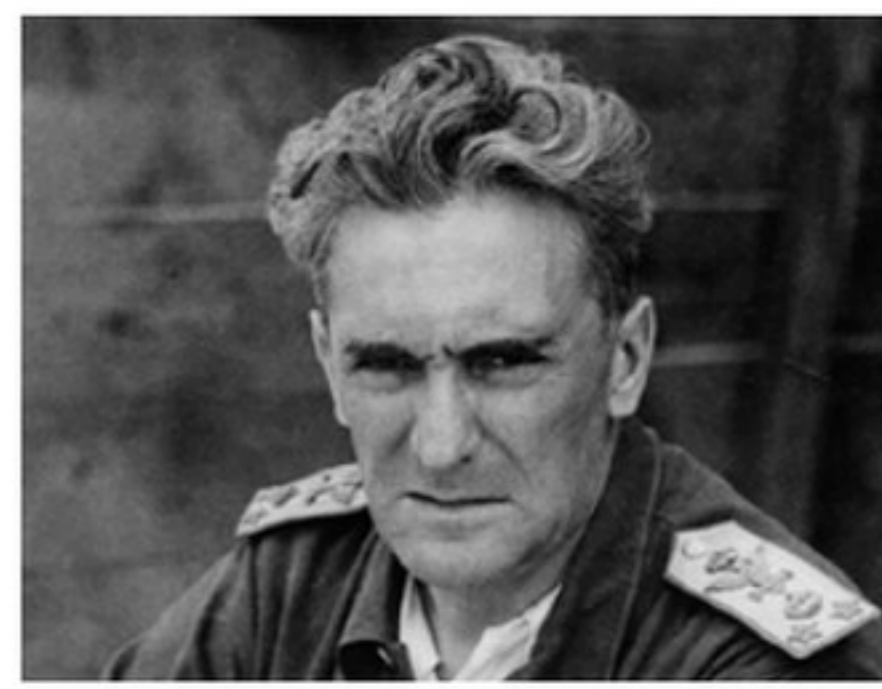
Les militaires



Pietro Badoglio (1871-1956)

Vice-roi d'Éthiopie

Chef d'état-major en 1925, il réprime brutalement la guérilla en Libye et écrase la résistance en Éthiopie dont il devient le premier vice-roi. Chef du gouvernement en 1943 après la destitution de Mussolini, il signe l'armistice avec les Alliés le 3 septembre.

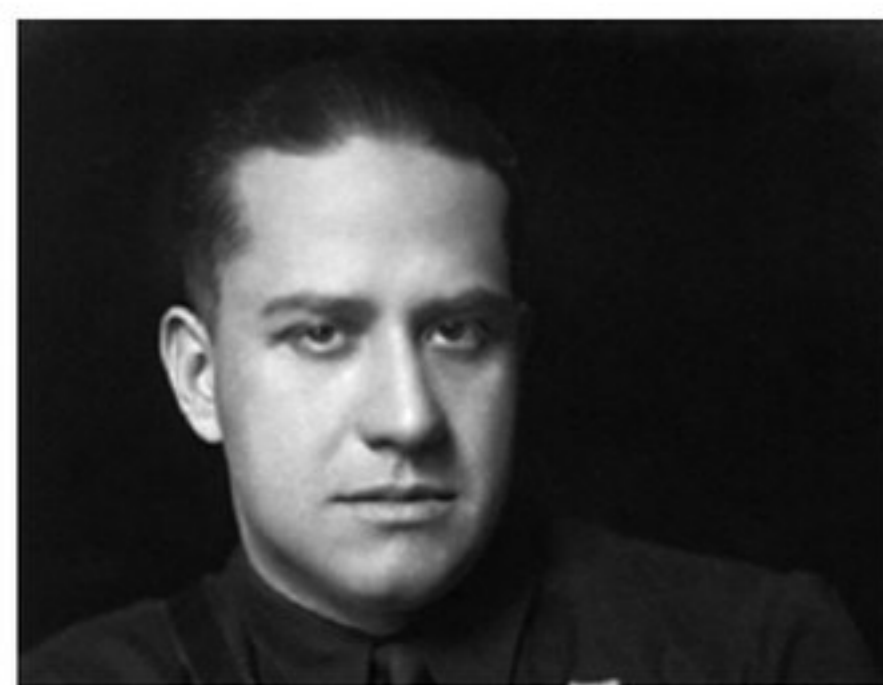


Rodolfo Graziani (1882-1955)

Le criminel de guerre

Plus jeune colonel italien pendant la Grande Guerre, vice-gouverneur de Cyrénaïque en 1930, il y mène une pacification meurtrière. En Éthiopie il se comporte en criminel de guerre. Condamné à dix-neuf ans de prison en 1949, il est libéré en 1950 et meurt à Rome en 1955.

Les piliers de l'État fasciste



Galeazzo Ciano (1903-1944)

Le gendre

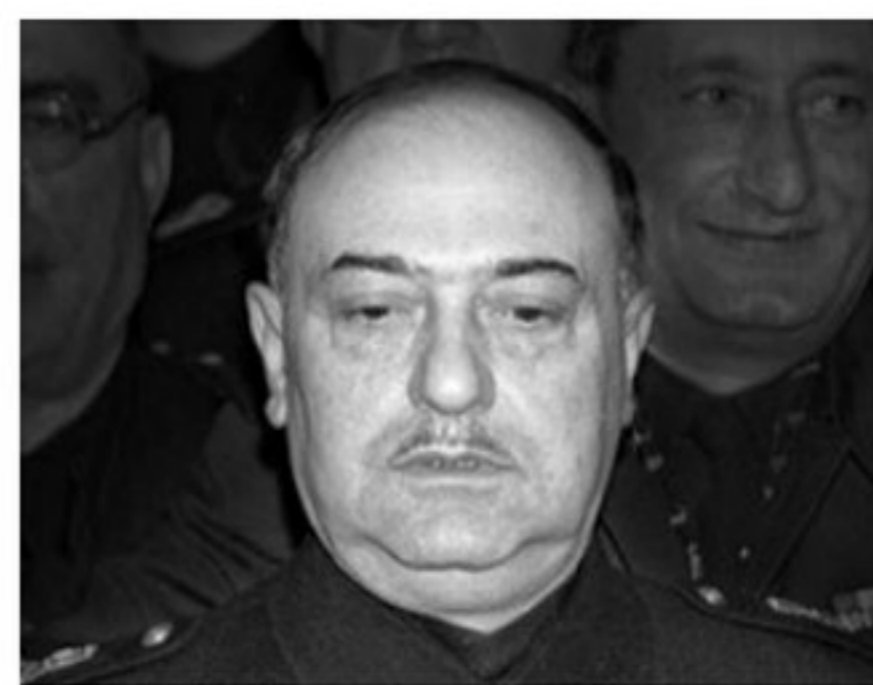
Fils d'un fasciste de la première heure, il se lance à 25 ans dans la diplomatie. Il épouse en 1930 la fille du Duce, Edda. Ministre des Affaires étrangères, il perd son portefeuille en 1943 et devient ambassadeur au Vatican. Il sera fusillé sur ordre de Mussolini pour avoir voté sa destitution.



Italo Balbo (1896-1940)

L'aviateur

Chef des squadristes de Ferrare, il est l'un des « quadrumvirs » de la marche sur Rome. Ministre de l'Aéronautique, il réalise des vols transatlantiques qui le rendent célèbre dans le monde entier. A la tête des forces italiennes en Libye, il est abattu par erreur dans son avion en juin 1940.



Manlio Morgagni (1879-1943)

L'homme de presse

Proche des frères Mussolini, il prend la direction, en 1924, de l'agence de presse nationale Stefani, qu'il modernise. En juillet 1943, en apprenant la chute du Duce, il est le seul hiérarque à choisir le suicide, laissant derrière lui une ultime lettre de fidélité à son maître.

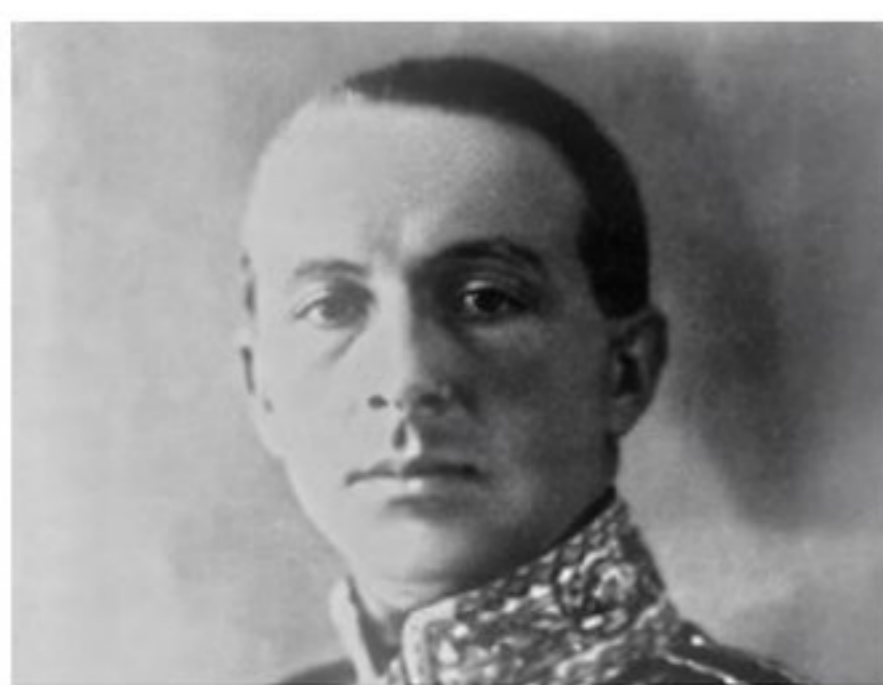


Alfredo Rocco (1875-1935)

Le juriste

Ministre de la Justice de 1925 à 1932, il est à l'origine des « lois fascistissimes » de 1926, qui instituent l'État totalitaire, de la loi de 1928 qui met fin à l'élection à la Chambre et de la révision du Code pénal en 1931. Professeur de droit, il est recteur de l'université de Rome jusqu'à sa mort, en 1935.

Les déçus



Aldo Finzi (1891-1944)

L'aviateur rebelle

Héros de la Grande Guerre, il se rapproche de Mussolini au début des années 1920. Impliqué dans l'assassinat de Matteotti, il démissionne de ses fonctions politiques. Juif, il s'oppose aux lois raciales de 1938. Il rejoint la Résistance et meurt sous la torture des SS en 1944.



Curzio Malaparte (1898-1957)

Un cas particulier

Jusqu'en 1929, il est une grande figure intellectuelle du fascisme. En 1931, il est confiné à Lipari puis à Ischia pour avoir diffamé Balbo. Il devient ensuite correspondant de guerre, en Afrique et en URSS (1941-1943). Il publie *Kaputt* en 1944 et *La Peau* en 1949.

Le traître



Dino Grandi (1895-1988)

Le diplomate

Ministre des Affaires étrangères, ambassadeur à Londres puis garde des Sceaux, Grandi se rapproche des militaires et de la Cour. Du 24 au 25 juillet 1943 il est la cheville ouvrière du putsch qui fit chuter Mussolini. Il s'exile au Portugal et au Brésil.



Amour du danger

Comme les fascistes, les futuristes ont magnifié la guerre, célébré l'amour du danger et de la vitesse.

Cesare Andreoni, Frecce nere, « Flèches noires », 1937-1938, Milan, museo del Novecento.



© COMUNE DI MILANO, TDR ; G. COSTA/BRIDGEMAN IMAGES ; COURTESY ARCHIVIO CESARE ANDREONI - DR

Les artistes et « l'homme nouveau »

Exaltant la guerre et la vitesse, le futurisme a accompagné les premières années du régime. Mais il n'est qu'un des mouvements artistiques qui furent encouragés par Mussolini pour façonner « l'homme nouveau ».



Lucia Piccioni
Marie Skłodowska-Curie
Fellow à l'European
University Institute
de Florence

*Elle a récemment
publié Art et fascisme.
Peindre l'italianité,
1922-1943, Les Presses
du Réel, 2021.*



Novecento et le retour à l'homme

L'Architecte avec son compas et son équerre, sur fond de décor classique, incarne une première figure de « l'homme nouveau », au moment où Mussolini expose son projet d'édification de la « civilisation » fasciste. Sironi est l'un des membres les plus représentatifs du groupe Novecento, fondé par la critique d'art et maîtresse du Duce Margherita Sarfatti. La spécificité de l'art « italien », dit « romain » et « méditerranéen », réside dans ses caractères d'ordre et de synthèse transmis depuis la romanité.

Mario Sironi, *L'Architetto*, « *L'Architecte* », 1922, Rome, collection Cacciabue.

Strapaese et le retour à la terre →

Les collines, le cyprès, la maison blanche de ce paysage sont des motifs récurrents du toscanisme et des marqueurs identitaires défendus par le mouvement Strapaese – « Superpays » ou « le Pays ». Strapaese célèbre le caractère rural du premier fascisme en opposition au groupe urbain Novecento, jugé décadent. Les paysages de Soffici sont érigés en emblème de l'identité régionale du microcosme paysan, d'une « italianité » autochtone et immuable.

Ardengo Soffici, Poggio a Caiano, « *Colline de Caiano* », 1922, Florence, collection Michaud.



Sironi et l'obsession de la ville

Les paysages de périphérie urbaine de Sironi sont structurés par des lignes géométriques ainsi que par des contrastes d'ombre et de lumière. La dimension archaïque et monumentale de ces visions urbaines est accentuée par un style qui rappelle les fresques antiques. Automobiles, trams et camions traversent des routes silencieuses et désolantes, dépourvues de figures humaines. Il s'agit, pour Sironi, de s'éloigner le plus possible des impressionnistes français, jugés par les membres du Novecento comme l'art des démocraties du XIX^e siècle.

Mario Sironi, Paesaggio urbano con camion, « Paysage urbain avec camion », 1920, collection privée.







Mussolini en aviateur

Le portrait de Mussolini en aviateur est un leitmotiv pictural et littéraire qui révèle une fois encore l'importance de l'aviation dans l'idéologie fasciste. La symbolique du vol exalte les présumées qualités démiurgiques du Duce. Cette toile couronnait un polyptyque pyramidal formé de cinq panneaux représentant les idéaux fascistes – la guerre, la révolution, la jeunesse – et ses accomplissements – l'industrie, la défense de la mer et du ciel, l'agriculture.

Gerardo Dottori, *Il Duce*,
« Portrait du Duce », 1933, Milan,
Civiche raccolte d'Arte applicata.

L'aéropeinture, un second futurisme →

Exposée en 1931 à Rome en l'honneur de l'aviateur Italo Balbo, cette peinture est structurée par la répétition de faisceaux aux couleurs du drapeau italien. La « géométrisation de l'atmosphère » est l'un des critères esthétiques de l'aéropeinture, un courant identifié au second futurisme, qui prend son essor au moment des conquêtes coloniales.

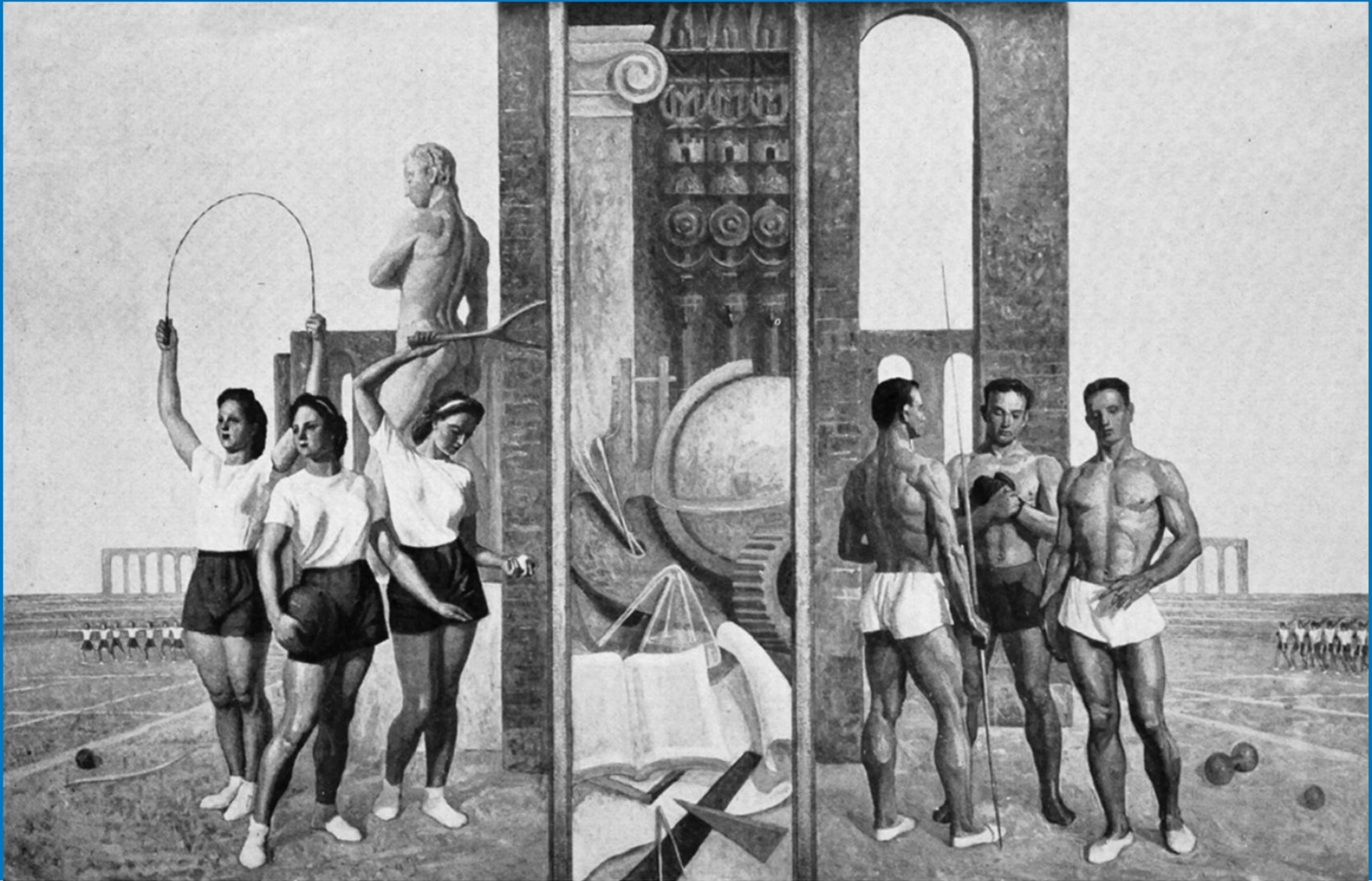
Giacomo Balla, *Celeste metallico aeroplano*,
« Céleste aéroplane métallique », vers 1931,
Rome, museo storico dell'Aeronautica militare.

← Dottori le précurseur

Cette toile illustre la dimension mystique de l'aviation symbolisée par l'ascension en spirale et l'élévation céleste. Dottori est l'un des précurseurs de l'aéropeinture. Avec cette représentation sphérique qui supprime la ligne d'horizon, le peintre abolit le point de vue rationnel du spectateur pour mieux l'inclure dans une vision globalisante propre au projet totalitaire du fascisme.

Gerardo Dottori, *Dinamismo di mondi*, « Dynamisme des mondes », 1932, collection privée.

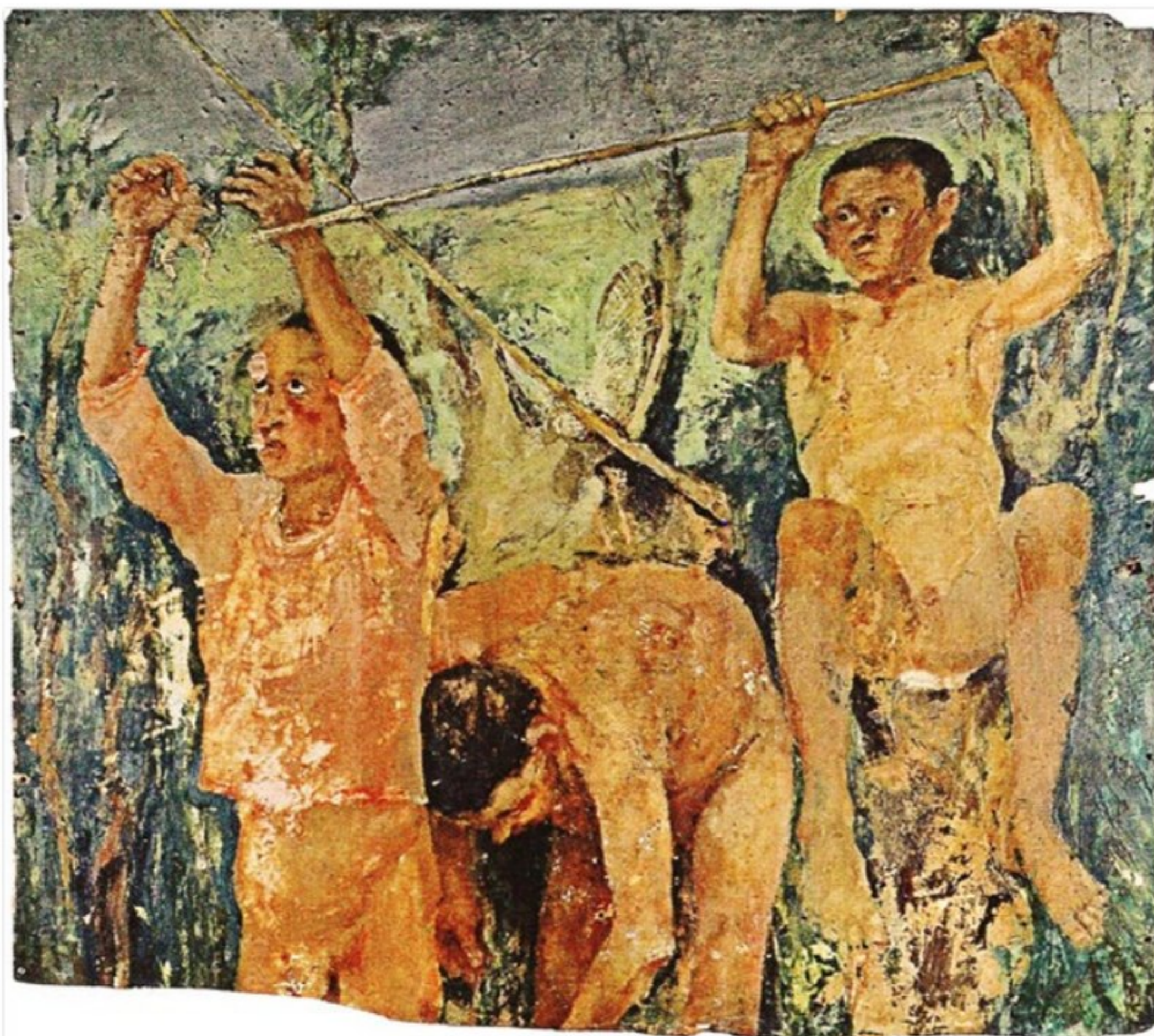




Le culte du corps

Dans un stade, des membres des jeunesses fascistes s'entraînent en arrière-plan, tandis qu'au premier plan, hommes et femmes symbolisent les différents sports. Au centre, les attributs des arts sont surplombés par une colonne de style ionique. La toile synthétise la promotion fasciste de l'éducation sportive et de la culture.

Mario Busini, Mentis et corpora exsercemus ad illustrandam Patria, « Nous entraînons les esprits et les corps pour illustrer la Patrie », vers 1940, Milan, localisation inconnue.



Fausto Pirandello et l'école de Rome

Cette toile appartenait à Telesio Interlandi, directeur la revue *La Défense de la race*. Ces chasseurs de crapauds représentent la nature ancestrale de l'homme italien. Il s'agit d'une allégorie d'une race originelle qui s'apparenterait aux Étrusques. La couleur de la peau des chasseurs rappelle d'ailleurs celle des sculptures étrusques.

Fausto Pirandello, I Ranocchi, « Les Crapauds », 1934, collection privée.

Les futuristes, des artistes officiels parmi d'autres

Futurisme mais aussi Novecento, Strapaese, école de Rome... Comment comprendre un tel pluralisme artistique sous une dictature ?

Dès 1922, une semaine après la marche sur Rome, Marinetti signe avec les peintres Carlo Carrà, Achille Funi et Mario Sironi un fervent appel publié dans le journal *Il Popolo d'Italia* : « *L'arrivée au gouvernement du jeune Italien, Benito Mussolini, marque la défaite de cette mentalité médiocre qui étouffait depuis tant d'années la principale vertu de notre race : la supériorité de son esprit artistique. [...] Nous reconnaissons sans hésiter en Mussolini l'Homme qui saura apprécier à sa juste valeur les forces de notre Art. [...]* »

Des mouvements concurrents

Pour Marinetti, cet art c'était bien entendu le futurisme. Lancé en 1909 par un « Manifeste du futurisme » qu'il avait signé dans *Le Figaro*, ce mouvement à la fois littéraire, artistique et politique cherche à faire table rase du passé au nom de la modernité. L'exaltation du dynamisme de la vie urbaine et de la « beauté de la vitesse » a pour paroxysme la célébration de la guerre comme « *seule hygiène du monde* ». Cet élan vital destructeur s'exprime en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie. Mais si le futurisme s'accorde aux volontés révolutionnaires du

premier fascisme, il ne demeura pas le seul art officiel. Mussolini, et à ses côtés Margherita Sarfatti, n'hésita pas à encourager des mouvements très différents, souvent concurrents, mais qui étaient tous, *in fine*, au service du régime. La figure humaine et le paysage sont ainsi les principaux thèmes de l'exaltation de l'« italianité ».

Les représentations de l'homme, aussi diverses soient-elles, ne sont que des variations sur la figure de « l'homme nouveau ».

Les paysages exaltent la terre nourricière ou la politique conquérante du régime. Les images eurent ainsi un rôle dans la radicalisation du projet de révolution fasciste. Leur impact fut d'autant plus efficace que la diversité des styles employés – de l'abstraction au réalisme –, permettait de toucher des publics variés et que l'image était relayée à l'infini par des procédés techniques nouveaux tels que la photographie ou le cinéma. ■
L. P.



De gauche à droite : Russolo, Carrà, Marinetti, Boccioni et Severini à Paris, en 1912, lors de l'exposition « Les peintres futuristes italiens ».

2.

Le

MYTHHE

du

régime

qui fonctionne

Pourquoi a-t-il tant séduit ? Mussolini, sur qui le régime reposait, a fasciné l'Europe. Sa capacité à subjuguier les foules joua très certainement un rôle dans le succès que connut le fascisme dans la péninsule et dans l'écho considérable qu'il put recevoir ailleurs. La légende de « l'homme qui fait arriver les trains à l'heure » s'ajoute à sa séduction. menteur et manipulateur, le Duce captivait les politiques de son temps, de Churchill à Gandhi, qu'il accueillait en grande pompe, désireux de relayer son idéologie dans le monde. Comparé aux régimes hitlérien et stalinien, le fascisme a longtemps été perçu comme une simple dictature musclée. Aujourd'hui, on le considère comme le premier des totalitarismes, le mot ayant d'ailleurs été inventé par des opposants au régime. Pour le Duce, l'État devait s'insérer dans tous les domaines de la société.



Marie-Anne Matard-Bonucci
Professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII



Maurizio Serra
Spécialiste de l'histoire intellectuelle du xx^e siècle, diplomate et membre de l'Académie française



Mussolini, portrait sans masque

Croisant leur regard, l'historienne et le biographe nous aident à cerner la personnalité de cet homme qui ne ressemble à aucun autre dictateur du xx^e siècle et sur qui le régime a reposé pendant vingt et un ans.

L'Histoire : Maurizio Serra, vous venez de publier *Le Mystère Mussolini* (Perrin, 2021, Grand Prix de la biographie politique du Touquet). Qu'est-ce qu'une nouvelle biographie peut encore nous apprendre ?

Maurizio Serra : Comme l'indique le titre, un mystère entoure encore Benito Mussolini. Je me passionne d'habitude pour des intellectuels en marge de leur temps et pour des personnages sulfureux... Ce qu'il n'est pas. Alors pourquoi lui ? Parce qu'il incarne à lui seul vingt et un ans de l'histoire de mon pays et une bonne tranche d'histoire européenne. Il ne ressemble à aucun autre dictateur du xx^e siècle, de droite ou de gauche, mais, dans une certaine mesure, il les

← *Mussolini en 1922, vêtu en costume comme la classe politique traditionnelle. Son style va évoluer : il délaisse bientôt le chapeau pour le casque militaire et l'uniforme.*

Il va jusqu'à instrumentaliser son corps, posant torse nu devant les caméras. Il n'a pas de convictions et il est prêt à trahir tout le monde

résume tous, de Lénine à Castro. L'extrême complexité de sa personnalité mérite que l'on s'attarde dessus, ce que les Français n'ont pas l'habitude de faire.

Marie-Anne Matard-Bonucci : En effet, peu de biographies du Duce sont disponibles en français en dehors du magistral ouvrage de Pierre Milza (cf. p. 130). Seule une partie de l'immense travail de Renzo De Felice, l'un des plus grands historiens italiens du fascisme, a été traduite dans notre langue. Ici, c'est le national-socialisme qui a la préférence des éditeurs. Sans doute parce que domine une vision lénifiante du régime mussolinien, qui en fait une dictature mineure par rapport à l'Allemagne nazie. Son image de

« César de carnaval » persiste, alors que le régime fasciste fut un totalitarisme.

L'H. : Quel genre d'homme est-il ?

M. S. : Lorsqu'il prend le pouvoir en 1922, il a 39 ans. Il est jeune et ne se soucie pas de sa succession. Il ne croit pas à un fascisme millénaire comme il existe un Reich millénaire dans les fantaisies du Führer. Il veut pérenniser son passage dans la pierre, dans l'écriture et dans les arts,

mais il veut surtout profiter de la gloire. Son statut de combattant et de blessé de la Première Guerre mondiale lui confère une légitimité. État unitaire depuis 1861, l'Italie est une nation en construction, inachevée, déstabilisée par la perte de ses 600 000 soldats et par la paix de Versailles. Mussolini émerge des mouvements sociaux qui éclatent en 1919-1920. Il incarne un personnage neuf dans le paysage politique et il fascine. Il se met en scène, se rase la tête et la barbe pour se différencier des autres hommes politiques. Du jamais-vu. Il comprend le pouvoir de l'uniforme et se coiffe d'un casque militaire. Il s'invente sportif, prend des risques, conduit des avions et des voitures de course, souhaitant que le mot d'ordre du fascisme soit de « vivre dangereusement ». Il va jusqu'à instrumentaliser son corps, posant torse nu devant les caméras. Il reprend à son compte la devise des bandes armées fascistes : « *Me ne frego* », « Je m'en fous ».

Il n'a pas de convictions, pas de principes politiques, il est prêt à tout, à trahir tout le monde. Mussolini étant constamment sur la réserve, j'ai cherché à cerner l'éventail de cette personnalité dissimulée et lacérée par les doutes. Mais j'ai surtout essayé de disséquer ses facettes de dissimulateur, de menteur et de tacticien qui constituent son côté « théâtral et cérébral ».

M.-A. M.-B. : Mussolini est un homme froid, aux antipodes de l'image véhiculée par les photographies qui le montrent au contact du peuple. Il prend sur lui pour avoir l'air humain. Il ne sourit que sur commande et n'a aucun sens de l'humour. On est bien loin du dictateur débonnaire. L'art du mensonge, sur lequel vous insistez, à juste titre, est présent dès ses débuts. Il construit sa légende et renie par exemple ses racines petites-bourgeoises pour se fabriquer des origines ouvrières. Mais il est capable aussi, une fois au gouvernement, de renier des propos tenus dans des cadres officiels pour justifier les choix du moment. Quel est sens de cette hypocrisie ? Je me suis beaucoup posé la question à propos des lois raciales de 1938. Lorsque la communauté juive italienne comprend que des lois antisémites se préparent, beaucoup lui écrivent. Ses services sont chargés de répondre, les premiers mois : « *N'ayez pas peur* » ou « *Qu'ils ne s'inquiètent pas.* » Mais pourquoi ? Craint-il un exode massif des Juifs, convaincu, même si cela ne correspond en rien à la réalité, qu'ils sont une puissance financière ? A-t-il des difficultés à assumer le tournant à 180 degrés de sa politique ? Plutôt que d'en faire un trait



M. Serra, *Le Mystère Mussolini*, Perrin, 2021.



La famille de Mussolini en 1929. De gauche à droite : Rachele, sa femme, portant Anna-Maria (atteinte de poliomyélite), Romano (futur pianiste), Edda avec devant elle Bruno et Vittorio (qui deviendront aviateurs).

psychologique, sa duplicité doit être conçue comme une forme de tactique politique. En amont de la prise de pouvoir, il affiche le visage respectable de chef de parti jouant le jeu de la vie parlementaire tout en étant le chef de formations paramilitaires qui détruisent la démocratie. En 1919 il est favorable à la république, puis devient monarchiste. Certainement pas par conviction mais parce qu'il a besoin des élites. Par la suite, il va de contradiction en volte-face. Très anticlérical dans sa jeunesse, il résout la question romaine en concluant les accords du Latran en 1929, ce qui lui vaudra d'être désigné par le pape Pie XI comme l'« homme de la Providence ». Il déclare qu'il n'est pas antisémite. S'il partage l'antisémitisme « social » d'une certaine tradition syndicale révolutionnaire d'extrême gauche, il ne l'est pas de manière obsessionnelle comme Hitler et, jusqu'en 1937, on n'en trouve aucune trace dans ses discours. Il défend même une conception de la nation sans

dimension raciale. Pourtant, en 1938, il met en place un antisémitisme d'État, sans pression de l'Allemagne. Au fond, Mussolini est un idéologue qui a érigé le pragmatisme en doctrine politique. Le livre de Maurizio Serra montre bien qu'on ne naît pas dictateur, on le devient, en prenant quelques libertés avec ses convictions initiales. Le fascisme se construit en marchant.

M. S. : En effet, Hitler inscrit sa doctrine dans *Mein Kampf*, Staline dispose du programme marxiste-léniniste. Pour le fascisme, tout repose sur Mussolini, sur l'homme, sur le personnage qu'il construit. Les années 1920 constituent pour lui une période d'apprentissage constant de la dictature. C'est un « touche-à-tout idéologique ».

M.-A. M.-B. : Je pense cependant qu'il ne faut pas sous-estimer sa consistance idéologique. Certes, Mussolini n'est pas un penseur, mais d'abord un homme d'action, formé sur le tas d'un point de vue intellectuel. Cependant, si vous suggérez qu'il n'y a pas véritablement de cœur de doctrine, qu'il y a un

mussolinisme plutôt qu'un fascisme – comme on parle de péronisme, de kémalisme, de franquisme ou de salazarisme –, je ne suis pas d'accord. Je crois qu'en dépit de ses volte-face il existe un fil rouge qui constitue le noyau de l'idéologie fasciste, et ce dès les années 1920. Il est vrai que la doctrine se stabilise tardivement. En 1932 « La doctrine du fascisme » paraît dans l'*Enciclopedia Treccani*, un essai rédigé par Mussolini et le philosophe Giovanni Gentile, qui en donne une version officielle. Mais, plus tôt, les discours du dictateur et plusieurs publications ont déjà composé l'essentiel du corps de doctrine (nationalisme, bellicisme, haine de la démocratie...).

M. S. : Vous avez raison ; il colporte des valeurs depuis son ascension. Ou plutôt des non-valeurs, comme l'anticommunisme, ce qui ne l'empêche pas en 1924 d'être le premier chef d'État à reconnaître l'Union soviétique alors même qu'il emprisonne le fondateur du mouvement communiste italien Antonio Gramsci et certains de ses camarades. Une autre constante idéologique : il ne croit pas à la neutralité. S'il a attendu avant d'entrer en guerre au côté de l'Allemagne, c'est qu'il sait que son outil militaire est faible. Mussolini rejette également ce que nous appelons aujourd'hui le multilatéralisme. Il ne croit pas à la Société des nations ni aux traités de paix. Son bellicisme en découle d'ailleurs peut-être, avant-coureur, à moins qu'il ne se déclenche véritablement avec les transformations des années 1930. Je ne crois pas à la vision d'un fascisme qui aurait été totalitaire dès ses débuts, comme celle que défend l'historien Emilio Gentile.

L'H. : Vous écrivez en effet que Mussolini serait un révolutionnaire manqué. Il aurait modernisé son pays et fasciné l'Europe, avant de sombrer dans la déchéance et les haines.

Quand sa politique se raidit-elle ?

M. S. : Je pense que l'accentuation totalitaire s'opère surtout à partir de la guerre d'Éthiopie, dans la seconde moitié des années 1930 justement. D'un côté, il ne faut pas oublier que Mussolini n'est jamais un dictateur à part entière. Il doit composer avec la monarchie – le roi Victor-Emmanuel III règne encore – et avec l'Église, jalouxant le pouvoir d'un Hitler ou d'un Staline – voire d'un Roosevelt dans le monde démocratique. On se demande alors si la folle décision d'entrer en guerre alors qu'il n'en a pas les moyens n'a pas pour but d'arriver non à

la victoire finale de l'Axe (il ne la souhaite pas car cela le marginaliserait), mais à une sorte de nouvelle paix en Europe, de participer à un nouveau Munich européen dans lequel il pourrait avoir un rôle de médiateur qui affaiblirait le roi et les représentants catholiques. Le deuxième point qui joue dans cette évolution, c'est sa solitude. Mussolini est un inaffectif. Les tyrans sont bien sûr par nature solitaires, mais ils s'entourent néanmoins d'une équipe d'acolytes, quitte à les liquider dans les purges. Lui ne veut personne, ne croit en personne, se méfie de tout le monde et méprise tout le monde.

M.-A. M.-B. : En effet, ses comparses fascistes ne lui inspirent qu'indifférence ou scepticisme. Il a théorisé la nécessité de ne pas avoir d'amis. Mais cette solitude est également présente lors des prises de décision politique ou même dans la direction des affaires militaires. Pendant la conquête d'Éthiopie puis la guerre d'Espagne, il suit les événements de très près, dirige les opérations parfois contre l'avis de l'état-major. Cette façon de gouverner l'amène à engager l'Italie dans la Seconde Guerre mondiale, contre l'avis des hiérarques, des généraux et de la population italienne, tous hostiles à une entrée en guerre au côté de l'Allemagne. Il entre en guerre espérant bénéficier des succès allemands pour obtenir un certain nombre de territoires, au détriment de la France, sur l'Adriatique et dans les Balkans. Là encore, il y a un hiatus entre les grands discours de célébration de la guerre dont il a abreuvé les Italiens pendant près de vingt ans et une stratégie de « petit bras ».

M. S. : Dans les années 1930, cette solitude entraîne probablement une dérive psychologique qui lui fait voir une emprise totalitaire comme le seul avenir qu'il souhaite pour l'Italie et peut-être même pour l'Europe.

LH : Selon vous Mussolini est toujours resté un socialiste. Pourquoi ?

M. S. : Mussolini a une vision mystique du peuple qu'il veut incarner. Il faut que le peuple ait un guide, un chef, une autorité. Il ne peut pas être laissé à des formes spontanées, ou démocratiques d'expression. Ponctuellement, des rapports de police ou du parti font état des humeurs populaires mais Mussolini ne les prend pas en compte. Il faut ajouter sa méfiance constante envers la bourgeoisie. Il occulte ses propres origines de petit-bourgeois car pour

lui c'est la classe du compromis perpétuel, la classe qui compose par définition. C'est aussi la classe de l'intérêt privé, ce qui va à l'encontre de son corporatisme.

L'H. : Comment ce personnage longtemps perçu comme inconsistant a-t-il réussi à fasciner à ce point ?

M.-A. M.-B. : Il a subjugué les foules grâce à un rapport au verbe qui a peu d'équivalent dans l'histoire, une maîtrise de la langue orale et une rhétorique extraordinaire. Il a aussi un service de propagande très efficace, avec le Ministère de la Culture populaire. Lecteur de Georges Sorel, il a compris comment faire de la politique à l'ère des masses. Ce n'est pas pour rien qu'il voit le cinéma comme « l'arme la plus forte ».

M. S. : La question n'est pas tant de savoir pourquoi il y a des dictatures, mais plutôt pourquoi les peuples y adhèrent. Mussolini s'impose par son charisme et son éloquence. Son ascension est contemporaine de l'avènement de l'âge du microphone, qui transforme le rapport des politiciens aux foules. Même lorsqu'il commence à utiliser le microphone, il garde sa gestuelle agitée qui, elle aussi, hypnotise. Le fascisme est une mystique, une forme de séduction. Et à ses débuts, l'adhésion est massive. En 1929 puis 1934, les deux consultations populaires récoltent 8 à 9 millions de « oui » et quelques milliers de « non » seulement. Cette procédure pseudo-électorale prouve un degré de consentement élevé. Aucun mouvement populaire n'essaie de débarrasser le pays de la dictature. Si le 10 juin 1940, une foule s'était rassemblée non pas pour applaudir l'entrée en guerre du pays mais pour protester ? Mussolini aurait-il eu la force de faire tirer sur la foule ?

M.-A. M.-B. : L'adhésion de la population est progressive, et elle n'est jamais totale. La nomination de Mussolini à la tête du gouvernement ne fait pas cesser les exactions des Chemises noires. L'enlèvement et l'assassinat du député socialiste Matteotti en 1924 provoquent un sursaut et une mobilisation pendant quelques mois qui s'essouffle, notamment du fait de divisions. Puis, en 1925-1926, les lois fascistissimes sont adoptées. Les opposants partent en exil, sont jetés en prison ou se taisent. La dictature contribue à donner une image totalement faussée de l'opinion. Les plébiscites dont vous parlez sont réels mais à ce moment-là la possibilité d'expression d'une parole d'opposition n'existe plus. Elle se reconstruit plus tard, péniblement, surtout à l'étranger. Dans la péninsule, pour l'essentiel, autour d'un parti communiste clandestin. Ajoutons que les recherches sur le sujet, ces dernières années, notamment de Mimmo Franzinelli, Camilla Poesio ou Michael Ebner, pour n'en citer que quelques-unes, ont démontré à quel point la répression était efficace. Les espions étaient partout. La police politique de l'OVRA était extrêmement puissante.

L'H. : Peut-on comparer Mussolini à d'autres dictateurs ?

M. S. : Il est très difficile de les mettre dans le même sac. Prenez Franco : il n'a pas de mystique de la guerre, il est très réaliste et choisira de maintenir l'Espagne hors du conflit. Il décevra d'ailleurs Hitler et Mussolini au moment de la guerre, en ne leur donnant pas même la permission d'utiliser la base de Gibraltar. Ensuite, on peut dire qu'il n'est pas un jusqu'aboutiste comme Staline, ou même comme Hitler.

MUSSOLINI AVANT LE DUCE

1883, 29 juillet Naissance de Benito Mussolini dans un village de la commune de Predappio, en Romagne.

1900 Il s'inscrit au Parti socialiste italien.

1902-1904 Séjour en Suisse, où il noue des liens avec des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires.

1908 Il est professeur de français à Forlì.

1912 Il prend la direction de l'Avanti!, organe de presse du parti socialiste italien fondé en 1896.

1914, 15 novembre Il fonde le journal Il Popolo d'Italia puis est exclu du Parti socialiste pour avoir soutenu

l'entrée en guerre de l'Italie.

1915 Il s'engage comme soldat volontaire.

Le 17 décembre Il épouse Rachele Guidi.

1917 Il est blessé au cours d'un exercice de tir.

1919, 23 mars Il fonde à Milan le premier Faisceau de combat, conciliant ses

tendances socialistes révolutionnaires et sa ferveur nationaliste tout en offrant un tremplin à ses ambitions politiques.

1922, 28 octobre Marche sur Rome. Mussolini est nommé le surlendemain président du Conseil par le roi Victor-Emmanuel III.

Mussolini tient à sa vie, c'est peut-être même la seule dimension humaine du personnage.

L'H. : Un des mystères les plus opaques entourant Mussolini reste la fin de son règne.

M. S. : Oui. Lorsqu'il est emprisonné en 1943, je pense qu'il préférerait rester en vie plutôt que de revenir au pouvoir. Enfermé dans un abri dans les Abruzzes du 2 au 12 septembre, il apprend à la radio que les conditions de l'armistice prévoient sa livraison aux Alliés, et tente de se couper les veines des poignets. Le lendemain, les Allemands viennent le « libérer ». Mussolini comprend qu'il a encore moins de chances de sortir vivant d'une nouvelle collaboration avec eux. Les photographes de son départ dans un avion Cigogne laissent voir un homme défiguré par la crainte, aux yeux de bête traquée, pressentant certainement le sort qui sera le sien dix-neuf mois plus tard. Il est emmené à Vienne puis en Allemagne. Hitler le reçoit avec enthousiasme, mais aucun autre hiérarque nazi ne veut d'un retour du Duce aux affaires. L'état-major allemand veut un militaire, un Pétain italien. L'objectif reste de mettre la main sur la production industrielle sans provoquer une guerre civile ou de libération. C'est le Führer qui force son retour au pouvoir.

L'H. : Quelles résonances Mussolini peut-il avoir aujourd'hui, plus de soixante-quinze ans après sa mort ?

M. S. : Plutôt que de blinder son cercueil, n'est-il pas préférable de comprendre Mussolini en le dépouillant de son masque ?

M.-A. M.- B. : Bien sûr, le rôle des historiennes et des historiens est de comprendre. Le fascisme est une expérience révolue, sur le plan historique, mais certains pans de l'héritage fasciste continuent d'être instrumentalisés dans la vie politique en Italie et ailleurs. Il existe des groupuscules comme Forza Nuova ou CasaPound qui se réclament du fascisme dans sa version la plus radicale. Par l'intermédiaire des réseaux sociaux, cette mouvance n'est pas dénuée d'influence. Giorgia Meloni, à la tête de Fratelli d'Italia, principal parti néofasciste parlementaire, est extrêmement populaire. Elle revendique un héritage fasciste et séduit les générations plus anciennes, nostalgiques, mais aussi les plus jeunes, qui ne connaissent qu'une image édulcorée et mythifiée du régime. Une image que votre livre tend à déconstruire. ■

(Propos recueillis par L'Histoire)

LITTÉRATURE

« Personne ne l'avait encore raconté »

Antonio Scurati, l'auteur de M, roman décapant sur l'ascension de Mussolini, nous raconte un Duce étonnant, et pourtant au plus près des sources.

Il a l'haleine fétide et de fortes douleurs abdominales, ses vomissures sont verdâtres, striées de sang. Son sang. Les feuilles de papier noircies d'encre virevoltent au-dessus de la flaque nauséabonde. Impossible de lire le journal. Gonflé d'hypersécrétions acides et de gaz, il engloutit de l'air et cherche de l'oxygène en renversant la tête sur l'accoudoir du sofa. Mais la pièce tourbillonne autour de son corps glorieux en une gigue de plaies ouvertes sur la muqueuse ulcérée. » Cette description de Mussolini qui ouvre le tome II de *M* semble sortie de mon imagination, explique Antonio Scurati. Et pourtant, ce Duce avili par la douleur n'est pas une invention. L'idée d'écrire un roman sur Mussolini m'est venue en visionnant un de ces films d'archives où on le voit s'adresser aux « foules océaniques » depuis le balcon du palazzo Venezia à Rome.

Je me suis dit que cet homme, personne ne l'avait jamais encore raconté. Naturellement, il existe des bibliothèques entières sur Mussolini et le fascisme, mais personne de la génération postérieure aux événements, aucun de nos contemporains, n'avait jamais osé, en Italie, raconter le fascisme et les fascistes au travers d'un roman. J'avais, en écrivant, une préoccupation constante : ne pas faire de Mussolini un héros tragique.

Aucun dialogue inventé

Pour éviter ce risque, j'ai adopté la forme de ce que l'on pourrait appeler le « roman documentaire », en m'interdisant toute libre invention par rapport au réel. Ainsi, aucun des dialogues du livre n'est inventé ; s'il n'existe pas de document relatif à des échanges verbaux entre les protagonistes, je cesse d'écrire. Je me suis fixé comme règle l'interdiction absolue de recourir à ces instruments de la libre invention narrative, de manière à pouvoir coller aux sources historiques. Pour cela, j'ai puisé dans toutes les études historiques que ma capacité de lecture me permettait d'aborder, d'abord sans orientation méthodologique précise. Ensuite, plus j'avais dans mon travail, aidé par les historiens et les archivistes, plus j'affinais ma recherche.

En tant que romancier, j'ai pu intégrer également des sources issues du fascisme lui-même : les écrits des historiens fascistes et la littérature fasciste, tout en étant bien conscient que ces deux sources étaient contaminées par leur appartenance politique et leur militance idéologique. Mais cela m'était indispensable dans la mesure où j'avais choisi de raconter le fascisme au travers des fascistes.



Le romancier consacre une trilogie à Mussolini. Les deux premiers tomes sont parus en France aux Arènes.

C'est ainsi que, dans *M*, on trouvera des descriptions des triomphes du Duce qui en disent parfois plus que les films ou les photos de la propagande. Par exemple, à Gênes, fin mai 1926 : « *Salué par un cortège de vedettes, enchanté par un essaim de fanions claquant au vent de libeccio, debout sur le pont, agrippé comme un glorieux amiral au cordage des haubans, il est apparu à la foule qui encombrait les quais en uniforme de Premier ministre, un habit couvert de rubans, brandebourgs, médailles, cocardes, écussons, cordons, évoquant davantage un hussard royal du siècle romantique qu'un haut dirigeant de ce siècle féroce. Il a coiffé un bicorné pour souligner son attachement à Napoléon, [...] et l'a enrichi d'un plumet mousseux, immaculé* » (tome II, p. 159).

Raconter le fascisme de manière crue est d'autant plus nécessaire que le contexte politique a changé : le préjugé antifasciste est tombé. Les leaders politiques osent faire de l'œil au fascisme

en utilisant des phrases de Mussolini que personne n'aurait osé citer cinq ou dix ans avant ; toute une série de mouvements à caractère ouvertement néofasciste, surtout composés de jeunes militants, relèvent la tête, se montrent en public, sans aucune honte. Certains, et pas seulement italiens, dont la culture politique n'a aucun lien avec le fascisme, en prennent des attitudes, utilisent des slogans, des techniques de communication. Raconter le fascisme sous la forme du roman était donc devenu possible, mais aussi indispensable, parce qu'il fallait penser un nouvel antifascisme qui ne soit plus de nature politico-idéologique. Il s'agit donc d'un roman « engagé », oui, mais tenant compte des travaux des historiens.

Un livre hybride

Ma dette envers eux est considérable : sans les études historiques, dans leur diversité, des livres comme *M* seraient inconcevables. Si je devais mentionner un seul livre sur le fascisme, celui qui m'a inspiré ce récit hybride et qui a ensuite conflué en *M*, c'est un livre lui-même hybride : *Naissance du fascisme* d'Angelo Tasca, publié en France en 1938. C'est une tentative d'écrire un livre d'histoire du point de vue d'un militant, grand intellectuel du parti socialiste et témoin des scènes qu'il raconte.

Je crois au roman comme instrument de connaissance majeur qui, loin d'entrer en conflit avec d'autres formes de connaissance – historique ou scientifique, notamment –, établit avec elles un rapport de collaboration.

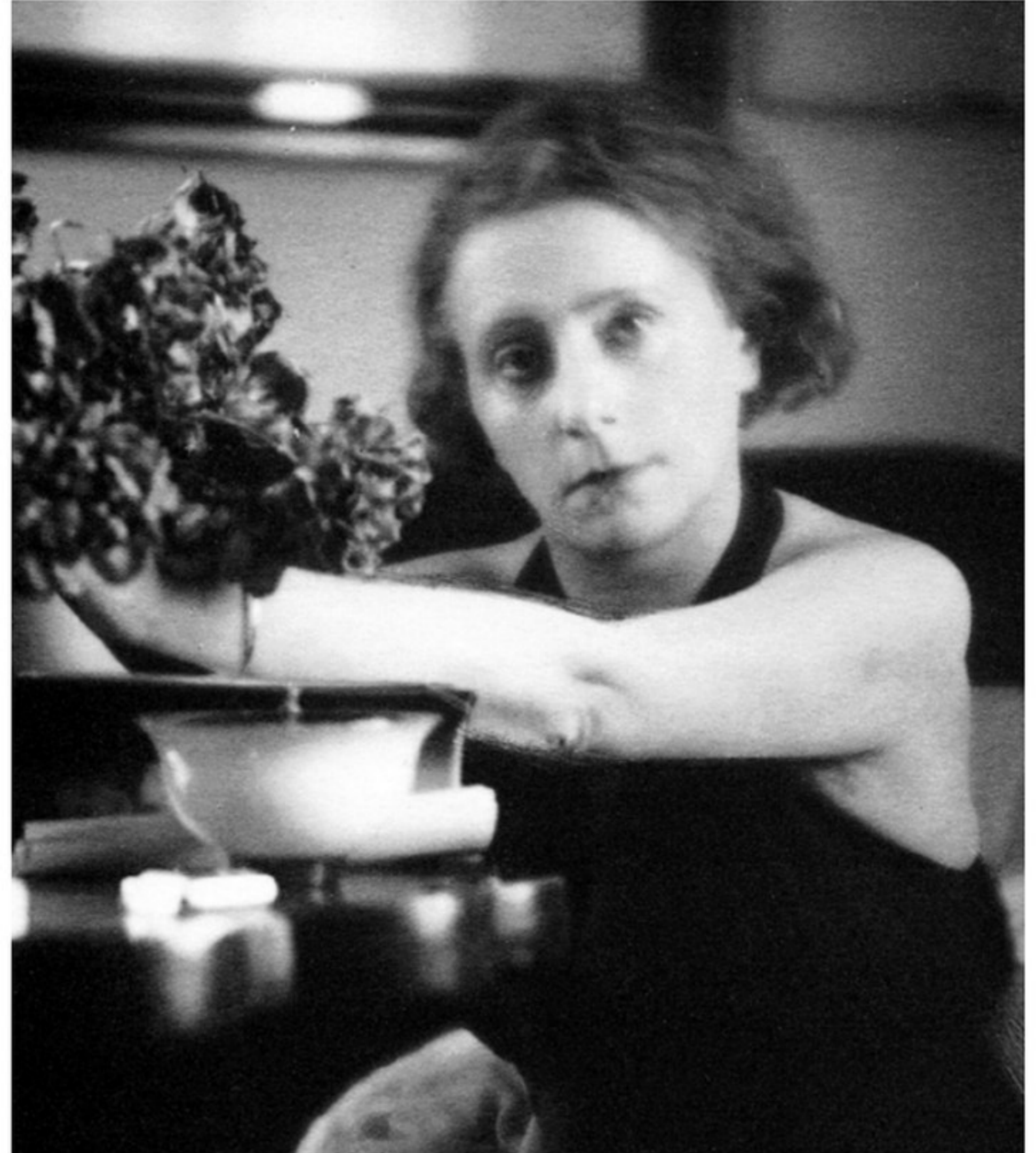
Antonio Scurati

(Propos recueillis par Marie-Anne Matard-Bonucci et Maurizio Serra, traduction de Vincent Jolivet)

Margherita Sarfatti

l'intellectuelle

Cette journaliste juive accompagne Mussolini dans l'élaboration d'une idéologie fasciste. Longtemps égérie d'un parti qu'elle a cofondé, sa judéité la force à fuir le pays après 1938.



Margherita Sarfatti fut sans doute la femme qui compta le plus dans la vie du dictateur. Issue d'une famille de riches bourgeois juifs de Venise, cette grande intellectuelle convertie au socialisme fit la connaissance de Mussolini en 1912. Il est alors le directeur d'*Avanti!*, quotidien officiel du Parti socialiste italien (PSI) ; elle est une brillante critique d'art dans le journal. Entre ces deux êtres dissemblables naquit bientôt une passion charnelle qui se doublait, de la part de Mussolini, d'une demande d'écoute à laquelle ne répondait pas Rachele Guidi, sa compagne officielle (qu'il épousera en 1915 et qu'il ne quittera jamais ; la seule à exercer un véritable ascendant sur lui).

Sarfatti aiguilla son amant, le poussa par exemple vers une position interventionniste, à rebours du pacifisme du parti

socialiste, l'encourageant, en 1915, à soutenir l'entrée en guerre de l'Italie au côté de la France.

Après la fin du conflit, devenue la rédactrice en chef de la revue théorique du parti *Gerarchia*, Sarfatti exerça une influence considérable : favorite en titre de Mussolini (concubine du dictateur à Rome, sa femme résidant à Milan), égérie du parti (dont elle est l'une des fondatrices) et grande ordonnatrice de la culture fasciste (à l'origine du mouvement artistique Novecento, creuset d'une esthétique fasciste).

Après le camouflet du jeune parti aux législatives de 1919, elle avança 1 million de liras à Mussolini pour organiser les

milices, bras armé de son mouvement. Dans ses articles, elle assumait sa position anti-démocratique et le tournant autoritaire du régime.

En 1925 elle publia *Dux*, une hagiographie de Mussolini au succès retentissant à l'étranger, mêlant textes laudateurs et images pseudo-intimistes, faisant du dictateur, intellectuel autant qu'athlète, l'homme providentiel.

Si leur liaison cessa vers 1932, leur collaboration ne fut guère interrompue qu'avec l'adoption de la législation raciale en 1938 et le départ de Margherita pour l'Uruguay. ■

D'après Pierre Milza

L'Histoire n° 235, septembre 1999

En 1925 elle publie « Dux », une hagiographie de Mussolini, qui connaît un large succès à l'étranger

Clara Petacci l'idolâtre

En adoration devant le Duce depuis l'adolescence, la jeune « Claretta » fut la dernière maîtresse de Mussolini. Elle fut fusillée à ses côtés en 1945.



Mussolini fit la connaissance en 1932 de la fille du physicien Petacci, Clara, 20 ans, dans la cité balnéaire d'Ostie. Depuis toute jeune, celle qu'on surnommait « Claretta » nourrissait à l'égard du dictateur romain, de vingt-huit ans son aîné, un sentiment idolâtre.

Mariée en 1934 à un officier de l'armée de l'air, elle ne le suivit pas lorsqu'il fut envoyé à Tokyo en 1936. La même année, elle devint la maîtresse du chef du gouvernement. Mussolini aima passionnément cette jeune bourgeoise frivole. Lorsque leur relation amoureuse débuta, il avait 53 ans. Claretta représentait la jeunesse, la vie, l'imprévu. Ce qui commença comme une simple liaison se transforma, au bout de trois ans, en une véritable relation amoureuse.

Son Journal intime, déclassifié progressivement par l'Italie à

partir de 2010, permet d'approfondir la connaissance de la personnalité du Duce. On connaissait l'existence du *Diario* : Claretta le garda près d'elle jusqu'en 1945, et le laissa à une proche juste avant sa mort. On le retrouvera cinq ans plus tard, enterré dans son jardin.

L'appétit sexuel de Mussolini avait été révélé depuis longtemps par la tradition mémorialiste fasciste et par les confidences de son maître des cérémonies Quinto Navarra, qui était chargé d'agencer chaque jour ses rendez-vous galants. Mais le Journal permet d'aller plus loin dans sa psychologie. A maintes reprises, Mussolini confie sa brutalité et son animalité envers les femmes, laissant entrevoir qu'il demande tout à une maîtresse sauf d'être intelligente : « *Les femmes de ma vie n'en ont occupé qu'un temps limité et n'ont pas attaqué mon esprit ; pour cette raison je n'ai jamais aimé, j'ai fui toute affection*

et j'ai toujours été seul » (15 mars 1938).

Le dictateur entendait avoir sa maîtresse à disposition. Il lui fit aménager un appartement dans le palais de Venise, à Rome, lui téléphonait jusqu'à douze fois par jour et recourait aux services de la police politique pour la surveiller. Clara, elle, se préoccupait de la fidélité de son amant, peu scrupuleux. Entre eux, les scènes étaient nombreuses, les ruptures et les réconciliations courantes.

Lorsque la débâcle hitlérienne entraîna celle de Mussolini, Clara choisit de suivre celui-ci jusqu'au drame final de Dongo : arrêtée avec lui par un détachement de partisans communistes alors qu'ils tentaient de fuir, elle fut fusillée à ses côtés le 28 avril 1945. Elle aurait tenté de prendre les balles destinées à son amant. Son corps fut pendu à côté de celui du dictateur, à Milan. ■

D'après Pierre Milza

L'Histoire n° 235, septembre 1999



Les mots du Duce

Mussolini, c'est aussi une parole relayée sur les ondes, dans les écoles et inscrites sur les murs. Les mots du fascisme irriguent la société et encadrent la pensée.

Par **Catherine Brice**

Mussolini ha sempre ragione

Mussolini a toujours raison

Cette phrase reprise aujourd'hui avec ironie marque le culte du chef et la verticalité du pouvoir. L'obéissance exigée du peuple italien ne peut être justifiée qu'en vertu de l'infaillibilité du Duce.

Eja, Eja, Eja! Alalà!

Hip, hip, hip, hurra!

Ce cri de guerre se voulait une alternative à l'interjection anglaise « hip, hip, hip, hurra! ». La devise, écrite le 7 août 1918 par Gabriele D'Annunzio sur un drapeau tricolore remis à des aviateurs, se répandit surtout chez les ardiiti

à la suite de l'occupation de Fiume en 1919. Il a été adopté par les fascistes et largement scandé dans les rassemblements du régime. « Alalà » était utilisé comme cri de guerre par les Grecs anciens.

Me ne frego!

Je m'en fous !

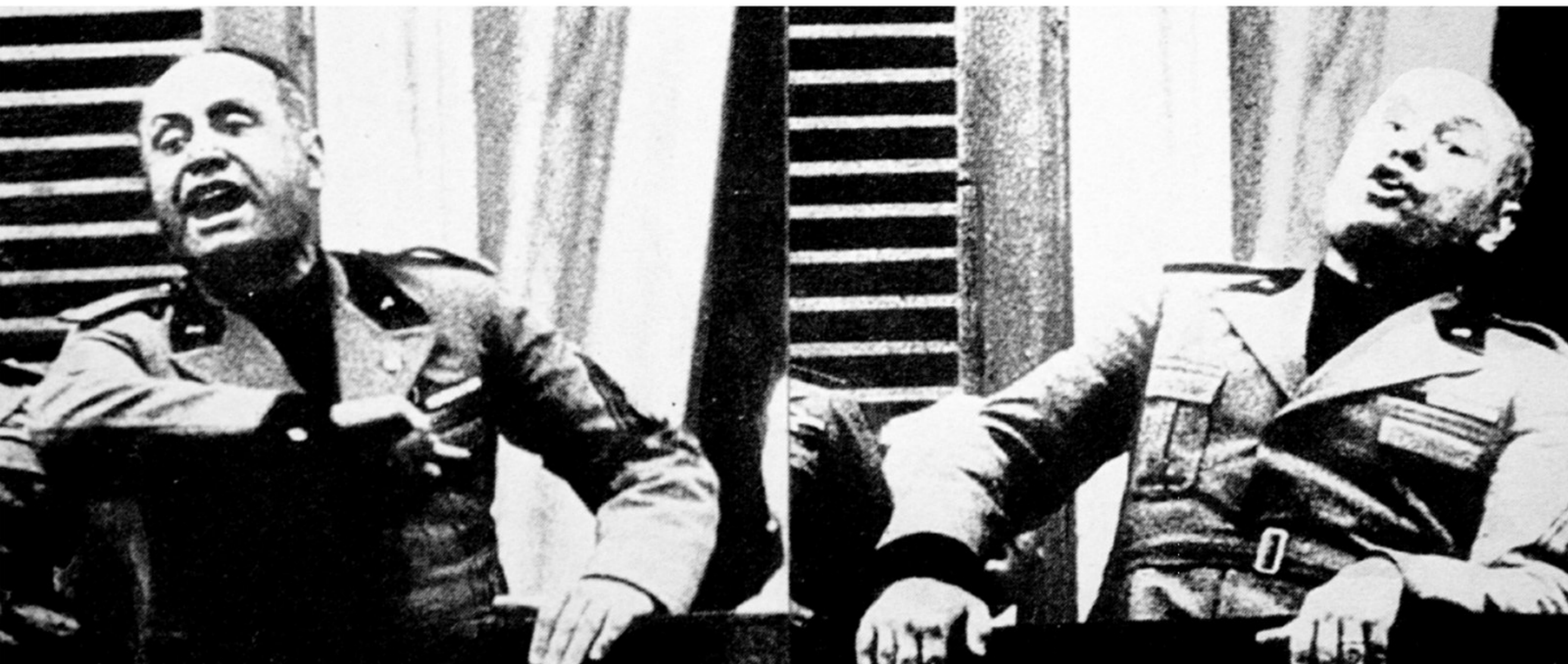
En 1938 dans *La Doctrine du fascisme*, Mussolini explique l'importance de ce qui est devenu sa devise : « L'orgueilleuse devise des formations d'assaut, écrite sur le pansement d'une blessure, n'est pas seulement une profession de philosophie stoïque et le résumé d'une doctrine purement politique : c'est l'entraînement à la lutte,

l'acceptation des risques qu'elle comporte ; c'est un style nouveau de vie italienne. »

Il popolo è stato e lo stato è popolo

Le peuple est l'État et l'État est le peuple

Mussolini proclama cette phrase lors d'un discours à Rome le 18 mars 1934. Popolo, « peuple », est le mot le plus utilisé par Mussolini. Il est pour lui une entité collective rêvée, à la fois socle du régime et objet de sa politique. Le 2 octobre 1935, face à la Société des nations qui avait condamné l'Italie pour l'agression en Éthiopie, Mussolini définit les Italiens comme « un peuple de



Ces photos ont été publiées sous forme de photomontage dans le journal antifasciste Justice et liberté en 1934.

saints, de poètes et de navigateurs ». Cette citation figure, enrichie, sur le Palais de la civilisation italienne, à l'EUR, le quartier créé en vue de l'Exposition universelle de Rome de 1942 : les Italiens y sont aussi « artistes, héros, penseurs, scientifiques et migrants ».

La Terza Roma

La Troisième Rome

Mussolini, pour qui l'Urbs était une ville décadente et tournée vers le passé, haïssait Rome. Mais il changea d'avis avec la prise du pouvoir et évoqua la « Troisième Rome » lors de son discours au Capitole le 31 décembre 1925. Avec le tournant impérial, Rome devint la capitale exemplaire d'une romanité revisitée. Le Duce transforma l'espace urbain, faisant percer des avenues monumentales : la via dell'Impero (aujourd'hui via dei Fori imperiali) tranchant dans le quartier médiéval de la place de Venise jusqu'au Colisée, et la via del Mare qui, depuis la place de Venise, devait mener « aux plages

tyrrhéniennes » en passant par l'EUR. Il fit construire aussi de nouvelles infrastructures (l'université La Sapienza, églises, bureaux de poste, Foro Italico...) et des quartiers d'habitation (le quartier africain, ainsi que les Borgate).

Le mie parole vengono dopo i fatti

Mes paroles viennent après les actes

Par cette déclaration à l'assemblée du Parti le 14 septembre 1929, Mussolini entend réitérer son culte de l'action. Agir d'abord, parler ensuite, à la différence du vieux parlementarisme bavard et inefficace. Pour les fascistes, les mots du Duce deviennent aussi action, ce sont des « mots d'ordre » qui doivent être exécutés.

Credere, obbedire, combattere

Croire, obéir, combattre

C'est l'une des expressions du régime les plus connues. C'est

un commandement du Duce, qui figure également comme article 4 du règlement du parti fasciste et comme devise de la GIL, l'organisation de jeunesse fasciste. Croire le chef, lui obéir sans discuter et se battre pour lui : le cœur du culte de la personnalité, la négation de la démocratie.

Vincere e vinceremo

Vaincre et nous vaincrons

Tout le vocabulaire du fascisme est guerrier. L'héroïsme guerrier est un horizon sublime proposé aux Italiens comme le 10 juin 1940 lors de la déclaration de guerre à la France et au Royaume-Uni. On pouvait lire dans les *Case del fascio* : « Le PNF est une armée : on n'y entre que pour servir et obéir. » La vie politique est un combat : plus on a d'ennemis, plus on a d'honneur, déclarait le Duce.



Les rituels fascistes obéissent à une scénographie où rien n'est laissé au hasard. Ici, dans la galerie Victor-Emmanuel de Milan, en 1934, des drapeaux italiens saturent l'espace tandis qu'un podium a été dressé tel un autel sacré pour accueillir le Duce.

« Une religion politique, avec ses monuments et ses rituels »

La question fait encore débat. Mais pour Emilio Gentile, le régime de Mussolini ne fut pas une simple dictature personnelle mais bien la première expérience totalitaire en Europe, dont le but était de transformer entièrement la société.

L'Histoire : On présente aujourd'hui parfois le fascisme comme une sorte de dictature musclée. Qu'en pensez-vous ?

Emilio Gentile : Le fascisme est une expérience dictatoriale absolument nouvelle qui n'a rien à voir avec les expériences du passé. Celles-ci étaient, dans le sens romain du terme, une concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule personne

dans des situations exceptionnelles, mais pour un temps limité. Une idée reprise avec la tradition jacobine puis avec la dictature du prolétariat, mais toujours avec cette arrière-pensée que la dictature doit, à un moment donné, s'achever. Dans le cas du fascisme, ce qui est radicalement nouveau, c'est le caractère irréversible de cette concentration du pouvoir et de la dictature, non pas d'un individu, ou d'une classe, mais d'un

DOMENICA DEL CORRIERE/AURIMAGES - NICCOLO' CARANTI



Emilio Gentile
Professeur à l'université
La Sapienza de Rome

Il a notamment publié
Qu'est-ce que le
fascisme ? Histoire et
interprétation (Gallimard,
« Folio histoire », 2004).

*Ce texte est la version
abrégée de « La vraie
nature du fascisme
italien », L'Histoire n° 291,
octobre 2004.*



parti : le parti fasciste. En outre, cette volonté de transformation politique provient directement du parti – et non de la volonté de Mussolini, ou des anciennes classes dirigeantes –, avec cette différence fondamentale par rapport à une dictature : le but du parti n'est pas de rétablir un ancien ordre des choses, ou de revenir à un régime parlementaire « amélioré », mais de transformer définitivement le système politique. Pour la première fois dans une démocratie parlementaire, un parti de type « milice » parvient à détruire le régime ancien et à imposer la dictature d'un seul parti. C'est là une expérience unique et qui n'imité pas le communisme – comme le soutient par exemple Ernst Nolte¹. L'historien italien Renzo De Felice et bien d'autres, comme Alberto Aquarone, l'auteur de *L'Organisation de l'État totalitaire*, paru en 1965, ont admis l'idée émise par Hannah Arendt selon laquelle le fascisme n'était pas un régime totalitaire parce que le parti restait subordonné à l'État et parce que le fascisme italien n'a pas connu la terreur de masse. Certes le parti national fasciste (PNF) est formellement subordonné à l'État, mais à un État fasciste – et non à un État libéral. Cependant, ce qui importe, c'est que, durant les vingt années du régime, le PNF opéra une constante et régulière démolition des institutions de l'Italie parlementaire et de la société italienne. Au profit d'un régime qu'il faut bien appeler « totalitaire ».

L'H. : C'est donc l'Italie qui a inventé le totalitarisme... Comment le définir ?

E. G. : Le terme même de « totalitarisme » est né en Italie ; il a été employé pour la première fois en 1923 par des antifascistes, comme Giovanni Amendola, pour désigner le nouveau gouvernement antilibéral imposé par le parti fasciste au lendemain de la marche sur Rome. En 1924 don Luigi Sturzo, leader du parti catholique italien, écrivait que le but du fascisme était « *la transformation totalitaire de chaque force morale, culturelle, politique, religieuse en une nouvelle conception : la conception fasciste* ». En 1925, c'est au tour du socialiste marxiste Lelio Basso d'employer le terme. Par « totalitarisme », j'entends, en m'appuyant sur ces premières

définitions antifascistes, un nouveau système de domination politique, inventé par un parti révolutionnaire unique qui aspirait au monopole total sur l'État et sur la société, et visait à une « révolution anthropologique »,

c'est-à-dire à créer un homme nouveau. Cette vision du totalitarisme s'applique, à mon sens, au fascisme italien avant même le tournant de 1925-1926 et le vote des lois fascistissimes (lois sur la presse, sur les partis politiques, sur la liberté d'expression), bien avant l'utilisation du mot pour désigner le stalinisme et le nazisme, bien avant la fin de la guerre – et l'extermination de masse ne rentre pas alors comme un paramètre décisif de la définition.

L'H. : Pourquoi, alors, a-t-on si souvent considéré que le fascisme ne relevait pas du totalitarisme ?

E. G. : Pour le comprendre, il faut repartir encore une fois de Hannah Arendt. C'est elle qui affirma la première dès 1951, dans *Les Origines du totalitarisme*, que le fascisme fut une banale dictature nationaliste de type traditionnel née de la crise d'un État pluripartite, et ce jusqu'en 1938 ; notons quand même qu'elle ne dit rien du fascisme après 1938, lorsque le régime fit voter les lois de défense de la race et s'engagea dans la guerre. Hannah Arendt expulsa également le fascisme du totalitarisme au motif qu'il n'a pas entraîné d'extermination de masse.

Or le problème avec ces interprétations quasi canoniques de la philosophe allemande, c'est que Hannah Arendt ne savait presque rien du fascisme italien. Ses sources se limitent à quatre discours de Mussolini, un opuscule sur l'État corporatiste et une citation de seconde main de Giovanni Gentile, le grand philosophe du fascisme italien, ministre de l'Instruction publique de 1922 à 1924. Il me semble impossible de continuer à faire référence exclusivement à la philosophie allemande pour définir le totalitarisme, en ignorant les interprétations du totalitarisme élaborées bien avant elle et qui proposaient un concept plus flexible et plus complexe.

En outre, d'autres questions restent en suspens chez Arendt. Par exemple, dans le cas allemand, le régime nazi, selon elle, ne serait devenu totalitaire que pendant la Seconde Guerre mondiale, et même l'Allemagne n'aurait vraiment connu le totalitarisme que si elle avait gagné la guerre. Quant au communisme, il ne serait devenu totalitaire qu'avec la dictature de Staline. Tout cela me semble très fragile : on ne peut faire coïncider le totalitarisme avec la seule folie d'un homme ou avec l'extermination de masse. Raymond Aron dit qu'un système

NOTE

1. E. Nolte, *Les Mouvements fascistes. L'Europe, de 1919 à 1945*, Calmann-Lévy, 1969.

politique ne glisse pas par hasard dans le totalitarisme, mais qu'il le devient selon une précise volonté politique. Je suis d'accord avec lui. Le totalitarisme est d'abord une nouvelle expérience de domination : monopole du pouvoir politique, réalisation de l'État nouveau, conquête de la société. Mais aucun régime n'a vraiment réussi à la mener à bien. Il s'agit d'un *processus* qui est mis en œuvre mais qui ne peut jamais être achevé. La société se transforme en permanence, la lutte intérieure au régime se perpétue, et le projet de régénération de l'homme est, de toute façon, destiné à l'échec – même si les tentatives ont eu des conséquences énormes sur les individus.

L'H. : Une des caractéristiques de tous ces régimes, c'est en effet la volonté de créer un homme nouveau. Quelles formes cela a-t-il pris en Italie ?

E. G. : En Italie, on a vu naître une véritable religion politique. Le parti était structuré comme un ordre religieux et militaire, doté d'un corps de doctrine relevant de la foi, enseignée dans des cours de préparation politique. Cette tendance se renforce à partir de 1932 sous le secrétariat d'Achille Starace (1931-1939). La nouvelle religion avait ses monuments, comme les sièges régionaux du parti dont la célèbre *Casa del Fascio* à Côme. Elle avait ses rituels, exécutés par des milliers de participants au cours de cérémonies grandioses censées à la fois mettre en scène le régime et renforcer l'unité du pays. Un vivace culte des morts

fascistes compléta un nouveau calendrier sacré : naissance de Rome (21 avril), fondation des Faisceaux de combat (23 mars), anniversaire de la marche sur Rome (28 octobre), etc., auquel a été ajoutée l'indication de l'année de l'ère fasciste en chiffres romains. L'exaltation de la romanité était un point essentiel de cette religion politique. La religion fasciste, centrée sur la sacralisation de l'État, remet au cœur du régime le rôle joué par le parti national fasciste, grand ordonnateur des pompes de cette nouvelle liturgie qui n'est pas, comme on l'a longtemps cru, seulement décorative ou rhétorique. Elle a facilité et accompagné la constante expansion du pouvoir du parti dans la société et dans l'État.

L'H. : Faut-il craindre un retour du fascisme ?

E. G. : Non. Le fascisme est fini si l'on conserve à ce mot la précision historique nécessaire, même s'il existe des mouvements néofascistes et néonazis. Le contexte de la culture romantique, issue du XIX^e siècle, la Grande Guerre, l'idée d'une possible régénération de l'être humain à travers la sacralisation de la politique, le totalitarisme du parti unique et le culte du chef charismatique sont autant d'éléments irréductibles du fascisme qui le rendent impossible à réitérer. Sans compter la dimension européenne du fascisme.

En revanche, la connaissance du fascisme nous aide à mieux comprendre le fondamentalisme religieux et politique. ■

(Propos recueillis par Catherine Brice)

A SAVOIR

Les Balilla ou l'embrigadement de la jeunesse

Les mouvements de jeunesse furent l'instrument privilégié du totalitarisme fasciste. Parmi eux, les Balilla (du nom de Giovan Battista Perasso, dit « Balilla », un jeune Génois qui, en 1746, avait donné le signal de la révolte contre les Autrichiens) étaient destinés aux garçons de 8 à 14 ans (ci-contre, à Rome,

en 1939). Activités sportives ou ludiques, exercices militaires et conférences d'éducation politique sont encadrés par des officiers de la Milice. A partir de 1937 l'inscription dans les organisations de jeunesse devient obligatoire. En 1933, on compte 386 000 Balilla ; en 1939, 1,7 million.



Le fascisme en 7 points

Par **Michel Winock***



1. Un ultra-nationalisme

Le fascisme exalte l'unité nationale contre tout ce qui, à ses yeux, en menace le principe : la démocratie, le libéralisme, la lutte des classes. Cette unité doit se protéger contre les rivalités entre individus et entre classes sociales. Sur le principe de l'anticapitalisme, mais récusant socialisme et communisme (tout en se prévalant d'être un « vrai socialisme »), il met en place sa solution de solidarité entre patrons et ouvriers : le corporatisme, qui en finit avec le syndicalisme et autre organisation de classe. L'unification de la nation passe par l'exclusion. Le fascisme est naturellement xénophobe, raciste et antisémite.

Affiche de propagande



2. Un projet d'homme nouveau

L'homme doit être débarrassé des préjugés libéraux, chrétiens, démocratiques et conscient d'appartenir à une nation ou une race d'élite. A cette fin, l'éducation par l'école et les mouvements de jeunesse, l'apprentissage de l'esprit collectif jouent un rôle décisif. La langue italienne était appelée à se purifier du *lei* (troisième personne de la servilité) au bénéfice du *voi* ; les fonctionnaires doivent revêtir l'uniforme et porter les grades. Le régime fait commencer son calendrier à partir de l'accession au pouvoir de Mussolini.

Une des 64 statues du Foro Italico à Rome



3. Un chef charismatique

Le premier instrument d'unification de la nation est le chef, le Duce, le guide. Celui-ci n'appartient pas à la classe politique traditionnelle, il ne doit son autorité qu'à ses mérites exceptionnels, qu'au pouvoir attaché à sa personne et qui ne repose que sur la fascination qu'il exerce. Le chef charismatique fait partie des hommes ordinaires, et non des anciennes élites ; il est représentatif, ne s'oppose pas à la masse, éprouvant les mêmes passions qu'elle. Le chef « dit » le peuple, exprime la volonté collective et informulée de la masse.

Portrait de Mussolini par Arthur Fischer, 1934



4. Un parti unique

Le chef est indissociable du parti. Le parti unique exerce deux fonctions principales après la conquête du pouvoir. D'une part, il participe à l'entreprise d'unification par ses activités d'encadrement, de formation, de propagande et de théâtralisation : l'uniforme, les parades, les discours ; il célèbre les mythes de l'État fasciste. D'autre part, il est la pépinière d'une nouvelle élite. D'un côté, il s'active dans la destruction des anciennes solidarités (de classe, de religion, etc.) et, de l'autre, s'emploie à former la nouvelle aristocratie du régime.

Couverture d'un manuel scolaire italien de 1941

* Conseiller de la direction de *L'Histoire*



5. Une idéologie d'État

Le fascisme devient la vérité. Une vérité d'État exclusive, inconciliable. Le contrôle policier des publications, la censure des productions culturelles vont de pair avec la mise en pratique d'une éthique et d'une esthétique d'État. Le régime dit non seulement le bien et le mal, il dit aussi le beau et le laid. Outre les éléments doctrinaux du nationalisme et du racisme, le fascisme divulgue les canons d'un environnement littéraire et artistique conforme à son idée de renaissance.

Affiche de 1925, mettant en avant l'exposition nationale du Livre de Guerre



6. Une philosophie de la guerre

« *Le fascisme, écrit Alain, est un autre nom du militarisme.* » Disons même : un militarisme enthousiaste à vocation impérialiste. Une des meilleures façons d'unifier la nation est de la plonger dans l'état de guerre, ou un simili état de guerre. La volonté nationale est alors tendue par un danger commun, la discipline s'impose. Pour Mussolini, « *toute l'atmosphère qui entoure la vie du peuple italien a un caractère militaire, doit avoir et aura un caractère toujours plus militaire : le peuple est fier de se savoir mobilisé en permanence pour les œuvres de la paix et pour celles de la guerre* ».

Affiche de 1929 pour l'exposition Fiera di Milano



Dans la Rome antique, les faisceaux, assemblage de verges liées autour d'une hache, étaient portés par les licteurs qui, lors des défilés, ouvraient la voie aux magistrats. Le faisceau devient l'emblème officiel de l'État fasciste en 1926.

7. Révolution et contre-révolution

Le fascisme s'inscrit dans un mouvement de longue durée : l'hostilité à la société libérale et démocratique dont la base est l'individu, dont la philosophie est la Déclaration des droits de l'homme. Contre ces tendances individualistes, le fascisme entend refonder la communauté. Contemporain du communisme dont il est l'envers, il se veut un mouvement antiouvrier et antirévolutionnaire. Mais le fascisme est aussi révolutionnaire : il est projection dans l'avenir, utopie, sécrétant une idée de société nouvelle. Contre l'idéal réactionnaire d'un ordre stable, le fascisme veut être mouvement, révolution perpétuelle, tendue par l'esprit de conquête.

Mostra della Rivoluzione fascista

A la gloire du régime

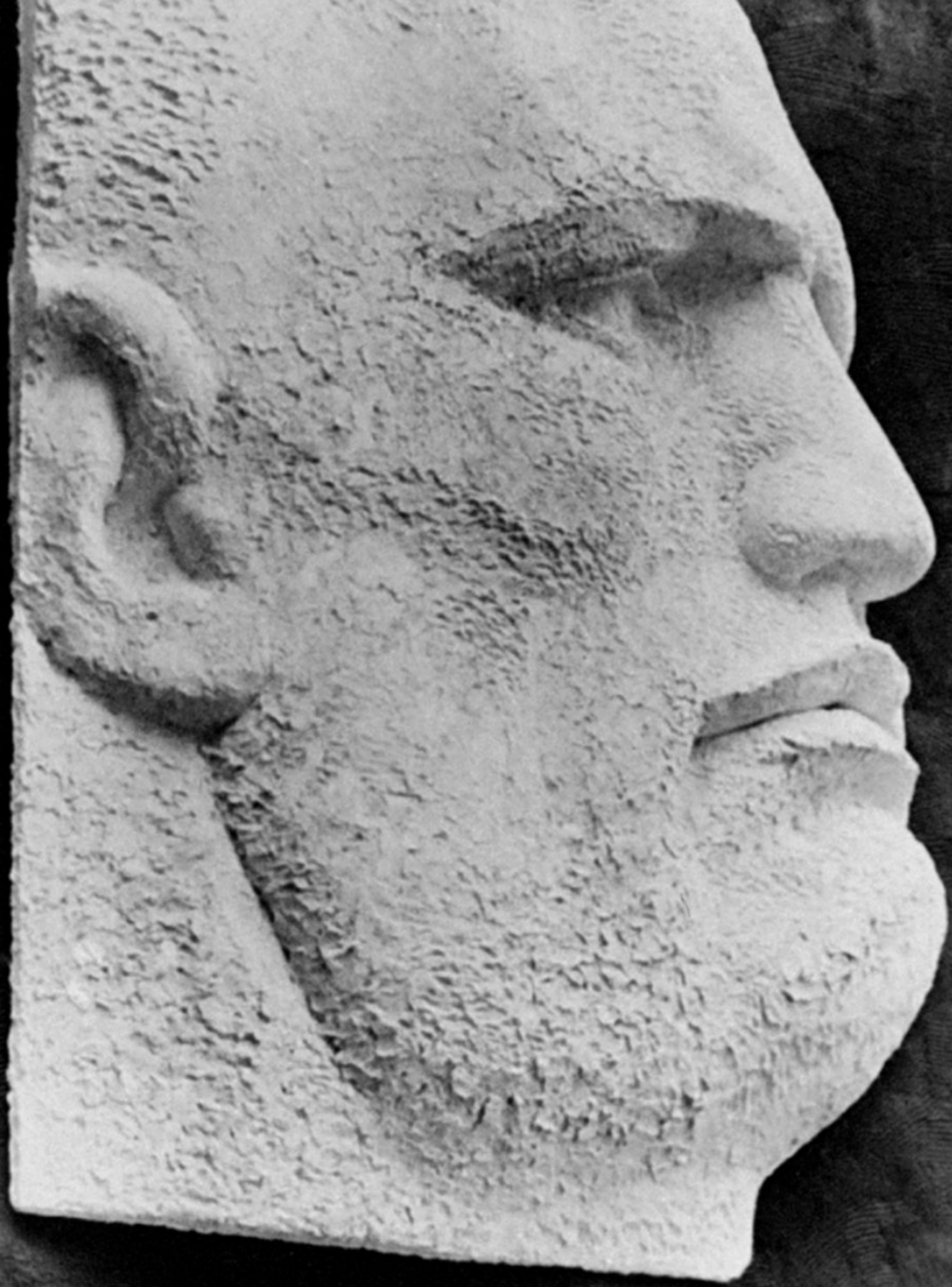
Le 28 octobre 1932, pour le 10^e anniversaire de la marche sur Rome, le fascisme se raconte dans une mise en scène grandiose au palais des Expositions. Elle attirera 4 millions de visiteurs.



Catherine Brice
Professeure d'histoire
contemporaine
à l'université Paris-Est-
Créteil

*Elle a notamment
publié Histoire de Rome
et des Romains,
de Napoléon I^{er} à nos
jours (Perrin, 2007).*





te non
o Madre Italia
t offriamo senza paura
e senza impronta
la nostra vita

Colossal

Une gigantesque tête de Mussolini orne l'entrée de l'exposition à Rome.



La façade : un coup de poing architectural

Aucun bâtiment n'incarnant la modernité fasciste à Rome, la « Mostra » se déroula dans un édifice néo-classique du XIX^e siècle orné d'un arc de triomphe et de colonnes corinthiennes. Afin de le « dépolvériser », les architectes Adalberto Libera et Mario De Renzi coffrèrent la façade dans un geste « d'une salutaire violence » en la recouvrant d'une gigantesque structure cubique, rouge pompéien – couleur de la révolution et rappel de la Rome impériale –, décorée de quatre faisceaux de 25 mètres de haut et portant l'inscription « *Mostra della Rivoluzione fascista* » flanquée de deux X de métal rouge et blanc pour les 10 ans de la marche sur Rome.

Une liturgie nouvelle

Au fond de ce couloir monumental en métal et ouvrant sur une porte surmontée du X, un serment fasciste gravé dans le marbre. Dès l'entrée la visite s'apparente à une forme de liturgie nouvelle, exigeant recueillement et foi.





Salle O : la marche triomphale

Conçue par l'architecte Giuseppe Terragni et l'historien Arrigo Arrigotti, la salle O retrace l'année 1922 jusqu'à la marche sur Rome. D'une grande audace formelle, l'architecte rationaliste (influencé par le Bauhaus) propose un compartimentage de l'espace afin de donner le sentiment de la marche triomphale du fascisme, balayant

les derniers obstacles sur son passage. La composition spatiale donne une impression de chaos, tempérée par les bas-reliefs qui réordonnent l'ensemble : profils du Duce, milliers de mains levées, gigantesque personnage de métal représentant les travailleurs « *trahis par les ligues antinationales* ».

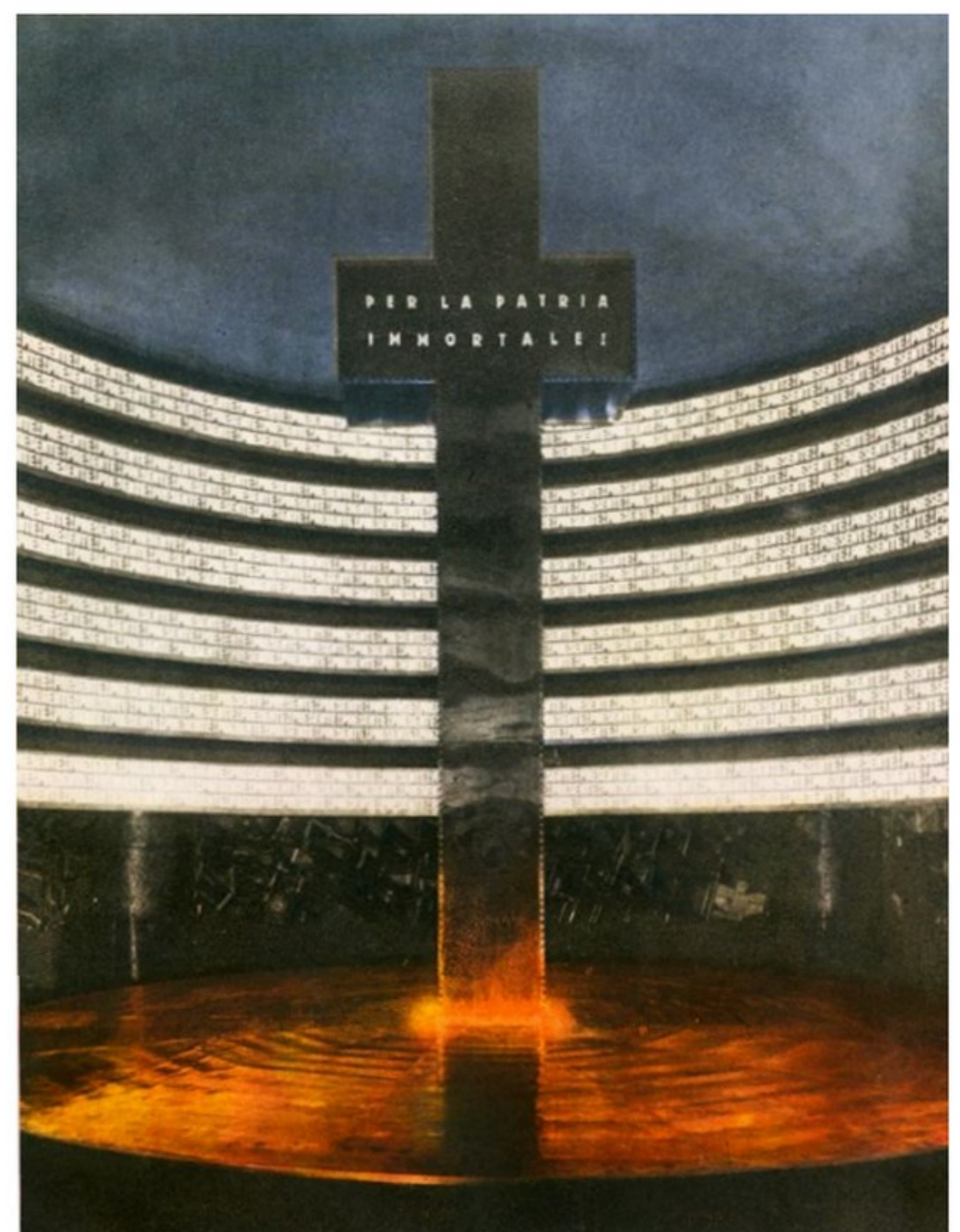


« L'ivresse bolchevique »

La salle E vise à rendre compte de la période troublée de l'après-guerre jusqu'à la fondation des Faisceaux de combat en 1919. L'espace est chaotique, rappelant les 600 000 morts italiens et exhibant sur trois piliers sombres « les saboteurs de la victoire » : les socialistes, les défaitistes, les Alliés. Mais la partie la plus frappante de cette salle, qui préfigure les caricatures antisémites de la fin des années 1930, s'intitule « L'ivresse bolchevique » : d'un photomontage des émeutes en Russie, Hongrie et Allemagne se détache la figure d'un personnage riant de manière hébétée, surmontée d'une créature mi-humaine, mi-bestiale enveloppée dans un drapeau rouge.

Le culte des martyrs

Adalberto Libera et Antonio Valente, dans cette chapelle circulaire, restituent la sacralité de l'entrée de l'Exposition. Une croix métallique au centre de cette crypte porte l'inscription « Pour la patrie immortelle » et lui répond sur une paroi circulaire le mot « Presente » reproduit des centaines de fois, tandis que la partie inférieure exhibe les enseignes des squadristes et le nom de quelques morts. Espace religieux de recueillement pour les martyrs de la révolution fasciste, baigné d'une lumière quasi mystique, cette chapelle plongée dans une atmosphère « irréelle » est un syncrétisme de culte au soldat inconnu et de religiosité catholique. C'est sans doute l'une des meilleures illustrations de ce que Emilio Gentile appelle la « religion fasciste ».



ACS - PNF MRF, ALLESTIMENTO MOSTRA EDIZIONE 1933 : SU CONCESSIONE DEL MINISTERO DELLA CULTURA-ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO

Tout le monde s'y presse, même Sartre et Beauvoir

L'exposition, promue par des centaines de milliers d'affiches, de cartes postales et de reportages cinématographiques, connut un succès international.

Ouverte au public le 28 octobre 1932, la « Mostra della Rivoluzione fascista », véritable autocélébration du régime, fut conçue par des historiens et des artistes autour d'un parcours original : au rez-de-chaussée, quinze salles retracent chronologiquement les dix premières années du fascisme puis débouchent sur la chapelle des martyrs. Au premier étage, des salles thématiques sont consacrées aux Faisceaux italiens de l'étranger, à l'esprit fasciste, aux syndicats et à l'épargne, à la terre, aux transports et au travail.

Les meilleurs artistes italiens du régime y participèrent – pensons à Luigi Freddi, fondateur du Centre expérimental du cinéma, mais aussi à Giuseppe Terragni, Mario Sironi, Enrico Prampolini, des artistes stylistiquement très différents. Les travaux furent supervisés par les plus hautes instances du régime, qui en réfèrent à Mussolini, et menés en collaboration avec des historiens – plus obscurs et moins talentueux que les artistes.

Cette exposition expérimentale a révolutionné la muséographie en alliant une partie « basse » où étaient présentés des documents collectés (papiers, tracts, revues, journaux), et une partie « haute »,



Deux affiches annonçant l'Exposition de la révolution fasciste (du 28 octobre 1932 au 21 avril 1933). Elles sont caractéristiques du langage visuel et de la charte graphique du régime.

monumentale, où peintures, sculptures, bas-reliefs, collages, photomontages, inscriptions surdimensionnées, devaient impressionner le spectateur.

Relayée par des centaines de milliers d'affiches, de cartes postales, de reportages cinématographiques, l'exposition connut un succès international. En 1934, après deux ans d'ouverture, 4 millions de billets avaient été vendus. Parmi les visiteurs : Georges Bataille et Henry de Jouvenel. Mais aussi

Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir à l'été 1933, profitant des réductions de 70 % sur les billets de chemin de fer offertes aux touristes étrangers par Mussolini. On ne sait pas ce qu'ils pensèrent de l'exposition...

Opération de séduction, l'Exposition de la révolution fasciste a rempli son objectif. La propagande semblait être effacée par la nouveauté de l'expression artistique. ■ C. B.



Repas d'une famille sicilienne en 1938. Le portrait du Duce est accroché au mur. Le régime procédait à des distributions de vivres, incitant la population au conformisme pour obtenir des subsides.

Grosseto ou le fascisme au jour le jour

Loin de Rome, dans les villes de province comme Grosseto, les pouvoirs locaux ont utilisé de deux instruments pour contrôler la population : la politique d'assistance et le système répressif.

Petite ville du sud de la Toscane, au centre de la Maremme, Grosseto administre un vaste territoire de terrains marécageux qui étaient encore, après la Première Guerre mondiale, très durement frappés par la malaria. Autour s'étendent des zones de collines et de montagnes sur lesquelles les habitants étaient alors peu nombreux, concentrés dans les sites de production de l'industrie minière¹. Au cœur de ce que le pouvoir fasciste considérait comme une « province tranquille », par rapport aux grands centres urbains où la dissidence était plus forte, Grosseto est un laboratoire intéressant pour comprendre la manière dont

le pouvoir local a géré la ville et pour mesurer à quel point le projet idéologique fasciste s'est concrétisé dans une région éloignée de la capitale romaine. L'État fasciste a tenté, depuis Rome, de contrôler l'ensemble de la péninsule mais le pouvoir local a pu résister ou s'adapter grâce à l'activité des sections du Parti national fasciste, comme l'ont bien montré les travaux d'Emilio Gentile.

A Grosseto, Ado Scaramucci, appelé « le petit Duce », issu d'une famille de propriétaires terriens qui avait soutenu le fascisme dès l'origine, est nommé podestat – le nouveau nom du maire – en 1926, appuyé par la fédération provinciale du parti. Il entreprend alors une série de travaux publics dans

MONDADORI PORTFOLIO/GETTY IMAGES - DR



Valeria Galimi
Professeure associée en
histoire contemporaine
à l'université de
Florence et chercheuse
associée à l'Institut

**d'histoire du temps
présent**

*Elle a notamment dirigé
avec P. Corner Il Fascismo
in provincia. Articolazioni
e gestione del potere tra*

*centro e periferia
(Rome, Viella, 2014) et
Il Fascismo a Grosseto.
Figure e articolazioni
del potere in provincia,
1922-1938 (Effigi, 2019).*





En 1930, Mussolini visite la Casa del fascio de Grosseto. Il est entouré de personnalités fascistes locales.

la ville. Il fait construire la Maison du fascisme (*Casa del fascio*), où ont lieu les manifestations du Parti, la Maison du Balilla pour la jeunesse ou encore celle de la Mère et de l'Enfant, où sont installées les administrations favorisant la politique nataliste du régime. Parallèlement, Scaramucci met en place des activités culturelles et récréatives, d'assistance aussi, et tente de trouver une solution pour que les classes populaires accèdent à des logements décentes et abordables.

Au cours de ses années au pouvoir, ses rivaux au sein du Parti et des différentes organisations fascistes l'accusent de favoritisme, de corruption ou encore de violence, autant de griefs qui parviennent jusqu'à Mussolini. Ado Scaramucci demeure cependant à la tête de Grosseto jusqu'en 1935, date à laquelle il est remplacé par un jeune avocat, Ezio Saletti, membre d'une famille très en vue. Deux autres podestats sont nommés en 1937 et 1938. Cette « guerre des chefs » montre à quel

point le fascisme local est divisé. Avec un résultat à peu près systématiquement désastreux des politiques engagées.

Contrairement à Livourne (ville natale de Ciano) ou à Ferrare (où Balbo commença sa carrière), la ville de Grosseto n'a produit aucun hiérarque fasciste d'envergure. Trois hommes issus de la province étaient cependant chargés d'établir le lien entre Grosseto et Rome : Ferdinando Pierazzi, Gimo Aldi Mai et Biagio Vecchioni, tous trois propriétaires terriens. Leurs parcours montrent à quel point, sous le fascisme, carrières locale et nationale étaient mêlées. Pierazzi, qui avait participé à la marche sur Rome, fut à plusieurs reprises le représentant fédéral de la province de Grosseto. Député à Rome de 1924 à 1937, il est aussi sous-secrétaire au ministère des Corporations entre 1929 et 1932. Gino Aldi Mai, podestat de Manciano, est député durant trois législatures et sénateur en 1934 ; enfin, Biagio Vecchioni, ancien squadrisme, est secrétaire fédéral de la province avant d'exercer différentes charges dans des institutions fascistes étatiques – il est notamment président de l'Institut national d'assurance contre les accidents du travail créé en 1933.

NOTES

1. La ville comptait 26383 habitants en 1936, la province de Grosseto en comptait, elle, 182000.

2. La distribution de cadeaux par la *Befana* (la « sorcière ») qui avait lieu chaque 6 janvier, devient, à partir de 1928, une fête fasciste.

3. Cf. J. Roumani, *Jews in Southern Tuscany during the Holocaust. Ambiguous Refuge*, Lanham, Lexington Books, 2020.

Forts de leur position à Rome, ces trois hommes implantent dans la province un système de corruption généralisée, conséquence d'un système ramifié de faveurs et de clientèles – une constante durant la double décennie fasciste.

Les politiques d'assistance engagées en faveur des citoyens de Grosseto le montrent. Quel que soit le secteur concerné, qu'il s'agisse du soutien aux chômeurs lorsque l'Italie, dès le début des années 1930, est à son tour durement touchée par la crise, de l'aide aux familles de soldats partis pour l'Afrique ou de la construction de logements, les opérations sont marquées par la multiplication d'acteurs concurrents : le parti fasciste local, le podestat et l'administration communale, mais aussi les sièges locaux des institutions d'assistance comme l'Œuvre nationale pour la maternité et l'enfance. Et ces institutions locales se conforment plus aux directives données depuis Rome qu'aux besoins réels de la population. Ainsi, à Grosseto, priorité est donnée à la lutte contre la tuberculose alors que le territoire est à cette date frappé par une terrible recrudescence de la malaria.

Ingérence dans la vie personnelle

Les demandes des citoyens auprès de la mairie aident par ailleurs à comprendre comment les institutions fascistes choisissaient les bénéficiaires des subventions accordées. Avant d'assister les veuves, on procède à la vérification des preuves de leur bonne conduite et de leur « bonne moralité » : le lien est étroit entre la fabrique du consensus par l'assistance et le contrôle social de la part de l'appareil policier. C'est l'un des aspects les plus remarquables du « fascisme de province » : en combinant sagement une assistance sous conditions et une répression efficace, le régime fasciste à Grosseto parvint, pendant vingt ans, à contrôler largement l'ensemble de la population.

La répression, en effet, fonctionne à plein. Il est intéressant de confronter les données du Casier politique central, où sont enregistrées les informations sur les personnes surveillées par le régime, avec les dossiers des personnes fichées à Grosseto. Rome ne fiche que 40 % des personnes considérées comme antifascistes au niveau local (965 sur 2 422). Les mailles du filet sont donc bien plus serrées sur place qu'au niveau des instances nationales.

Ce contrôle se fonde sur une combinaison entre violence effective et simple menace. En effet, les instruments législatifs mis en place par le fascisme – de l'avertissement à l'envoi au *confino* (la rétention en exil) – ne sont pas uniquement utilisés contre les antifascistes, mais contre toute forme d'opposition,

y compris de simples critiques du régime ou des doutes exprimés à voix haute. Les recrutements de la fonction publique, les concours, les demandes de financement ou même les demandes d'organisation de mariage à la mairie sont autant d'occasions pour le pouvoir local de surveiller les citoyens ordinaires. On mesure ainsi l'ingérence du régime dans la vie publique, mais aussi personnelle, même dans une petite ville « sans histoires ».

Quel bilan tirer de la politique fasciste à Grosseto ? Les petites distributions, comme les colis de nourriture (pâtes, viande, fromage, fruits), à l'occasion de la « Befana fasciste »² le 6 janvier, pour les familles les plus pauvres, renforcent surtout l'adhésion au régime de ceux qui le soutenaient déjà. Et les politiques sociales du régime ont échoué à faire reculer le chômage ou la pénurie de logements. Quant à la malaria, elle est demeurée endémique à Grosseto.

En dépit de la réalisation de grands travaux, comme l'aqueduc, ou de l'érection de nouvelles constructions, la province est restée sous-développée. L'écart entre la propagande triomphaliste du régime et ses réalisations est donc bien réel. Et dès la chute du régime la population s'en est détachée. En Maremme, après le 25 juillet 1943 et la destitution de Mussolini, les ouvriers de l'industrie minière et les « terrassiers », qui avaient concrètement travaillé à la « bonification » des zones marécageuses, passent du côté des antifascistes. Avec l'occupation nazie et la création à Salò de la République sociale italienne en 1943-1945, la population apporta son soutien aux partisans, et aida à cacher les Juifs persécutés. Si les curés de campagne agirent également activement pour aider les Juifs, la position de la hiérarchie fut, elle, bien différente. L'évêque de Grosseto, Mgr Paolo Galeazzi, qui avait ouvertement soutenu le fascisme, fournit en 1943 des salles du séminaire de l'évêché de Roccatoderighi pour y créer un camp de concentration. On y rassembla principalement les Juifs qui résidaient depuis le Moyen Âge dans la commune de Pitigliano, « la Petite Jérusalem »³.

Ainsi, la politique fasciste dans une petite ville de province comme Grosseto se traduit par des résultats mitigés. L'absence d'adaptation des consignes venues de Rome aux exigences locales, la multiplication et la corruption des acteurs et des pouvoirs (étatiques, locaux, régionaux, fascistes et administratifs), le décalage entre les promesses et les réalisations, contribuèrent à n'ancrer que superficiellement le régime, témoignant ainsi des limites du projet totalitaire. Plus qu'un homme nouveau, le régime a fabriqué des conformistes et des opportunistes. ■

(Article traduit par Vincent Jolivet)

Tous athlètes !

Les victoires des sportifs italiens furent sans doute la plus efficace propagande du fascisme à l'étranger.

Le fascisme chercha à contrôler toutes les pratiques sportives des Italiens grâce à la création d'« Œuvres nationales » pour la jeunesse (ONB) ; pour les loisirs ou le temps libre (OND) ; et surtout le Comité olympique national italien (Coni). Tout individu qui souhaitait pratiquer une compétition devait y être inscrit. Au début des années 1930 le nouveau secrétaire général du Parti Achille Starace fit du sport un rouage parmi d'autres de la machine à fabriquer du consensus – Mussolini lui-même pratiquait divers sports (équitation, ski, aviation...).

Le sport-spectacle

Les athlètes devinrent les ambassadeurs les plus populaires du pays sur la scène internationale. Parmi eux, Primo Carnera, un Italien émigré en France, devint en 1933 champion du monde de boxe dans la catégorie poids lourds et une véritable star en Europe et aux États-Unis. Le fascisme s'empara de sa figure pour créer l'archétype de « l'Italien nouveau ». Le boxeur était encensé pour avoir surmonté la modestie de ses origines et les vicissitudes de l'émigration. Mais le modèle s'écroula, en juin 1935, lorsque Carnera fut mis K.-O. par l'Afro-Américain Joe Louis. Mussolini intervint pour interdire la diffusion des photos du sportif italien au tapis.

Chaque année, le sport-spectacle était rythmé par trois grands moments : le



Le boxeur italien Primo Carnera fut champion du monde des poids lourds en 1933.

championnat de foot, le Giro et les Mille Miglia. Les tracés du parcours cycliste du Giro avaient été conçus en 1909 dans un but de propagande : les régions occupées par l'Autriche-Hongrie et revendiquées par l'Italie étaient frôlées par les cyclistes. La course automobile des Mille Miglia (1 600 km de Brescia à Rome) créée en 1927 par les fascistes avait en revanche pour objectif de montrer une Italie désormais alignée sur les autres nations, à l'avant-garde en termes de modernité, de qualité du réseau routier, de technologie mécanique.

L'aviation produisit des effets encore plus spectaculaires. Dès les premiers rassemblements de l'aéronautique, le fascisme

substitua au mythe de l'aviateur solitaire la cohésion d'équipe : un corps de pilotes, issus de l'armée, qui se vantaient de revêtir en plein vol la chemise noire sous leur combinaison.

Deux fois champions du monde

L'image de l'Italie bénéficia donc d'une belle période de succès sportifs dans de nombreuses disciplines. Toutefois, exception faite du football (les Italiens gagnèrent la Coupe du monde en 1934 à Rome et en 1938 à Paris), elle connut à partir de 1936 un véritable déclin. L'arrivée de l'Allemagne nazie sur la scène internationale lui fit de l'ombre. Les Jeux olympiques de Berlin en 1936 furent néanmoins le théâtre d'un phénomène nouveau : la présence d'athlètes féminines, comme Claudia Testoni et Ondina Valla, qui remportèrent des médailles. L'activité sportive féminine était destinée essentiellement au renforcement musculaire du corps des futures mères mais le sport était devenu un instrument d'émancipation pour les jeunes filles, qui le pratiquaient dans les organisations de jeunesse. La transformation de l'image du corps féminin dans les années 1930 devient évidente : plus athlétique, plus élancé, plus moderne et proche des modèles encouragés par le cinéma américain et les « téléphones blancs » – les comédies sentimentales et sophistiquées italiennes de l'époque. ■

Patrizia Dogliani

Université de Bologne

Bilan d'un État policier

*Tribunal spécial, police politique, confino :
le régime fut bel et bien répressif envers ses opposants.*

Cantonné au territoire italien, le nombre de victimes du fascisme reste « modeste » comparé aux exterminations massives des régimes hitlérien et stalinien. Ce qui permet, sans doute, à Berlusconi, de falsifier l'histoire, affirmant, en 2003, « Mussolini n'a jamais tué personne » dans le magazine *The Spectator*. Dans *Totalitarisme fasciste* (CNRS Éditions, 2018), Marie-Anne Matard-Bonucci rappelle à quel point le régime fut, en réalité, répressif.

La violence des escouades fascistes a hissé Mussolini au pouvoir. Elle se déchaîne juste après la marche sur Rome et se poursuit au début des années 1920. A partir de 1925-1926, la justice est aux mains du pouvoir : entre 1926 et 1943 le Tribunal spécial d'État prononce 42 peines capitales. Une police politique, l'Ovra, avec des pouvoirs très étendus, est créée. Pendant la période d'instabilité économique, entre 1930 et 1934, on évalue les interventions policières à 20 000 par semaine, et à 6 000 les arrestations de l'Ovra.

Ces arrestations visent d'abord les membres du parti communiste clandestin ou du mouvement antifasciste Justice et Liberté fondé à Paris en 1929. Tous ne sont pas jugés. Pour plus de 12 000 opposants on privilégie le « confino ». Mesure de police à caractère administratif et non pénal, elle permet d'exiler les individus coupables d'activité ou d'opinion antifasciste, sans jugement, dans les îles ou les régions



L'anarchiste Giovanni Domaschi a été exilé en 1926 à Lipari puis condamné à quinze ans de réclusion. En 1944, il est remis à la SS et envoyé à Dachau.

isolées. Certains sont pourtant « apolitiques », accusés d'une infraction de droit commun, d'une appartenance à la Mafia ou d'homosexualité. D'une durée légale de un à cinq ans, le *confino* dure souvent plus longtemps. Plusieurs *confinati* sont ensuite envoyés en prison, accusés par exemple d'avoir refusé de faire le salut romain à leurs geôliers. Après l'évasion de trois opposants en 1929, les conditions de cet isolement deviennent plus sévères, imposant un couvre-feu ou la surveillance permanente de miliciens. La violence contre les opposants s'exerce en dehors des frontières. En juin 1937, en France, les frères Rosselli sont assassinés par des hommes de la Cagoule, en service commandé pour Mussolini. ■

20 000

**interventions policières
par semaine
entre 1930 et 1934**

6 000

**arrestations
par la police politique
entre 1930 et 1934**

12 000

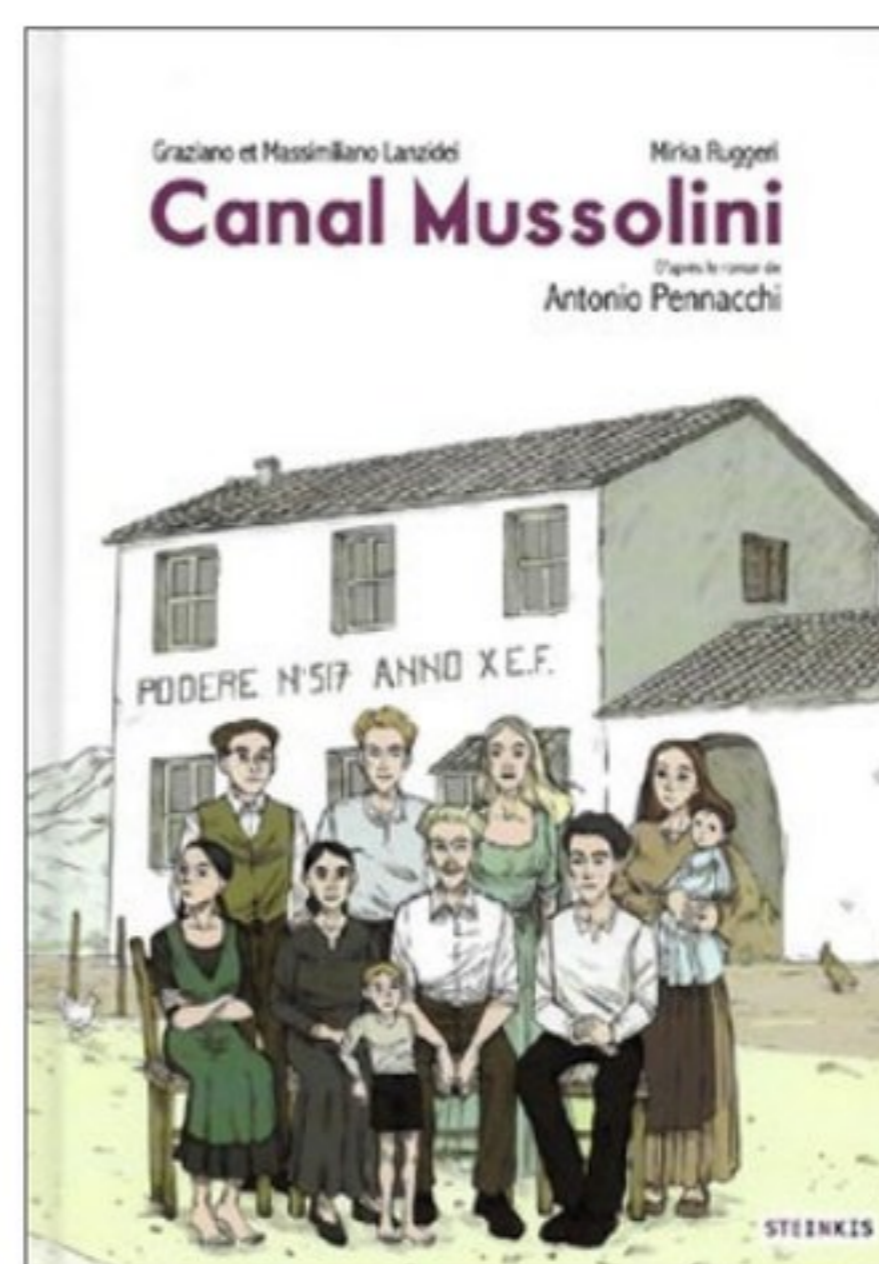
**opposants ont été exilés
dans des régions isolées**

Canal Mussolini

Chronique d'une famille de paysans

En 2010 Antonio Pennacchi (1950-2021) remportait le *premio Strega*, un des principaux prix littéraires italiens, avec *Canal Mussolini*. Une saga familiale, celle de la famille Peruzzi, qui est aussi une parabole du fascisme. Le roman a été adapté en BD.

Canal Mussolini est le nom du principal canal des marais Pontins, zone littorale au sud de Rome, que le fascisme a asséchée et « bonifiée » en y installant des familles d'agriculteurs et en y construisant des villes nouvelles. Le roman relate l'histoire des Peruzzi, métayers de la plaine du Pô qui, socialistes dans l'avant-guerre, passent au fascisme durant les années 1920-1921. Chassée de ses terres par le propriétaire qui l'emploie, la famille obtient, en 1932, l'autorisation de migrer dans la zone des marais Pontins. Avant d'être dispersée dans l'Europe en guerre.



← G. et M. Lanzidei, M. Ruggieri, *Canal Mussolini*, d'après le roman d'A. Pennacchi, Steinkis, 2017.



Catherine Brice
Professeure d'histoire
contemporaine
à l'université Paris-Est-
Créteil

Elle travaille sur l'histoire de l'Italie au XIX^e siècle, en particulier sur l'histoire culturelle du politique.

Elle a notamment publié *Histoire de Rome et des Romains*, de Napoléon I^{er} à nos jours (Perrin, 2007).



LA DOMENICA DEL CORRIERE*



* HEBDOMADAIRE POPULAIRE (1899-1989).

Le régime chercha à récompenser ceux qui avaient combattu durant la Grande Guerre. Si les citoyens détenaient une carte du parti fasciste, comme les Peruzzi, ils pouvaient espérer devenir propriétaires de terres dans les 140 000 hectares des marais Pontins.



Lors de l'inauguration de villes nouvelles dans les marais, Mussolini célèbre sa politique rurale et chante la « colonisation intérieure », préfigurant celle de l'Éthiopie. En réalité, le paludisme décima les travailleurs et les rendements furent médiocres.



Deux exploitations (poderi) sont confiées aux Peruzzi. Les conditions de travail sont difficiles, les habitants de la zone sont hostiles à ces « étrangers » du Nord au dialecte incompréhensible et la lutte contre la malaria reste vaine. Le régime a documenté la « bonification » en diffusant des photographies que les auteurs ont reproduites ici.



Lors de son voyage en Europe en 1931 pour prêcher la révolution non violente, Gandhi est invité à Rome par Mussolini, qui le fascine. On voit ici le Mahatma entouré de Balilla lors de sa visite.

« Un grand pouvoir de séduction »

Durant l'entre-deux-guerres de nombreux conservateurs et nationalistes européens reviennent enthousiastes de leur rencontre avec le Duce. Mussolini, un temps frileux, comprend vite l'intérêt de relayer l'idéologie fasciste dans le monde.

L'Histoire : Les fascistes ont-ils essayé de convertir les autres pays européens à leur doctrine ?

Marie-Anne Matard-Bonucci : Cela peut sembler contre-intuitif car les fascistes étaient nationalistes et donc hostiles, *a priori*, à tout ce qui était international. Et pourtant il y a bien, dans l'entre-deux-guerres, une forme de « mondialisation » de leur idéologie. Celle-ci emprunte plusieurs chemins, qui ne se limitent pas aux voies classiques de l'impérialisme. De nouveaux travaux, ces vingt dernières années, ont permis de mettre en lumière ce fascisme transnational. Auparavant, dans un contexte

où l'on mettait l'accent, à juste titre, sur les responsabilités propres de l'Italie dans certaines décisions de la fin des années 1930, comme l'adoption des lois antisémites, il était difficile de prendre en compte des paramètres extérieurs. Vouloir réintégrer l'Allemagne dans le récit pouvait être perçu comme une tentative de minimisation des responsabilités du régime. Depuis que les recherches sur les phénomènes de circulations intellectuelles et politiques se sont multipliées, expliquer, comme je le faisais il y a quelques années, que l'Italie devient antisémite dans un contexte de « *crise allemande de la pensée fasciste* », c'est-à-dire à un moment où son

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO - DR



Marie-Anne Matard-Bonucci
Professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII

Elle a notamment dirigé *Totalitarisme fasciste*, CNRS Éditions, 2018.

Elle prépare chez Belin une *Histoire globale des fascismes, 1919-1945*, à paraître en 2022.



leadership est concurrencé par l'Allemagne, est plus facilement admissible.

L'H. : Quels ont été les mécanismes de l'internationalisation du fascisme ?

M.-A. M.-B. : La préhistoire du fascisme s'inscrit déjà dans un cadre international. Dès la fin de l'année 1918 surgissent, en Europe, une myriade de mouvements nationalistes « endogènes » qui ont tout du fascisme sauf le nom, et sont les héritiers directs de la Première Guerre mondiale : par la clientèle qu'ils rassemblent, la culture politique qu'ils défendent et leurs revendications géopolitiques. Une deuxième vague de fondation de mouvements de ce type intervient dix ans plus tard, à la faveur d'un autre événement mondial : la crise de 1929.

Par ailleurs, les idéologies véhiculées par ces mouvements se fondent sur des références communes : le nationalisme, le culte de la tradition et de l'autorité, le racisme et, à l'exception notable du fascisme italien dans un premier temps, l'antisémitisme. Ils se rassemblent aussi à travers des combats communs contre les Lumières, le libéralisme, le socialisme et le communisme. En s'opposant à l'universalisme de leurs adversaires, ils inscrivent leur propre horizon à une échelle planétaire. Une fois le fascisme italien arrivé au pouvoir se crée, bien sûr, une dynamique nouvelle. En effet, la mouvance d'extrême droite nationaliste, dans différents points du globe, peut désormais se référer à l'expérience italienne, qui va constituer un précédent dans tous les sens du terme. L'arrivée au pouvoir d'un leader tel que Mussolini est vécue comme un encouragement.

En novembre 1922 Moeller van den Bruck, intellectuel allemand du courant de la révolution conservatrice, publie un article au titre significatif, « Italia docet » (« L'Italie enseigne »), invitant la jeunesse de son pays à contempler ce qu'il se passe dans la péninsule. Dès 1922 nombreux sont les leaders et intellectuels d'extrême droite qui cherchent à rencontrer Mussolini, en quête d'inspiration, de conseils ou de légitimation. Parmi eux, un certain Hitler, que Mussolini ignore souverainement et qu'il ne rencontrera, pour la première fois, qu'en 1934. Les yeux rivés vers l'Italie, les nationalistes se définissent dans un rapport d'identification et de différenciation. Toutes choses égales par ailleurs, on voit aujourd'hui un phénomène analogue à travers l'attrait de la Hongrie de Viktor Orbán sur les populistes.

L'H. : Du côté italien, cherche-t-on à encourager la propagation des idées fascistes ?

M.-A. M.-B. : Mussolini est bien sûr flatté d'être le point de mire des droites européennes. Mais il craint aussi de passer pour un agent de déstabilisation de l'ordre international. Après la prise du pouvoir, ses priorités vont à la politique intérieure. Parce qu'il est hostile aux doctrines à prétention universelle, le fascisme peut difficilement prétendre faire école à l'étranger. D'ailleurs, à plusieurs reprises au cours des années 1920, Mussolini déclare que le fascisme « *n'est pas un article d'exportation* ». Il s'en mordra les doigts par la suite, lorsqu'il préconisera une ligne de conduite à l'opposé.

L'H. : Quelle forme prennent les ralliements spontanés au fascisme ?

M.-A. M.-B. : Dès 1921 des « Faisceaux » sont créés en Europe comme aux États-Unis, sur le modèle de ceux de la péninsule. Il s'agit le plus souvent d'initiatives locales de journalistes ou d'intellectuels italiens expatriés. A Londres, par exemple, c'est un enseignant de littérature à l'University College, Camillo Pellizzi, qui est à la manœuvre. Mais, à Paris, c'est Nicola Bonservizi, le correspondant du *Popolo d'Italia*, le quotidien fasciste, qui y travaille en étroite liaison avec la péninsule. Pour le gouvernement italien, l'enjeu consiste à se servir de ces soutiens sans trop leur laisser la bride sur le cou. Certains de ces fascistes de l'étranger sont jugés trop radicaux ou pas forcément recommandables : à Lyon, Marseille et Nice des fonds ont été détournés. En France ou aux États-Unis, à plusieurs reprises, des heurts violents opposent fascistes et antifascistes. D'ailleurs, en 1924, Bonservizi tombe sous les balles d'un garçon de café anarchiste expatrié à Paris, traumatisé par les violences fascistes dans son propre pays.

La marche sur Rome donne un nouvel élan à cette dynamique d'éclosion des Faisceaux : dès l'été 1922, on en recense à Salonique, Alexandrie, Berlin, notamment. Ce mouvement trouve assez vite un chef d'orchestre en la personne de Giuseppe Bastianini, un jeune fasciste de la première heure, nommé secrétaire des Faisceaux à l'étranger. Une presse spécifique est créée, parfois bilingue, en italien et dans la langue du pays : *La Nuova Italia* pour la France. Un magazine, *Il Legionario*, est diffusé dans les pays où résident des émigrés. Le fascisme entend



Londres, 1937. Oswald Mosley (au centre, en train de saluer) a fondé l'Union des fascistes britanniques après sa rencontre avec Mussolini en 1932.



Argentine, 1949. De toutes les dictatures postérieures à la Seconde Guerre mondiale, celle de Perón (1946-1955) est la plus proche du fascisme.

revaloriser l'image et le statut des Italiens de l'étranger, lesquels, selon la vulgate du régime, auraient été abandonnés par les gouvernements libéraux. Les organisations fascistes offrent des activités culturelles aux expatriés et, dans le contexte de la crise, une assistance aux plus démunis. Des soupes populaires sont parfois organisées. Officiellement, cette offre vise à préserver les liens nationaux, mais ce sont autant d'occasions saisies pour faire de la propagande. Des « Maisons des Italiens », parfois construites spécifiquement, rassemblent souvent à la fois le consulat, les institutions culturelles et les organisations fascistes. Plus le temps passe, plus la frontière entre diplomatie et propagande fasciste est ténue. En 1937 on recense dans le monde 487 Faisceaux, qui rassemblent 180 000 membres. Rapporté aux millions d'Italiens dispersés sur la planète, le chiffre peut sembler modeste, mais ces communautés fascistes forment autant de « vitrines » du fascisme, sans ses aspects négatifs. Dès le début des années 1920 opère un phénomène de « réverbération » ou d'« effet fasciste » qui va bien au-delà des cercles d'extrême droite et concerne tous les continents.

L'Italie a un crédit de sympathie. Le fascisme est apprécié pour avoir endigué le communisme mais aussi parce qu'il semble apporter la stabilité au pays : la légende de « l'homme qui fait arriver les trains à l'heure » s'ajoute à la séduction qu'exerce Mussolini. De nombreux voyageurs se rendent en Italie et reviennent enthousiastes après l'avoir rencontré. Véritable rite politico-littéraire, le récit de la visite au dictateur, dans l'immense salle de la Mappemonde au palais de Venise, contribue à la construction de sa légende. Chez les intellectuels conservateurs le ton est particulièrement enthousiaste. Par exemple, c'est l'Italie qui ouvre l'académicien Pierre de Nolhac à une voie artistique puis politique. Churchill aussi, après une entrevue avec le Duce en 1927, laisse échapper : « Si j'avais été italien je l'aurais soutenu à fond. » Il conservera d'ailleurs cette opinion favorable pendant au moins une dizaine d'années. Mais c'est surtout auprès des mouvements nationalistes que l'impact est le plus fort. Des formations d'extrême droite se tournent vers l'Italie espérant faire leur miel de l'expérience en cours, formaliser des liens ou recevoir des financements. Mussolini, de son

côté, est à l'affût d'alliés susceptibles de relayer l'idéologie fasciste et de défendre les intérêts géopolitiques italiens.

L'H. : Au-delà de ces mouvements, quelles relations le régime entretient-il avec les dictatures qui arrivent au pouvoir dans l'entre-deux-guerres ?

M.-A. M.-B. : Mussolini entretient des relations privilégiées avec la plupart des dictateurs, mais plus particulièrement avec les Espagnols Primo de Rivera (1923-1930) puis Franco, à qui il apportera son soutien militaire lors de la guerre civile (1936-1939), Dollfuss (1932-1934) en Autriche, Salazar (1932-1968) au Portugal. Ce dernier admet sa dette à l'égard du fascisme tout en revendiquant la singularité de son projet politique. *A priori*, le mot d'ordre « *Faire vivre le Portugal habituellement* » est aux antipodes du slogan mussolinien « *Mieux vaut vivre un jour comme un lion que cent ans comme un mouton.* » Et pourtant, les affinités sont multiples. S'agissant de Dollfuss, Mussolini peut être considéré comme son conseiller politique et le régime mis en place, souvent qualifié d'« austro-fasciste », rappelle à bien des égards l'expérience italienne tout en puisant, s'agissant du corporatisme par exemple, à des sources nationales et plus universelles car catholiques.

L'H. : Qu'est-ce qui amène le chef du fascisme à déclarer ouvertement son ambition universelle en 1930 ?

M.-A. M.-B. : C'est un vrai changement de doctrine même si, dans les faits, le processus d'universalisation était déjà à l'œuvre. En octobre 1930 Mussolini déclare : « *Aujourd'hui j'affirme que le fascisme, en tant qu'idée, doctrine, réalisation, est universel ; italien dans ses institutions particulières, il est universel dans son esprit [...] on peut donc prévoir une Europe fasciste.* »

Ce tournant est une réponse à une partie de la jeunesse, convaincue que les fascistes ont un message, sinon un modèle, à diffuser en dehors des frontières nationales. L'un de leurs porte-parole, Asvero Gravelli, fasciste de la première heure, squadrisme, journaliste, fondateur de la revue *Antieuropa* et de son supplément *Ottobre*, écrit : « *Nous sommes l'hérésie de l'Europe moderne. Contre l'Europe de Paris, de Moscou, de Genève, notre Antieuropa a le nom de Rome.* » Par ailleurs, au tournant de la décennie, le fascisme doit se mesurer avec d'autres

universalismes. Entre révisionnisme et volonté de rétablir le concert européen, l'Italie a participé au débat sur l'Europe, lancé par Aristide Briand, avec la proposition d'Union fédérale européenne en mai 1930. Habilement, Dino Grandi, le ministre des Affaires étrangères, a choisi de participer à la concertation, proposant une vision fasciste de l'Europe : l'Italie a pu s'affirmer ainsi sur la scène internationale comme « chef de file » des pays attachés à une conception souverainiste. Le rapprochement entre le fascisme et le Vatican, conclu par la signature des accords du Latran en février 1929, est un message positif envoyé aux traditionalistes et nationalistes d'Europe attachés aux valeurs de la chrétienté. Enfin, à partir des élections allemandes de septembre 1930, Mussolini prend conscience de la possibilité d'une arrivée au pouvoir du parti nazi. Son monopole n'est pas encore contesté, mais il lui importe de réaffirmer le rôle de l'Italie comme « patrie » du fascisme.

Cette nouvelle étape dans l'internationalisation emprunte différents avatars. Plusieurs institutions étatiques (ministères des Affaires étrangères et de la Culture notamment) développent des services de propagande à l'étranger mettant en avant ce qu'il y a de meilleur, de leur point de vue, dans le régime : politique de la jeunesse, organisation de loisirs, œuvre architecturale et, surtout, le corporatisme, trait d'union possible entre les différentes dictatures européennes. A la fin des années 1920 un Centre d'études sur le fascisme, prétendument scientifique, mais téléguidé par Rome, est créé à Lausanne. Son conseil rassemble la fine fleur de l'intelligentsia nationaliste, fasciste ou philo-fasciste.

En 1933 Mussolini demande à Eugenio Coselschi de créer des comités d'action pour l'universalité de Rome (CAUR) dont la mission est de constituer un réseau de partis frères. Celui-ci devient le commis voyageur du fascisme italien. Trois réunions se tiendront, entre décembre 1934 et septembre 1935, à Amsterdam et Montreux. N'oublions pas que ces rencontres interviennent après la première tentative d'Anschluss (l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne nazie) qui a provoqué de vives tensions entre l'Italie et l'Allemagne. Pour Mussolini l'enjeu est bel et bien de s'imposer comme le chef de file du fascisme en Europe.

A ces réunions se côtoient notamment Marcel Bucard, fondateur du francisme, mouvement hexagonal très directement inspiré du fascisme



A plusieurs reprises Churchill a évoqué son admiration pour la politique de « Signor » Mussolini

L'Italie est un pays prêt à faire face aux réalités de la reconstruction. Son gouvernement, dirigé avec fermeté par Signor Mussolini, ne se dérobe pas face aux conséquences logiques de la situation économique présente, et il a le courage d'imposer les remèdes financiers nécessaires si l'on veut en effet garantir et stabiliser une reprise nationale."

Churchill, discours au Trésor, Londres, 27 janvier 1926

italien, le Norvégien Vidkun Quisling, fondateur du Rassemblement national, ou encore le général Eoin O'Duffy, à la tête des Chemises bleues irlandaises. Les participants s'accordent sur les points forts de la doctrine italienne du fascisme international : le corporatisme, l'opposition à l'ordre « démo-libéral », l'antisocialisme et l'anticommunisme. Mais il existe des différences sur les questions « raciales » notamment. Les Italiens soulignent l'incompatibilité d'une Internationale fasciste avec des conceptions fondées sur la « race ».

L'H. : Pourquoi ce projet tourne-t-il court finalement ?

M.-A. M.-B. : Dans les derniers mois de 1935 on assiste à l'extinction de ce projet d'Internationale et au « recentrage » de la doctrine du fascisme

international sur les concepts d'« empire » et de « latinité ». C'est que les discussions d'Amsterdam et de Montreux ont permis aux Italiens de prendre conscience de l'attrait croissant du national-socialisme dans la galaxie fasciste. La transformation de la pensée internationale du fascisme et la crise de l'universalisme sont visibles dans les procès-verbaux : peu à peu, l'absence de l'Allemagne devient un problème aux yeux des participants. Lors de la dernière réunion des comités d'actions pour l'universalité de Rome, Coselschi présente le fascisme comme une « *citadelle assiégée* ». Bientôt, les sanctions internationales consécutives à la guerre d'Éthiopie accentuent ce sentiment. En position d'accusée face aux démocraties, l'Italie assiste au réveil d'un antifascisme bien plus efficace dans ses prétentions internationales que le fascisme. Dans ce contexte, la solidarité de l'Allemagne vis-à-vis de l'Italie est évidemment très bien reçue. Entre amitié et concurrence, la relation de l'Italie à l'Allemagne l'oblige à repenser sa position. A la fin de l'année 1936 Mussolini espère toujours préserver sa position éminente dans la galaxie des fascismes alors que celle-ci est de plus en plus germano-centrée. Dans son discours de novembre 1936 il invente la formule de l'« Axe » pour qualifier ses rapports avec l'Allemagne : une solution rhétorique et géométrique qui ne résout pas le problème de l'attraction concurrente et croissante du nouveau modèle fasciste sur une partie du monde, et bientôt sur l'Italie elle-même. De fait, le fascisme italien entre à son tour progressivement dans l'orbite du nazisme : c'est cette dynamique qui conduira, entre autres effets, au tournant raciste de 1938. Non pour imiter l'Allemagne, mais parce qu'il est évident que le totalitarisme allemand a plusieurs longueurs d'avance. Dans un contexte international où il est devenu impossible d'être fasciste sans être antisémite, les Juifs incarnent l'ennemi parfait. L'effet de réverbération du nazisme sur le fascisme lui-même est bien compris par l'intellectuel et responsable fasciste Giuseppe Bottai. Deux jours après la publication du « Manifeste de la race », en juillet 1938, il écrit dans son Journal : « *L'Allemagne nazie semble être devenue la pierre de touche de notre foi. Un voyage en Allemagne est une bonne carte dans les mains des hiérarques et sous-hiérarques en quête de fortune. C'est autour de l'Allemagne que se forme le jeu des tendances et contre-tendances.* » ■

(Propos recueillis par L'Histoire)

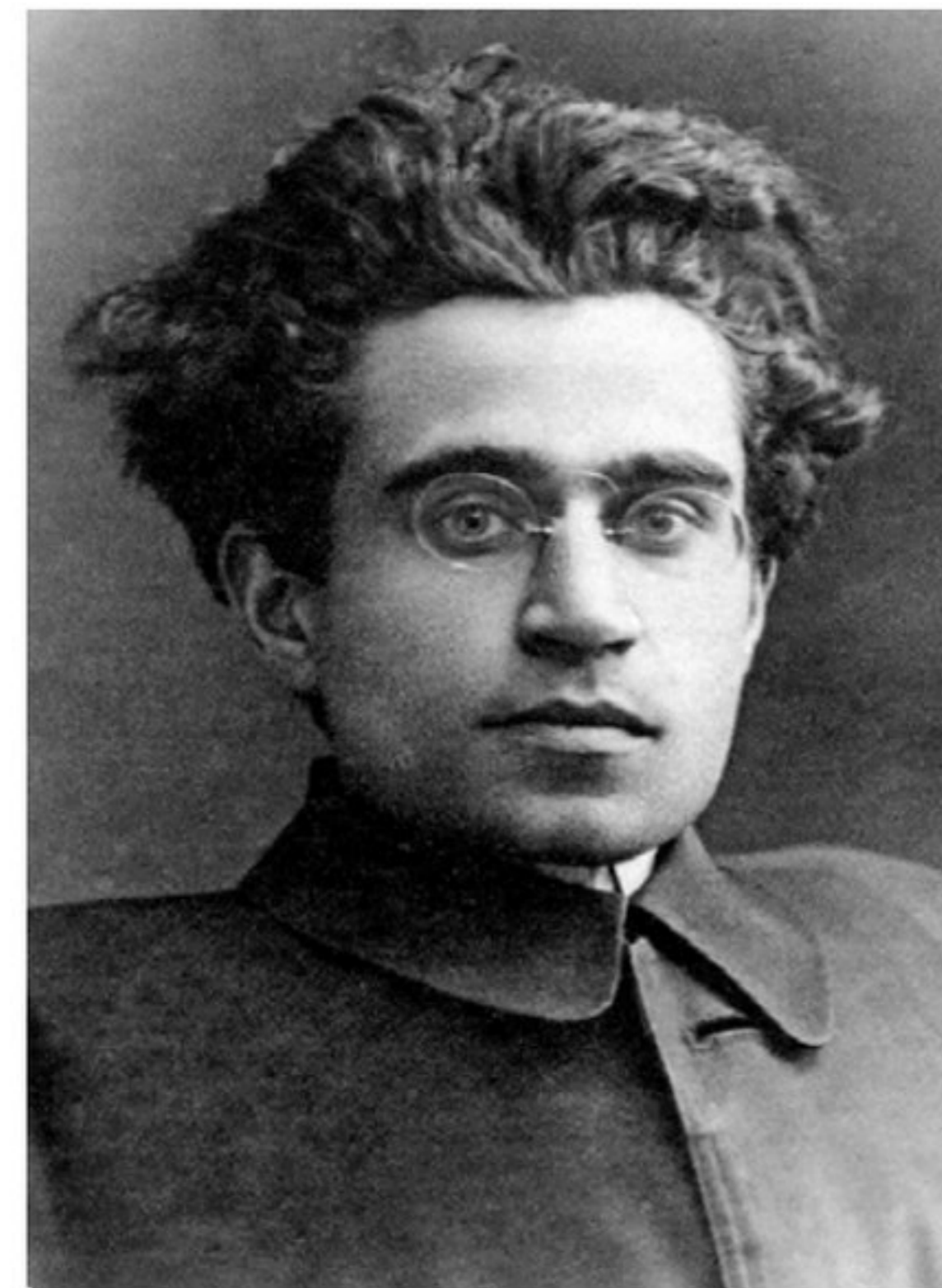
Ceux qui ont dit non

En 1926, tous les partis politiques autres que le parti fasciste sont interdits. De nombreux socialistes et communistes s'exilent. Les opposants restés en Italie prennent le risque d'être arrêtés et condamnés par le Tribunal spécial.



Benedetto Croce Intellectuel sous surveillance

Philosophe et historien des idées, issu d'une riche famille méridionale, Croce occupe une place de premier plan dans la vie intellectuelle de l'Italie. Socialiste puis conservateur, sénateur dès 1910, il soutient initialement le gouvernement fasciste de Mussolini, jusqu'à l'assassinat du socialiste Matteotti en 1924, après lequel il tente d'organiser l'opposition. Il rédige en 1925 le *Manifeste des intellectuels antifascistes* en réponse à la publication du philosophe fasciste Giovanni Gentile et aide financièrement plusieurs écrivains dissidents. Exclu des différentes académies, sa réputation le protège toutefois de l'arrestation. Après le débarquement allié, il devient un acteur de premier plan du parti libéral puis vit, à partir de 1944, dans une semi-retraite. Il meurt en 1952 à Naples où il a notamment fondé l'Institut italien d'études historiques en 1946.



Antonio Gramsci Chef de file des communistes

Né en Sardaigne en 1891, Gramsci est un militant marxiste et théoricien politique. Il a fondé en 1919 le journal révolutionnaire *L'Ordine Nuovo* où il encourage le développement des Conseils d'usine comme à Turin, premier pas « vers la réalisation de la révolution socialiste ». Il est secrétaire du Parti communiste italien à partir de 1924. En 1926 il est condamné, comme d'autres parlementaires, à vingt ans d'emprisonnement pour conspiration. Il est placé en clinique surveillée en 1933 à cause de sa tuberculose et meurt en 1937, quelques jours après sa libération, laissant derrière lui ses foisonnants *Cahiers de prison*. Plusieurs de ses concepts connaissent la postérité, comme celui d'« hégémonie culturelle » : la conquête du pouvoir passe par celle des idées.



Laura Lombardo Radice

L'activiste

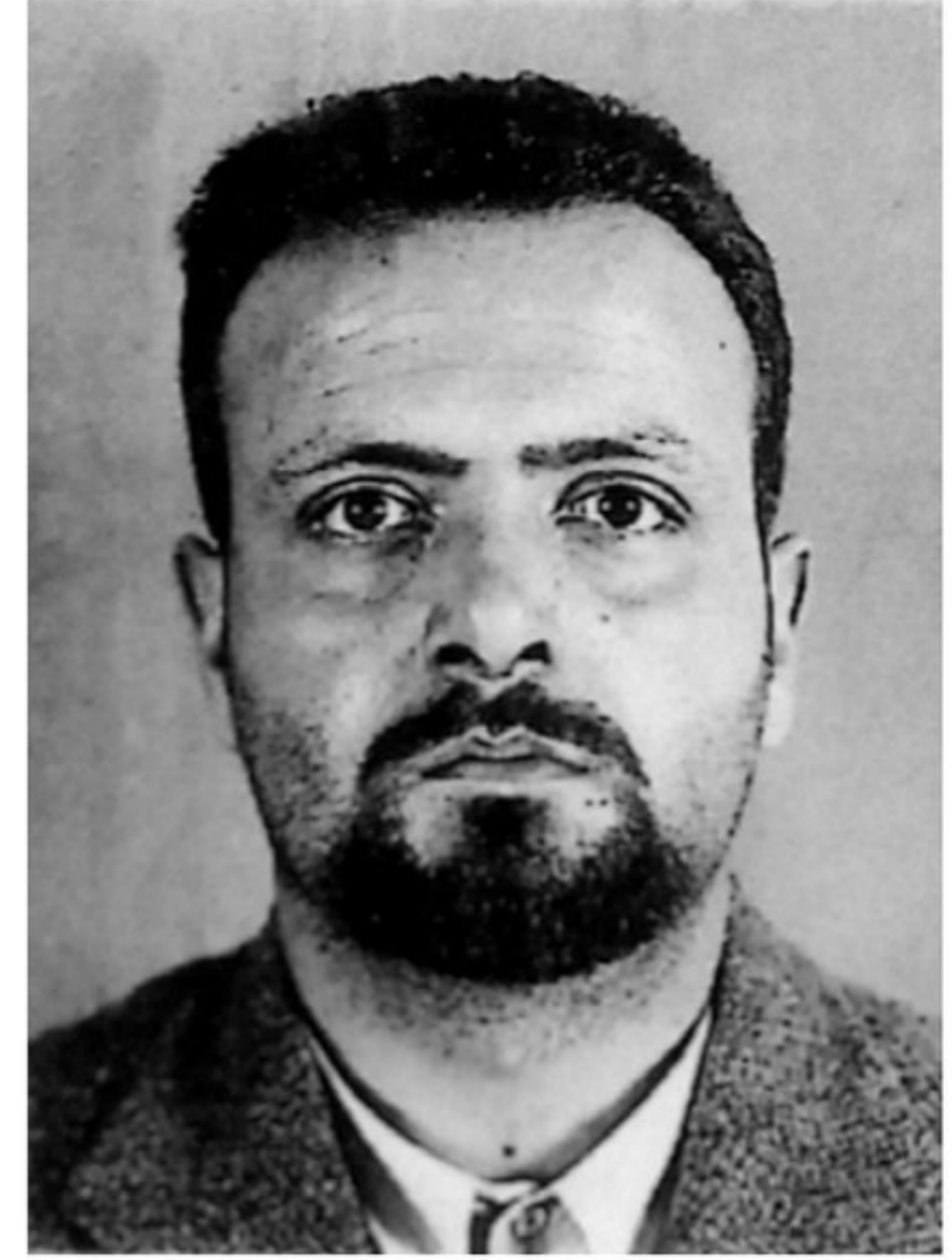
A la fin des années 1930 à Rome, Laura Lombardo Radice, elle-même professeure, rassemble un groupe de jeunes intellectuels antifascistes. Elle intègre rapidement le Parti communiste clandestin et le mouvement de résistance de la capitale. Elle organise de nombreuses opérations de désobéissance civile, de boycotts et d'aide aux prisonniers politiques. En collaboration avec d'autres femmes cadres du PC comme Adèle Bei, elle met en place des attaques féminines de boulangeries, dont plusieurs se soldent de manière sanglante, comme celle de Tesei en avril 1944 (10 mortes). Elle rejoint, après la libération, le mouvement féminin du PCI et l'Union des femmes en Italie. Elle continue à enseigner et, une fois à la retraite, fonde une association d'aide aux détenus.



Carlo Rosselli

Assassiné en France

Juif républicain, le jeune Rosselli assiste, dans la Toscane des années 1920-1921, à la montée en puissance des violences fascistes et de l'antisémitisme. Il fréquente le philosophe Alessandro Levi et les acteurs du socialisme réformiste. Il soutient en 1923 une thèse sur le syndicalisme qui l'amène à découvrir le parti travailliste anglais, dont il observe l'alliance avec les libéraux, qui pourrait inspirer les antifascistes. En 1925 il cofonde le bulletin antifasciste *Non mollare*. Arrêté en 1926, il est emprisonné puis contraint à l'exil sur l'île de Lipari. Il s'enfuit à Paris pour cofonder le mouvement révolutionnaire Justice et Liberté. Engagé en 1936 dans la guerre d'Espagne, lui et son frère sont assassinés en France en 1937 par la Cagoule sur ordre de Mussolini.



Altiero Spinelli

L'Européen convaincu

Socialiste né en 1907, Spinelli adhère très jeune aux Jeunesses communistes et lutte clandestinement contre le régime de Mussolini. Arrêté en 1927, il est emprisonné pendant dix ans puis assigné à résidence pendant six ans. C'est dans ces conditions, en 1941, sur la petite île de Lipari, au large de la côte Nord sicilienne, qu'il rédige avec Ernesto Rossi le *Manifeste de Ventotene*. Il contribue ainsi, et par la suite, à la création de l'Union européenne. A la chute du Duce en 1943 il fonde le Mouvement fédéraliste européen, dont il devient le secrétaire général jusqu'en 1962. Conseiller du président du parti socialiste, vice-président du Conseil à plusieurs reprises, il est élu sur la liste du parti communiste et siège à la Chambre de 1976 à 1983.

3.

Après

1935

la

MONTÉE

totalitaire

Si, dès 1925, la dictature sévit en Italie, c'est au tournant de l'année 1935 que le régime s'est radicalisé. Massacres, camps de concentration et usage de gaz chimiques accompagnèrent la colonisation en Éthiopie après la « pacification » en Libye, où les troupes italiennes avaient écrasé sans ménagement les tentatives de rébellion. Quant aux lois raciales et antisémites de 1938, elles ne furent pas dictées par l'allié nazi, mais bien par Mussolini, qui jusque-là avait bridé son antisémitisme. Fasciné par la puissance et la discipline du III^e Reich, le Duce ira ensuite jusqu'au bout de sa complicité avec le dirigeant nazi, s'engageant dans une guerre qui fut une déroute militaire, morale et politique. Elle signa sa perte. Après les sombres 600 jours de la République sociale de Salò, Mussolini est exécuté en avril 1945.

QUESTO NEGOZIO
E' ARIANO





**Marie-Anne
Matard-Bonucci**
Professeure d'histoire
contemporaine
à l'université Paris-VIII

Elle a notamment publié
*L'Italie fasciste et la
persécution des Juifs*
(PUF, 2012) et dirigé
Totalitarisme fasciste
(CNRS Éditions, 2018).

Cet article est la version
actualisée de « *Italie :
fascisme et antisémitisme
d'État* », Les Collections
de *L'Histoire* n° 3,
octobre-décembre 1998.



Antisémitisme et racisme

La vraie nature du régime

Contrairement à une idée répandue, l'État fasciste n'a fait écran ni à la persécution raciale ni à la déportation des Juifs de la péninsule. Et, bien que tardive, la mise en œuvre d'une politique antisémite en Italie ne doit rien à la pression allemande.

Le 14 juillet 1938 le *Giornale d'Italia* publie un article non signé sous le titre « Le fascisme et les problèmes de la race ». En une dizaine de propositions, le régime fasciste donne le coup d'envoi de la politique antisémite : « *Les races humaines existent ; il y a des races inférieures et supérieures ; le concept de race est purement biologique ; la population italienne est d'origine aryenne ; il est temps que les Italiens se déclarent franchement racistes ; les Juifs n'appartiennent pas à la race*

← **Rome, 1938. Une commerçante affiche sur la vitrine de son magasin une pancarte indiquant : « Cette boutique est aryenne. » Depuis le 7 septembre 1938 les Juifs étrangers doivent quitter l'Italie ; le 17 novembre suivant un décret-loi s'en prend aux Juifs nationaux.**



5 août 1938. Sur la couverture de ce numéro de la revue La Défense de la race, un glaive sépare un « aryen » de deux profils juif et noir.



Rome, ancien ghetto, 1943. Travail forcé après l'occupation de la ville par les Allemands en 1943. Les 16 et 17 octobre 1022 Juifs du ghetto furent déportés par les nazis à Auschwitz.

italienne. » Ce décalogue du racisme italien, appelé par la suite « *manifeste des scientifiques* », a été longuement mûri et approuvé par Mussolini avant d'être révélé à l'opinion. Pour les quelque 47 000 Juifs en Italie, la stupeur est à la mesure de l'ampleur du revirement politique et idéologique qui s'accomplit alors.

Citoyens de seconde zone

Dès le 22 août 1938 un recensement des Juifs est ordonné par le ministère de l'Intérieur, qui crée une Direction pour la démographie et la race. Premières victimes de la politique discriminatoire, les Juifs étrangers sont invités à quitter le territoire dès le 7 septembre 1938. Le 17 novembre 1938 le décret-loi énumérant les mesures pour la défense de la race italienne s'en prend cette fois aux Juifs nationaux.

La définition du Juif s'accompagne, classiquement, d'une série d'interdictions qui seront, au fil des mois, multipliées et aggravées : mariage avec des « aryens », service militaire, profession en rapport avec la défense, possession de biens au-delà d'une certaine valeur, emploi dans les administrations publiques et paraétatiques. Les Juifs anciens combattants ou

ayant rejoint le parti fasciste avant la marche sur Rome en 1922 sont mis à l'abri de quelques mesures discriminatoires concernant l'aptitude à posséder des biens et à servir dans l'armée.

En quelques semaines, les Juifs d'Italie sont devenus des citoyens de seconde zone quand leur présence n'est pas jugée indésirable. Le virage semble d'autant plus brutal que l'antisémitisme était absent de la doctrine fasciste jusqu'au milieu des années 1930. Il existait bien quelques nationalistes et fascistes antisémites virulents mais l'antisémitisme demeurait circonscrit aux cercles restreints de la droite fasciste et nationaliste. De même, au sein du catholicisme, la haine antijuive exprimait la sensibilité d'un courant minoritaire.

Pour autant, les préjugés antijuifs n'étaient pas absents de l'Italie d'après-guerre, parmi les élites italiennes comme au sein d'une population majoritairement catholique, habituée à entendre les prêtres désigner les Juifs comme « *perfides* », dans la prière du vendredi saint. Cependant, au lendemain de l'unité italienne de 1861, l'État avait imposé une conception laïque de la nation ignorant les différences religieuses. Au point que le député juif italien David Levi pronostiquait, à la fin du



Trieste, 1944. La Risiera di San Sabba est un camp de transit pour Juifs et prisonniers politiques où tortures et mises à mort furent pratiquées. Avec la guerre et la formation de la république de Salò, le pouvoir fasciste devint complice de l'élimination des Juifs et procéda lui-même aux arrestations.

xix^e siècle, la disparition des Juifs en tant que communauté spécifique au sein de la nation.

Dans un contexte où les Juifs étaient encore des Italiens comme les autres, de façon prévisible, la communauté juive s'était divisée face au fascisme, certains ayant rejoint le parti dès 1921, lequel, à la différence du NSDAP (le Parti national-socialiste allemand), n'exprimait aucune hostilité contre eux. Toutefois, un observateur attentif aurait pu déceler, plusieurs mois avant l'adoption des premières mesures discriminatoires, les signes de la montée en puissance des tenants de l'antisémitisme fasciste dans les cercles proches du pouvoir. Ainsi, dès 1934, un groupe de dix-sept antifascistes, parmi lesquels figuraient onze Juifs, fut arrêté à Turin : occasion immédiatement saisie par la presse, étroitement contrôlée par le pouvoir, pour dénoncer « *les Juifs à la solde des exilés antifascistes* ».

A partir de 1936, tandis que l'Italie se rapprochait de l'Allemagne, les attaques antisémites se firent plus fréquentes dans la presse et la ville de Ferrare connut, pour la première fois depuis plusieurs décennies, une manifestation antisémite. En 1938 un texte de *l'Information diplomatique* (rédigé par Mussolini) démentait encore l'intention du

gouvernement de mettre en œuvre une politique antisémite, évoquant cependant le projet d'empêcher que « *les Juifs n'occupent une place dans la nation disproportionnée par rapport à leur nombre et leurs mérites* ». La communauté juive de Turin accueillit cette déclaration avec optimisme : « *En Italie, il n'existe pas d'antisémitisme* ». « *La tempête passera et le calme reviendra* », pouvait-on entendre.

La mise en œuvre d'un antisémitisme d'État fut donc un acte politique réfléchi, programmé plusieurs mois à l'avance et adopté par les responsables fascistes sans la moindre pression de l'Allemagne. Si le contexte diplomatique de l'axe Rome-Berlin (proclamé en 1936) ne fut pas étranger à la décision du gouvernement, cette évolution procède surtout d'une dynamique propre au fascisme italien. Au lendemain de la conquête de l'Éthiopie (1935-1936) le Duce entend accélérer la transformation totalitaire de la société. Le thème de la deuxième révolution fasciste est à l'ordre du jour sous la forme d'un projet visant à régénérer la race. La crainte de voir le « *madamisme* », ou concubinage entre Italiens et femmes éthiopiennes, se développer donne lieu à la volonté de lutter contre le métissage. En avril 1937 une loi interdit aux Italiens d'entretenir toute

« relation à caractère conjugal » avec des femmes de l'Afrique orientale italienne (cf. p. 90). Quand les mesures antisémites sont adoptées, la question de la pureté raciale est déjà à l'ordre du jour depuis plus de deux ans et les partisans d'un antisémitisme d'État pourront aisément présenter leur projet comme l'un des moyens nécessaires à l'instauration d'un ordre fasciste totalitaire. Reste que le lien entre le racisme pratiqué en Éthiopie et l'antisémitisme d'État consiste moins en une filiation idéologique qu'en un dessein politique dont relèvent aussi les réformes visant à transformer le style, les comportements et jusqu'à l'être intime des Italiens : créer un homme nouveau fasciste.

Pas de modération

Contrairement à une vulgate longtemps répandue, la modération ne fut pas de mise. Dès 1938 les journaux rivalisent pour critiquer, dénoncer et railler les Juifs étrangers et italiens, des journaux militants aux feuilles humoristiques en passant par les magazines de loisirs. En quelques mois la propagande atteint des sommets dans la haine.

Parmi les organisations fascistes, les Groupes universitaires fascistes (GUF) firent preuve d'une inventivité particulière, la satire antisémite dérivant sur l'appel au meurtre. La machine antisémite que le pouvoir fasciste avait actionnée s'emballait. En revanche, c'est en se conformant à la lettre et à l'esprit des lois et des circulaires que la plupart des administrations firent appliquer avec zèle et efficacité les directives gouvernementales, qu'il s'agisse de recenser les Juifs ou de les exclure de certaines professions. Le secteur de l'enseignement et de la culture fut particulièrement exposé. Le décret-loi pour « la défense de la race dans l'école fasciste » fut l'un des premiers à être adopté dès le mois de septembre 1938. Les professeurs juifs étaient

désormais exclus de l'enseignement, de l'école élémentaire à l'université, tandis que les enfants devaient quitter l'école publique.

Il est difficile de mesurer l'adhésion de la population italienne. Les témoignages personnels rendent compte de l'infinie variété des réactions. Les protestations et les gestes d'opposition furent le fait d'une minorité. Au sein du parti fasciste, qui comptait, en 1939, 2,5 millions d'adhérents, un millier de personnes furent exclues pour « piétisme », expression utilisée par la propagande fasciste pour désigner ceux qui manifestaient compassion ou solidarité à l'égard des Juifs. Primo Levi a raconté comment des universitaires l'avaient aidé à poursuivre ses études en dépit des lois raciales ; le grand rabbin Elio Toaff, quant à lui, évoque dans ses Mémoires un examinateur fasciste pur et dur, juriste, qui lui expliqua que les Juifs ne pouvaient comprendre le droit corporatif.

Ce que l'on sait, c'est que, suivant les lieux, la législation antisémite fut mise en œuvre avec plus ou moins de rigueur : à Trieste, les Juifs durent compter avec une administration intraitable et une population souvent hostile. A Turin comme à Vérone les exclusions professionnelles furent appliquées sans grande résistance. Dans plusieurs villes les commerçants apposèrent des inscriptions hostiles à l'entrée de leurs magasins : « Entrée interdite aux chiens et aux Juifs », « Pour des raisons d'hygiène, il est interdit de cracher et aux Juifs d'entrer »...

En s'engageant sur la voie de l'antisémitisme d'État, le pouvoir fasciste ne songeait pas à exterminer les Juifs d'Italie. Mais, avec la guerre et la cascade d'événements de l'été 1943 qui conduisirent, en septembre 1943, à l'occupation du centre-nord de l'Italie par les Allemands et à la formation de la république de Salò, il se fit le complice passif puis volontaire de leur élimination. Cette situation peut sembler d'autant plus paradoxale qu'avant la

MOT CLÉ

« Italiani brava gente »

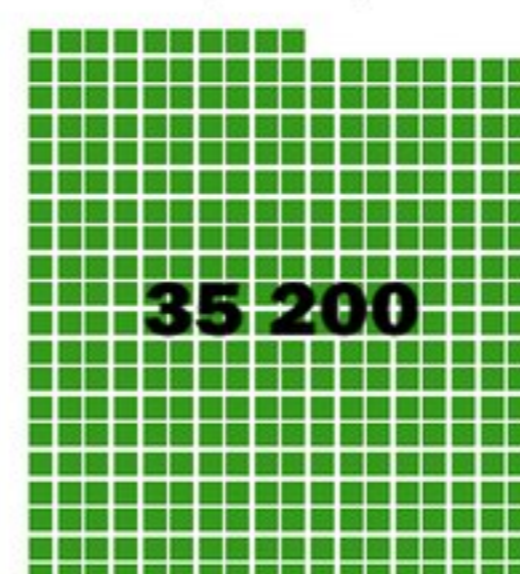
Le souvenir des quelques mois d'occupation italienne dans le sud-est de la France (juin 1940-septembre 1943), pendant lesquels l'Italie a refusé de livrer les Juifs de sa zone d'occupation à son allié nazi, a accrédité en France le « mythe du bon

Italien » face au « méchant Allemand ». Les recherches ont montré ces dernières années que les Juifs d'Italie n'ont pas été épargnés par les persécutions, et que la République sociale italienne a participé à leur arrestation.

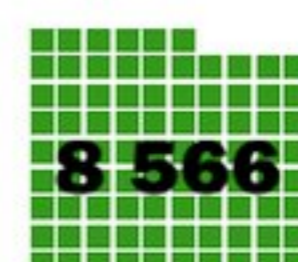
CHIFFRES

8 566 Juifs déportés

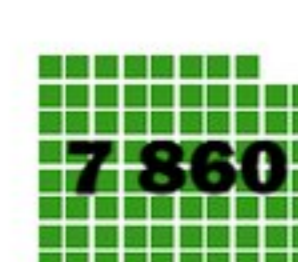
Population juive
(1943)



Population juive
déportée



Population juive
tuée ...



... dont
2 370
juifs
étrangers



chute de Mussolini, le 25 juillet 1943, les autorités militaires et diplomatiques italiennes, dans leur zone d'occupation, et notamment dans le sud-est de la France et en Croatie, avaient protégé les Juifs et tenté d'empêcher leur déportation. Dans les deux à quatre mois qui suivent le débarquement de Sicile du 10 juillet 1943, les Juifs étrangers détenus dans les camps d'Italie méridionale sont libérés. En revanche, les membres des communautés du centre et du nord de la péninsule sont désormais obligés de se cacher, quand ils n'ont pas déjà été arrêtés.

Grâce au fascisme qui avait recensé, répertorié, discriminé et désigné comme ennemis les Juifs à l'opinion publique, l'occupant nazi peut brûler les étapes. En octobre Theodor Dannecker est envoyé par Eichmann en Italie pour procéder aux premières vagues de déportation. Peu après, les Allemands créent un bureau permanent, à Vérone, chargé des « opérations antijuives ».

Dès le 16 septembre 1943 un premier convoi est acheminé vers Auschwitz. Deux mois plus tard une grande rafle décime la plus ancienne communauté juive d'Italie : 1 022 habitants du ghetto de Rome sont envoyés à Auschwitz et près de 90 % d'entre eux sont gazés dès l'arrivée. Le 28 octobre, l'ambassadeur allemand auprès du Saint-Siège écrit avec soulagement et satisfaction : « *Le pape, bien que sollicité de diverses parts, n'a pris aucune position publique contre la déportation des Juifs de Rome.* » Si cette opération a été organisée et exécutée par les seules forces allemandes, dès le mois de novembre suivant, le gouvernement de Salò s'engage dans la même voie.

Le 30 novembre le ministre de l'Intérieur ordonne l'arrestation et l'internement de tous les Juifs et la confiscation de tous leurs biens. Aucune distinction entre Juifs étrangers et italiens n'est plus, désormais, à l'ordre du jour, que les rafles soient organisées par les Allemands ou par la police italienne. Sur un total de 7 013 arrestations opérées en Italie, on sait que 1 898 ont été effectuées par des Italiens, 2 489 par des Allemands, tandis que 312 furent l'objet d'une collaboration.

Dans quelle mesure le Duce et les responsables fascistes connaissaient-ils le sort réservé aux Juifs à la fin du convoi ? En novembre 1942 Mussolini, s'exprimant sur la politique antijuive de l'Allemagne auprès de l'industriel Alberto Pirelli, fit ce commentaire cynique : « *Ils les font émigrer... vers l'autre monde.* » De nombreux documents et témoignages permettent d'établir que le chef du gouvernement n'était pas seul informé. A la fin de l'année 1942 les milieux dirigeants connaissaient, dans les grandes lignes, l'existence de la Solution finale.



Primo Lévi évoque le climat qui régnait au sein de la population en 1938

Depuis quelques mois que les lois raciales avaient été proclamées, j'étais peu à peu isolé. Mes compagnons chrétiens étaient des gens civilisés ; aucun d'eux ne m'aurait adressé un mot ou un geste d'hostilité mais je les sentais s'éloigner et selon un comportement ancestral moi aussi je m'éloignais ; chaque regard entre eux et moi était accompagné d'une lueur minuscule mais perceptible de méfiance et de soupçon.

Primo Levi, *Le Système périodique*, 1975, rééd. Albin Michel, 1987

En 1947 le colonel Max Adolphe Vitale, président du Comité de recherches sur les déportés juifs italiens, dans un rapport destiné à informer les Français de la situation des Juifs italiens pendant le fascisme et la guerre, concluait en signifiant que rien ne serait jamais plus comme avant : « *La vie a repris pour les Juifs en Italie ; vie difficile comme partout dans le monde. Presque tous les Juifs italiens pleurent quelqu'un qui ne reviendra plus... Si on demande si quelque chose a changé entre les Juifs et les non-Juifs en Italie, on peut répondre : avant 1938, nous autres Juifs nous étions des Italiens, maintenant nous sommes des Juifs italiens !* » ■



Le pape Pie XI, au moment des accords du Latran, en 1929.



Pie XII, pape diplomatique, lui succède en 1939.

Le grand silence de la papauté

Parce qu'il s'agit de pouvoirs qui se veulent absolus, le régime et le Vatican furent autant concurrents qu'alliés. Mais pas au point de mettre Mussolini en danger.

Comme la monarchie, l'Église fut accusée après guerre de n'avoir rien fait pour mettre fin à la dérive fasciste.

Les relations entre Mussolini et la papauté furent en réalité ambivalentes. Le premier fascisme est anticlérical, le programme de 1919 prévoyant même la confiscation des biens du clergé. De son côté, l'Église est en conflit avec l'État italien depuis la « question romaine » : lors de l'unification, achevée en 1870, les États pontificaux ont été démantelés et Rome est devenue capitale de l'Italie. Mais dès 1921 Mussolini comprend qu'il est

impossible de gouverner ce pays, très majoritairement catholique, en s'opposant aux élites conservatrices et à l'Église. Intervient alors ce qu'on appelle le « tournant conservateur ». Le rapprochement entre les deux pouvoirs s'opère à partir de leurs « ennemis communs », sur une base antidémocratique, autoritaire et anticomuniste. La campagne contre les francs-maçons menée dès 1923 séduit le pape Pie XI, tout comme la réforme de l'Éducation, qui introduit l'enseignement religieux dans les écoles et remet le crucifix dans les salles de classe. Mais ce rapprochement constitue pour Mussolini un grand jeu

d'équilibriste : il doit composer à la fois avec le Vatican et, au sein de son mouvement, avec les révolutionnaires de la première heure, qui n'apprécient pas cette voie conservatrice.

Finalement, le 11 février 1929, les accords du Latran mettent fin à une rupture de presque soixante ans. Le Saint-Siège reconnaît la monarchie italienne, accepte que Rome soit capitale de l'Italie, encaisse les sommes que l'Italie lui versait en compensation de la perte de la ville. L'Italie reconnaît quant à elle la souveraineté de la Cité du Vatican. Un concordat est signé établissant le catholicisme comme « seule

religion de l'État ». Mais la lune de miel est brève.

Le monde catholique est loin d'être un bloc. Le Parti populaire italien – parti catholique créé en 1919 – est très composite : on y trouve un courant démocratique et un courant conservateur. Si des critiques émanent, dans une faible mesure, d'une aile catholique démocratique, c'est surtout de la frange ultra conservatrice de l'Église que viendra l'opposition la plus marquée au régime. Pour ces ultra conservateurs, arc-boutés sur les privilèges temporels et les valeurs de l'Église catholique et romaine, le régime empiète sur ses prérogatives. Dès le 13 mai 1929, Mussolini a de son côté précisé que l'État fasciste englobait l'Église.

Compétition au sommet

Politiquement, les accords du Latran renforcent le consensus autour du régime. Mais, aux côtés des plus intransigeants, l'Action catholique reste une épine dans le pied du projet totalitaire fasciste. En effet, cette nébuleuse de mouvements catholiques à destination de la société laïque, largement promue par Pie XI, est au fond la seule organisation libre qui ait survécu à la mise en place de la dictature. Et dès 1931 les tensions se multiplient. Le Duce envisage sa suppression. Pie XI riposte avec l'encyclique *Non abbiamo bisogno*, qui condamne la « *statolâtrie païenne* » des fascistes et affirme que le régime phagocyte les droits de la famille et de l'Église.

On le voit, l'affrontement n'est pas entre une vision progressiste et une vision réactionnaire, mais

entre deux systèmes qui prétendent tous les deux prendre en charge l'individu, de la naissance à la mort. Reste que les catholiques, dans leur ensemble, sont séduits par cet apaisement des relations Église/État. L'Église doit donc, en apparence, rester fidèle aux Accords. Tout comme le fascisme doit conserver l'appui des catholiques. La compétition au sommet de l'État n'empêche pas la conciliation dans le pays. Puis la guerre d'Éthiopie en 1935-1936 marque une étape. Le pape n'est pas favorable à un conflit contre un pays chrétien, mais il est isolé et contraint au silence. Sa position devient de plus en plus inconfortable avec les lois raciales de 1938. Lors d'audiences au Vatican il condamne « *le racisme et le nationalisme exagéré* ». On sait que, devant des pèlerins belges, il a déclaré : « *Nous sommes tous spirituellement sémites* », formule reprise dans la presse étrangère mais censurée en Italie. Le 16 août 1938 un accord secret est passé entre le régime et le Vatican : contre le maintien de l'Action catholique, l'Église s'engage à ne pas protester publiquement contre ces lois antisémites. Toutefois, le différend persistera autour de l'interdiction des mariages mixtes prévue par les lois raciales en violation des dispositions du concordat de 1929.

Pie XI, vieillissant, prend de plus en plus conscience du danger mortifère des idéologies fasciste et nazie. En juin 1938 il envisage une encyclique condamnant l'antisémitisme racial. Il en confie la rédaction à un jésuite américain.

Le brouillon est transmis au supérieur de l'ordre, Ledóchowski, un Polonais antisémite et pro-fasciste qui enterre le document. Le pape avait également prévu de prononcer, le 11 février 1939, un discours plus dur encore contre le régime mais il meurt la veille. Son successeur Pie XII connaît parfaitement la situation.

En 1937, il avait été un des rédacteurs de l'encyclique *Mit brennender Sorge* contre le nazisme. Mais il est avant tout un pape « diplomatique », plus conciliant envers le nationalisme, le fascisme ou le nazisme, qu'il perçoit comme des remparts contre le communisme. Grâce à l'ouverture des archives du pontificat de Pie XII depuis le 2 mars 2020, on connaît en détail l'action diplomatique du Vatican en 1939-1940 : il a mené une action intense pour éviter la guerre, sans succès, puis il a recherché la neutralité durant le conflit afin de secourir les catholiques partout dans le monde. On peut aussi espérer y découvrir des informations sur l'exfiltration des criminels de guerre par des réseaux catholiques, avec, pour l'Église, cet argument de neutralité selon lequel ils étaient, eux aussi, des réfugiés de guerre comme les autres. L'ambiguïté de cette attitude se retrouvera lors du référendum de 1946 pour lequel aucune consigne de vote ne fut donnée entre monarchie et république ; ou encore l'absence de condamnation de la Shoah par Pie XII. Du côté des fidèles, la position envers le régime a épousé celle de l'ensemble des Italiens : ils s'en détachent après les défaites militaires et la destitution de Mussolini, le 25 juillet 1943.

Nina Valbousquet

École française de Rome

(propos recueillis par Catherine Brice)

Pie XI, vieillissant, prend de plus en plus conscience du danger mortifère des idéologies fasciste et nazie



Des civils éthiopiens pendus le 7 avril 1936. La conquête de l'Éthiopie fut la première guerre menée par les fascistes. Elle se prolongea par des campagnes de terreur envers les « rebelles » qui firent des dizaines de milliers de morts.

Une colonisation tout aussi dure qu'une autre

Commencée avant le fascisme mais radicalisée par Mussolini, la colonisation italienne fut loin d'être douce. Massacres, camps de concentration et utilisation de gaz chimiques sont autant d'atrocités qu'eurent à subir la Libye et l'Éthiopie.

L'unification italienne (1860-1861) était à peine achevée que les impérialistes firent campagne pour que l'Italie acquière de nouveaux territoires en Afrique. Dans cette concurrence tardive avec la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, la première colonie obtenue par les Italiens fut l'Érythrée en 1890 (surnommée « fille aînée », *la primogenita*). Dans les années 1890 une partie de la Somalie fut conquise mais il fallut attendre les années 1920 pour que soit établie une *Somalia italiana*. L'année 1911 marqua la première tentative italienne pour s'emparer de territoires en

Afrique du Nord : deux provinces de la future Libye (la Tripolitaine à l'ouest et la Cyrénaïque à l'est) furent alors accaparées au détriment d'un Empire ottoman affaibli. Puis, en 1912, l'Italie prit pied sur les îles du Dodécanèse en mer Égée, elles aussi sous domination ottomane.

Durant la conquête de la Libye, en novembre 1911, l'Italie fit preuve d'une violence inédite, préfigurant celle de la Grande Guerre : lors du premier bombardement aérien du monde, des grenades furent jetées à la main sur Tripoli. Les célébrations de cette innovation militaire italienne ne se firent pas attendre, les actes de rébellion de la part des Libyens

COLLECTION CASAGRANDE/ADOC-PHOTOS - NANCY WARNER



Mia Fuller
Anthropologue et
professeure d'études
italiennes à Berkeley
(Californie)

Elle fait des recherches sur l'histoire de l'architecture et sur les colonies italiennes entre 1869 et 1943. Elle a publié, avec Ruth Ben-Ghiat,

Italian Colonialism (Palgrave Macmillan, 2005) et Moderns Abroad. Architecture, Cities and Italian Imperialism (Routledge, 2007).



non plus. De nombreux prisonniers furent déportés dans des camps italiens en Afrique. Reste que, jusqu'en 1919, le gouvernement italien accordait un large degré d'autonomie à la Tripolitaine. Avec l'arrivée au pouvoir des fascistes, le régime colonial se fit beaucoup plus destructeur.

Marches de la mort en Libye

Le gouvernement italien voulait déplacer des milliers de colons italiens vers sa « quatrième rive » (*quarta sponda*) en Afrique du Nord – ils furent près de 120 000 en Libye en 1939 et 165 000 en Afrique orientale italienne qui regroupa, à partir de 1936, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie. Il fallait pour cela se débarrasser des bédouins cyrénaïques qui élevaient leurs troupeaux sur les terres fertiles du djabal Akhdar (« la montagne Verte »), ainsi que du pouvoir local de la confrérie des Senoussi, autorités religieuse, politique et économique de la région.

Rodolfo Graziani, héros de la Première Guerre mondiale, fut le plus éminent et le plus cruel auteur des atrocités coloniales italiennes. En 1928 il avait déjà orchestré la dévastation de l'intérieur des terres de la Libye – ce qui lui valut le surnom de « boucher du Fezzan ». C'est lui, sous les ordres de Pietro Badoglio (futur président du Conseil), qui dirigea en 1930 le transfert des populations de la Cyrénaïque vers la côte, près des garnisons militaires italiennes : ces marches forcées firent des milliers de morts.

Il interna dans des camps des civils qui mouraient de maladies, et organisa des exécutions pour l'exemple qui marquèrent l'ensemble de ses actions militaires. Les estimations du nombre de morts varient entre 100 000 et 1 million. Devant ces exactions, les historiens n'ont pas hésité à parler de « génocide ».

Les Italiens en métropole n'étaient pas informés de l'étendue des horreurs perpétrées. Ils étaient au contraire nourris par la propagande fasciste qui vantait la « pacification » de la Cyrénaïque où se construisaient des villages destinés à accueillir des fermiers italiens. Mais ils ont eu connaissance de la capture et de l'exécution d'Omar al-Mokhtar en septembre 1931, le fameux « lion du désert » qui, à 73 ans, avait pris la tête d'une guérilla contre les envahisseurs. Cette victoire italienne brisa la résistance et permit de consolider le pouvoir colonial sur la région qui fut nommée

« Libye »¹ par les Italiens en 1934.

C'est en 1935, avec l'assaut de 11 000 soldats italiens depuis l'Érythrée et la Somalie contre l'Éthiopie, que le bellicisme du fascisme fut dévoilé.

NOTE

1. C'est ainsi que les Grecs désignaient cette région d'Afrique dans l'Antiquité.



La déclaration de guerre à l'Éthiopie fut diffusée à la radio le 2 octobre 1935

Ce n'est pas seulement une armée qui marche vers ses objectifs, ce sont 44 millions d'Italiens qui marchent avec cette armée, tous unis, puisque l'on essaie de commettre contre eux la plus noire des injustices : celle de nous enlever un peu de place au soleil. [...] Ô Éthiopie ! Nous patientons depuis quarante ans, maintenant ça suffit ! [...] Fais en sorte que ton cri, fais en sorte que le cri de ta décision ferme et irréductible remplisse le ciel et arrive à nos soldats en Afrique orientale et qu'il soit de réconfort à ceux qui vont combattre et qu'il incite les amis et mette en garde les ennemis. C'est la parole de l'Italie qui va au-delà des monts et des mers, dans le monde entier.

Discours radiodiffusé de Mussolini le 2 octobre 1935

L'Empire abyssinien était alors une entité souveraine et membre de la Société des nations. Pour le régime, cette campagne militaire devait permettre de se fournir en matières premières mais surtout de mettre la main sur une nation majoritairement chrétienne qui n'avait jamais été sous l'emprise d'un pays européen. Par ailleurs, il s'agissait d'un empire, ce qui permettait à l'Italie de se déclarer elle-même empire après l'occupation de la capitale Addis-Abeba en mai 1936.

Le ton belliqueux de l'agression italienne découlait aussi d'un sentiment de revanche : en mars 1896 les forces éthiopiennes avaient vaincu l'armée italienne à Adoua, mettant un terme humiliant à la première tentative de l'Italie de conquérir des hauts plateaux d'Afrique orientale. Adoua fut d'ailleurs particulièrement visée par les bombardements fascistes.

Guerre chimique en Éthiopie

Ayant déjà violé le protocole de Genève de 1925 interdisant l'utilisation de gaz lors de la guerre en Libye, l'Italie accumula et dissémina un immense arsenal d'arsine, de phosgène et d'ypérite (ou gaz moutarde), dévastant ainsi la population civile et empoisonnant le bétail et les nappes phréatiques. L'empereur Hailé Sélassié protesta à la Société des nations, qui imposa des sanctions économiques à l'Italie, sans aucun effet. La Croix-Rouge internationale, dont les camps étaient parfois la cible des forces aériennes italiennes, fut témoin de ces événements. On estime à 760 000 le nombre de per-

sonnes qui périrent, soit 15 % de la population du pays, dont de nombreux civils.

La violence extrême continua de se propager dans d'autres contextes. Suite à une tentative d'assassinat envers Graziani, devenu vice-roi d'Éthiopie, le 19 février 1937 à Addis-Abeba, les Italiens, durant trois jours, incendièrent, violèrent, massacrèrent et ravagèrent des quartiers entiers de la ville : 3 000 à 6 000 Éthiopiens furent tués par les soldats et par les colons. Les forces fascistes s'attaquèrent aux autorités religieuses de l'Église éthiopienne orthodoxe. Entre le 21 et le 29 mai 1937 des centaines de moines pris au piège dans le monastère de Debre Libanos furent massacrés par les soldats italiens.

Les excès de la guerre coloniale italienne ont longtemps été minimisés. Le gouvernement italien a participé à maintenir sa population dans l'ignorance en cachant des archives et en interdisant la distribution de films (notamment *Le Lion du Désert*, de Moustapha Akkad en 1981 sur la guérilla d'Al-Mokhtar en Libye). Il fallut attendre 1996 – après trois décennies de recherches dans les archives par les historiens Angelo Del Boca et Giorgio Rochat qui montrèrent l'utilisation de gaz chimiques en Éthiopie ainsi que l'approbation de Mussolini pour ces actions, pour que le gouvernement italien commence à admettre ce qu'il s'était réellement passé.

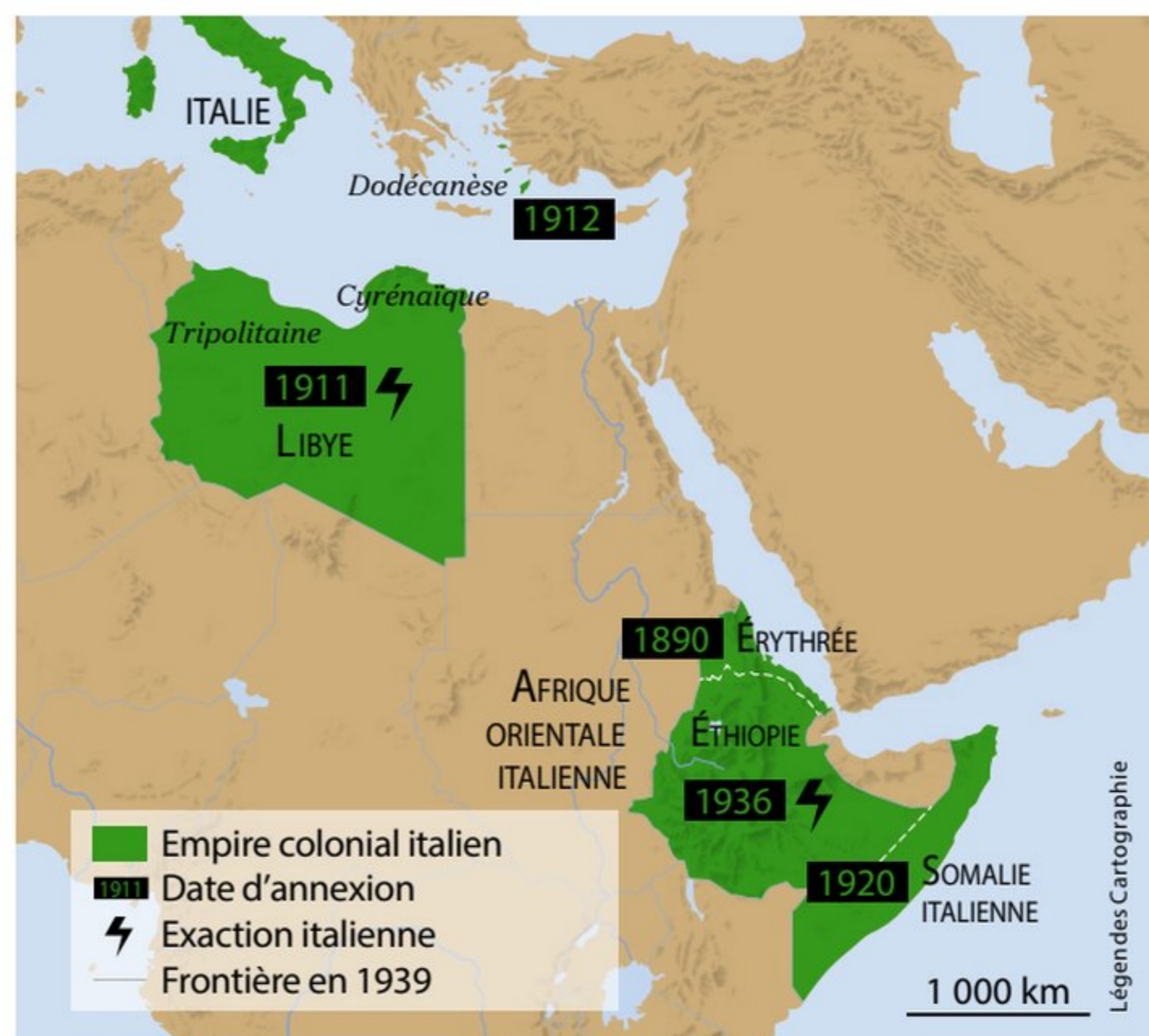
A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les nations victorieuses auraient pu lever le voile sur les atrocités italiennes mais elles ne l'ont pas fait.

À SAVOIR

Le rêve de la « Grande Italie »

Le mythe de la romanité et du règne de l'Italie sur le monde est au cœur de la politique fasciste, d'autant qu'à l'arrivée au pouvoir de Mussolini, en 1922, l'empire italien est modeste. Le régime chercha d'abord à consolider sa domination sur les régions conquises en 1911 aux dépens de l'Empire ottoman : la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Entre 1928 et 1931 la « pacification » de ces territoires permit à 120 000 colons italiens

de s'installer dans la région nommée, à partir de 1934, « Libye ». Mais pour Rome, c'est surtout la conquête de l'Éthiopie et la création de l'Afrique orientale italienne (1936) qui sonnent comme l'aboutissement d'un projet colonial dans la corne de l'Afrique. En s'attaquant à un pays membre de la Société des nations, il s'agit aussi de se venger de l'humiliante défaite d'Adoua en 1896.



L'Italie, qui fut profondément déchirée entre 1943 et 1945 par les forces alliées et les nazis mais aussi par les affrontements entre Italiens, s'est reconstruite grâce aux (et sous le contrôle des) financements et institutions américains qui laissèrent en poste un bon nombre de fascistes. En 1955 Graziani mourut d'un ulcère dans son lit d'hôpital à Rome après avoir été une des figures de proue du parti néofasciste Movimento Sociale Italiano. Pour toutes ces raisons, la grandiloquence du passé colonial ainsi que la perte des colonies (militairement en 1941 et 1943, puis officiellement à la fin des années 1940) ont vite été « oubliées ».

Un laboratoire de la violence

Pour les historiens, en revanche, la question coloniale italienne est déterminante. On peut en effet voir l'assaut de l'Italie contre l'Éthiopie en 1935 comme une déstabilisation préliminaire et une étape décisive dans l'escalade des agressions militaires. Elle accéléra aussi le rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne, deux nations marginalisées sur la scène internationale.

Pour l'Italie, la violence coloniale fut également un laboratoire. Les tactiques coloniales de l'Italie, telles que l'emprisonnement de civils dans des camps où ils mouraient de faim et de maladies, ont été réutilisées lors de la guerre en Méditerranée, notamment dans le camp de Rab/Arbe (aujourd'hui en Croatie). Une partie de la Seconde Guerre mondiale se déroula aussi en Libye coloniale, où les camps dans lesquels les civils bédouins avaient été enfermés par le passé servirent désormais à la détention de prisonniers de guerre ou de Juifs avant leur déportation par les alliés allemands de l'Italie.

Les historiens aujourd'hui montrent comment la colonie constitua un terrain d'expérimentation de la discrimination raciale. C'est en 1937 que furent votées les lois italiennes visant la toute nouvelle *Africa Orientale Italiana* (Érythrée, Somalie et Éthiopie) et décrétant la ségrégation entre les colonisateurs blancs et les sujets africains. Elles interdisaient notamment les rapports « de nature conjugale » entre citoyens italiens et sujets de l'empire, en fait entre hommes blancs et femmes noires. Le délit de « madamisme » (concubinage entre Italiens et Éthiopiennes) était passible d'un à cinq ans de prison.

Dès l'année suivante furent promulguées les lois raciales et antisémites. Le système légal d'assujettissement fondé sur la race imaginé par l'Italie pour ses colonies avait constitué la première étape de cette radicalisation. ■

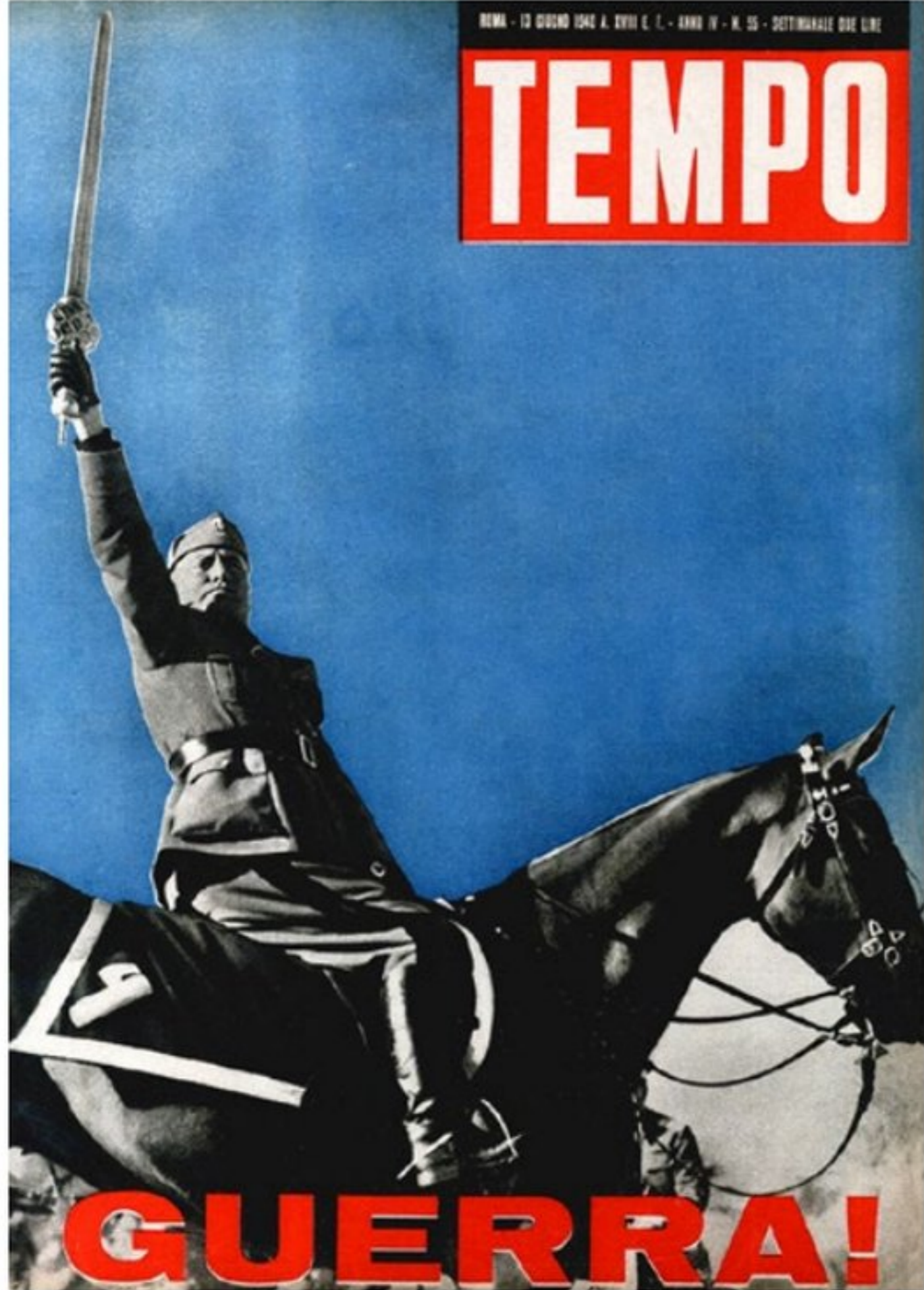
(Article traduit par Daphné Budasz)

Mussolini, protecteur de l'islam ?

Lors d'une cérémonie à Tripoli, en 1937, Mussolini reçut l'épée de l'islam. Ce geste de propagande devait faire de lui le protecteur des musulmans.

L'épée démesurée, forgée en Italie, que Mussolini brandit le 18 mars 1937 à Tripoli, en Libye, doit exprimer par une image forte sa nouvelle politique envers l'islam. Il s'agit de légitimer la constitution d'un empire fasciste méditerranéen qui ne peut passer que par le soutien des populations locales contre les puissances coloniales dominantes que sont le Royaume-Uni et la France. L'Italie, engagée dans la colonisation de l'Éthiopie depuis 1935, entend désormais étendre sa domination directe et indirecte de la Tunisie au Levant. Dès 1926 elle a scellé un traité d'amitié avec le Yémen de l'imam Yahya en vue d'affaiblir la position britannique.

Elle compte aussi sur le soutien des mouvements nationalistes arabes, auxquels elle promet une aide financière dans l'espoir d'en faire les instruments de son affirmation. Après la terrible répression en Libye contre la résistance des Senoussi (1928-1931), l'Italie a en effet amorcé un virage dans sa politique musulmane. Celle-ci passe



Des photographies de propagande ont été prises à Tripoli avec Mussolini brandissant l'épée de l'islam. Sur la photo présentée ci-dessus à droite un Libyen tient le cheval du Duce. Sur la couverture du magazine Tempo (ci-dessus à gauche), le dictateur apparaît seul. Cette épée a été perdue après la Seconde Guerre mondiale.

notamment par le développement d'une organisation de jeunesse fasciste destinée aux musulmans (la « Gioventù araba del Littorio ») et l'encadrement des ulémas en Libye en 1934, puis par l'inauguration d'un Institut supérieur islamique à Tripoli en 1935, le but premier étant de fournir des troupes coloniales dévouées au régime. Cette politique porte la marque du gouverneur de Libye, Italo Balbo, non sans entrer en contradiction avec les lois raciales italiennes à partir de 1938. En octobre 1938, un mois après leur proclamation, Balbo déclare ainsi qu'à l'avenir, « nous n'aurons pas en Libye des

dominateurs et des dominés, mais des Italiens catholiques et des Italiens musulmans, unis dans le destin enviable d'être les éléments constitutifs d'un vaste et puissant organisme, l'empire fasciste ».

En prétendant porter « l'épée de l'islam » et en se déclarant « protecteur de l'islam », Mussolini s'inscrit aussi dans le vide politique laissé par la fin du califat votée par la Turquie en mars 1924. Depuis, la revendication d'une autorité spirituelle et temporelle sur l'Islam a été portée sans succès par le chérif Hussein de La Mecque, par l'Arabie saoudite ou par le roi Farouk d'Égypte. L'épée ou le sabre symbolisent

en effet, depuis la question de la succession du prophète Muhammad, l'exercice de l'autorité en islam. On la retrouve sur le drapeau d'Arabie saoudite dès sa création en 1932 comme dans les organisations paramilitaires syriennes ou égyptiennes qui s'affirment durant cette période.

L'épée de l'islam dépasse donc le cadre de la colonisation fasciste italienne, jusqu'à être reprise par Kadhafi en 1972 dans le prénom de son fils aîné, Seif al-Islam (« le glaive de l'Islam »). Mussolini était-il conscient de ces enjeux ? Ce qui est sûr, c'est que son geste illustre les ambiguïtés internationales d'une Italie fasciste intrinsèquement liée, depuis la « réconciliation » de 1929, à l'Église catholique. ■

François Dumasy

Maître de conférences à Sciences Po Aix

Dès 1926, l'Italie a scellé un traité avec le Yémen en vue d'affaiblir la position britannique



Front gréco-albanais, janvier 1941. L'assaut des soldats italiens contre la Grèce échoua et l'armée italienne perdit 180 000 hommes. Hitler dut alors intervenir pour sauver son allié.

1940-1945

Au service de l'Allemagne,

la guerre piteuse

Mussolini portait de hautes ambitions. Mais la Seconde Guerre mondiale fut un échec total. Mal préparée et entraînant d'humiliantes déroutes, elle allait désolidariser le peuple italien du régime.

Au risque de parodier Jean Jaurès, l'on peut sans crainte affirmer que « *le fascisme italien portait en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Car Mussolini caressait de hautes ambitions. Il rêvait de renouer avec les fastes de l'Empire romain en se lançant dans une entreprise de conquêtes. Ajoutons que la guerre ne l'effrayait pas. Dans une logique darwiniste, il estimait que les orages d'acier permettraient de retremper l'énergie virile de son peuple. Bref, la guerre se

plaça d'emblée dans les horizons d'attente du régime. Ces rêves prométhéens, pourtant, butaient sur le rude écueil du réel : l'Italie restait une puissance moyenne, tant sur le plan économique que sur le plan militaire. A la différence de Hitler, Mussolini ne pouvait s'assigner des objectifs précis et encore moins s'y tenir. Sa politique dut donc s'adapter aux configurations géopolitiques, ce qui l'amena à suivre un cours contingent, sinon opportuniste.

Aussi, Rome, jusqu'en 1935, privilégia Londres et Paris à Berlin, dont les ambitions sur l'Autriche

ROGER-VIOLLET - HANNAH ASSOULINE/OPALE/BRIDGEMAN IMAGES



Olivier Wieviorka
Professeur à l'École normale supérieure de Paris-Saclay, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale

Membre du comité scientifique de L'Histoire, il a notamment publié Une histoire de la Résistance en Europe occidentale

(Perrin, 2017) et dirigé avec Jean Lopez Les Grandes Erreurs de la Seconde Guerre mondiale (Perrin, 2020).



ranimaient les souvenirs honnis de l'Autriche-Hongrie. En 1935, la guerre d'Éthiopie provoqua un revirement. Ulcéré par les sanctions – pourtant modestes – imposées par la Société des nations dont l'Éthiopie était membre, le Duce se rapprocha du Führer. Un rapprochement tout symbolique. Certes, les deux puissances combattirent côte à côte durant la guerre d'Espagne (1936-1939) ; de même, un axe Rome-Berlin se dessina, en octobre 1936, avant de déboucher, le 22 mai 1939, sur le pacte d'Acier. Mais cette alliance militaire ne comprenait aucune clause contraignante. Quand Hitler demanda, le 24 août 1939, le soutien de son complice, le Duce rétorqua qu'il était prêt, à condition de recevoir un matériel considérable – de quoi au total remplir 17 000 trains. Hitler fit mine de ne pas prendre ombrage de cette dérobade mais n'en pensa pas moins : « *Les Italiens se conduisent exactement comme en 1914* », lâcha-t-il devant son interprète personnel, Paul-Otto Schmidt.

Dans la steppe russe

Si, en 1939, Mussolini avait renâclé à s'engager dans le conflit, les succès de la Wehrmacht le firent changer d'avis. Profitant de la situation désespérée de la France, il déclara la guerre à Paris et à Londres le 10 juin 1940. Cette posture était avant tout démonstrative car il ne pouvait s'engager dans une guerre longue. Il entendait surtout peser sur les négociations. S'il avait raisonné en termes stratégiques, il aurait choisi de frapper le Royaume-Uni, en attaquant Malte par exemple, qui menaçait la domination italienne en Méditerranée. Il préféra participer à la curée pour arracher quelques lam-

beaux à la dépouille de sa sœur latine. Sur le papier, le rapport de forces servait l'Italie, qui déployait, sur le front alpin, 355 000 hommes et 2 000 avions contre 175 000 soldats pour la France. Les Français bénéficiaient cependant des défenses naturelles des montagnes, de puissantes fortifications, d'une artillerie dotée de 1 000 canons et d'un chef valeureux, le général René Olry. Le front resta immobile une longue semaine. Mais, le 17 juin, Pétain s'enquit des conditions que poserait Hitler pour conclure un armistice. Pour être sûr de s'asseoir à la table des vainqueurs, Mussolini ordonna brutalement de déclencher l'offensive pour le lendemain. L'assaut buta, en Savoie comme vers Menton et dans la vallée de l'Ubaye, sur une résistance opiniâtre. Les forces italiennes attaquèrent derechef le 23 juin, mais ne conquièrent que de modestes avant-postes alpins. Le 25 juin les canons se turent, sans que Mussolini ait obtenu la victoire escomptée.

Du moins avait-il soutenu le Führer. Cette loyauté ne se démentit pas. Le Duce s'empressa, après Pearl Harbor (7 décembre 1941), de déclarer la guerre à la puissante Amérique. Et il envoya un corps expéditionnaire combattre dans la steppe russe. En juillet 1942 l'*Armata italiana in Russia* mobilisait 227 000 hommes, 167 000 véhicules et 588 canons, qui eussent été infiniment plus utiles en Afrique du Nord, où les Italiens étaient à la peine.

Ainsi, Mussolini joua les alliés modèles, tant pour soutenir Hitler que pour grappiller quelques fruits des victoires allemandes. De fait, il obtiendra des zones d'occupation en Grèce, en Yougoslavie ainsi qu'en France (surtout après novembre 1942, dans le Sud-Est et en Corse). Mais la jalousie le taraudait.

A SAVOIR

Hitler, du disciple au maître

Dans les années 1920 Hitler est un grand admirateur de Mussolini, dont le buste ornait son bureau à Munich. Il n'a pas hésité à emprunter au fascisme italien le salut romain ou les étendards des « sections d'assaut ». Le rapport de force change en 1937, lors du voyage de Mussolini en Allemagne (photo ci-contre) : le spectacle d'un pays tout

entier mobilisé derrière le Führer et redevenu une grande puissance militaire allait exercer sur le Duce une influence considérable. Conquis, Mussolini prononce un discours qui dictera désormais sa conduite : « Quand le fascisme a un ami, il marche avec cet ami jusqu'au bout. » Les deux hommes se sont rencontrés dix-huit fois entre 1934 et 1944.



ALAMY/ABACA

Aussi entendait-il jouer ses propres cartes. Au vu de la puissance franco-britannique en Méditerranée, ses options restaient cependant limitées. La défaite de la France rebattit les cartes. Certes, Berlin refusait de menacer les relations prometteuses qui s'ébauchaient avec Vichy, ce qui interdisait toute opération en Tunisie. En revanche, l'Égypte offrait une proie d'autant plus tentante que le Royaume-Uni semblait, à l'été 1940, au bord du gouffre.

Au pays des pharaons

Le 7 septembre 1940 Mussolini ordonna donc aux troupes du maréchal Graziani d'avancer dans le pays des pharaons. Les généraux italiens n'étaient guère favorables à cette aventure ; le 13 septembre, pourtant, ils obtempérèrent, mais s'arrêtèrent prudemment à Sidi Barrani, modeste localité à quelque 90 kilomètres de la frontière libyenne. En Égypte, le général britannique Wavell ne disposait que de 36 000 hommes, une force modeste rapportée aux 250 000 Italiens qui cantonnaient en Libye. Il décida cependant de contre-attaquer et s'empara de Bardia, le 4 janvier 1941, puis de Tobrouk, le 23. Ces succès enhardirent les Britanniques. Au matin du 5 février 1941 ils relancèrent leur assaut et entrèrent, dès le lendemain, dans Benghazi. Les troupes du Duce laissaient 130 000 prisonniers de guerre et 400 chars sur le champ de bataille. Cette victoire à l'ouest se doublait d'une victoire à l'est. Le 19 janvier 1941 le général Platt frappa en Éthiopie, bientôt soutenu, du Kenya voisin, par le général Cunningham. L'empereur éthiopien Hailé Sélassié put remonter sur son trône et les Britanniques recouvrèrent le contrôle intégral de la mer Rouge.

En Libye, la route de Tripoli s'ouvrait aux Britanniques mais Churchill décida d'envoyer une partie des forces qui combattaient dans le désert au secours de la Grèce, soit un déficit de 60 000 hommes. Une belle occasion avait été perdue de liquider la présence italienne. Elle ne devait plus se représenter de sitôt, d'autant qu'un adversaire redoutable intervint brutalement sur ce théâtre d'opérations. En 1941 l'Allemagne envoya l'Afrikakorps pour secourir son allié. Son chef, Rommel, ne tarda pas à imposer sa loi et l'Italie perdit la main en Afrique du Nord.

Le Duce ne fut pas plus heureux en Grèce. Toujours soupçonneux, il s'inquiétait de la pression que l'Allemagne exerçait dans les Balkans, qui, jugeait-il, dépendait de sa zone d'influence. Sans perdre de temps, il avait envahi la Grèce le 28 octobre 1940 – les Italiens étaient déjà présents sur les îles du Dodécanèse depuis 1912 – sans alerter son allié, qui ne l'avait pas prévenu de l'envoi de



Mussolini confie sa déception à son gendre Ciano

Cette guerre n'est pas faite pour le peuple italien. Il n'a pas la maturité ni la consistance pour une épreuve aussi formidable et décisive. C'est une guerre pour les Allemands et les Japonais.”

Mussolini, le 7 mars 1942

Le divorce entre Mussolini et l'opinion s'aggrave au fur et à mesure du conflit

Ce que mes oreilles ont entendu à l'adresse du Duce est à ne pas croire. Un le maudissait, un autre l'appelait salaud, un autre estimait que ce grand malotru devait être exposé aux malheurs de la guerre, et qu'il arrêterait de faire l'homme du courage.”

Rapport d'un fonctionnaire milanais, le 18 février 1943

Le 13 mai 1943, les Italiens capitulent au cap Bon, laissant dans l'aventure 15 000 morts ou blessés ainsi que 120 000 prisonniers

troupes en Roumanie. Cette nouvelle ulcéra Hitler, qui « enragea contre la sottise d'une telle opération militaire sous les pluies d'automne et les neiges d'hiver dans les collines des Balkans »¹.

La suite des opérations conforta ce pronostic pessimiste. En 1939 la Grèce ne comptait que quatorze divisions d'infanterie et une division de cavalerie. Elle n'avait aucun blindé, peu d'artillerie lourde, et une aviation modeste. Mais Mussolini ordonna de démobiliser, pour les moissons, 800 000 des 1,8 million d'hommes que comptait son armée. Il n'engagea donc qu'une centaine de milliers de soldats, persuadé que l'affaire serait rondement menée. « Ces porcs de Grecs auront le traitement qu'ils ont mérité, écrit-il au gouverneur du Dodécanèse, Cesare De Vecchi, le 29 octobre 1940. Sans doute y aura-t-il une réaction de la flotte et de l'aviation anglaises. Eh bien, qu'ils viennent ! Nous sommes prêts à les recevoir. » Et d'exiger, le 28 octobre 1940, que la Grèce accepte que l'Italie occupe l'ensemble de ses sites stratégiques. Le dictateur Metaxás, dit la légende, répliqua par un « non » courageux qui entra aussitôt dans l'histoire.

La guerre subalterne

Entre le 28 octobre et le 3 novembre 1940 l'armée italienne lança une offensive que bloquèrent les Grecs qui, le 14 novembre, repoussèrent leurs assaillants de 50 à 70 kilomètres à l'intérieur de l'Albanie que l'Italie avait conquis en avril 1939. Faute de camions, de chars et de canons, les Hellènes ne purent cependant pousser l'avantage. L'assaut lancé le 9 mars 1941 par l'armée italienne échoua toutefois piteusement : elle avait perdu

180 000 hommes (morts, blessés ou disparus) contre 60 000 à 80 000 pour les Grecs – une humiliante déroute. Une fois encore, Hitler dut voler au secours de son allié, en attaquant la Grèce et la Yougoslavie.

A partir de 1941 l'Italie, passant d'une « guerre parallèle » à une « guerre subalterne », se borna à jouer les supplétifs de l'armée allemande. Ainsi, elle protégea après la défaite d'El-Alamein en Égypte le 23 octobre 1942 la retraite de Rommel, ce qui lui coûta cher. Prise en étau entre les forces anglo-américaines débarquées, le 8 novembre 1942, en Algérie et au Maroc, et la VIII^e armée de Montgomery qui, d'Égypte, pourchassait les forces germano-italiennes, l'armée italienne capitula au cap Bon le 13 mai

1943, laissant dans l'aventure 15 000 morts ou blessés ainsi que 80 000 à 120 000 prisonniers. Lorsque les troupes alliées débarquèrent en Sicile, le 10 juillet 1943, puis sur la péninsule en septembre, l'armée royale était hors jeu. La déposition de Mussolini, le 25 juillet 1943, puis l'armistice conclu le 3 septembre 1943 et annoncé le 8 précipitèrent le désastre. Alors que le roi et le gouvernement quittaient Rome pour Brindisi, les Allemands occupèrent une bonne partie de la péninsule jusqu'à Naples et les Alliés débarquent en Calabre.

Une partie des forces italiennes poursuivit la guerre au côté du Reich – sans doute 620 000 hommes, dont 273 000 volontaires, tandis que la majorité faisait sécession. Les uns s'évanouirent alors dans la nature ou rejoignirent la Résistance ; d'autres défièrent les Allemands, non sans risques : 6 000 hommes furent massacrés dans l'île grecque de Céphalonie en septembre 1943 ; 650 000 hommes furent internés par leurs anciens alliés. Une partie des effectifs, enfin, se battit aux côtés des Anglo-Américains, d'autant que le nouveau pouvoir avait déclaré la guerre à Berlin le 13 octobre 1943, sans être pour autant reconnu comme allié à part entière.

L'aventure militaire du Duce avait ainsi tourné au désastre. Une catastrophe militaire, tout d'abord, puisque l'Italie ne fut jamais capable de remporter une victoire. Au vrai, le glaive avait été d'emblée trop court. Si la Marine bénéficiait de

NOTES

1. Cf. I. Kershaw, *Hitler, T. II 1936-1945*, Flammarion, 2000, p. 499.

2. Cf. N. Revelli, *Mussolini's Death March. Eyewitness Accounts of Italian Soldiers on the Eastern Front*, Lawrence, University Press of Kansas, 2013, p. 114.

3. Cf. F. Dumasy, « Les populations civiles dans la guerre du désert », N. Labanca, D. Reynolds, O. Wieviorka (dir.), *La Guerre du désert*, Perrin, 2019, p. 237.

puissants cuirassés, ils étaient inadaptés à la guerre en Méditerranée – car trop gros et ruineux – et la *Regia Marina* ne disposait d'aucun porte-avions. De même, l'armée de terre manquait de blindés et de camions, et l'aviation, en 1939, déployait des appareils obsolètes. Le commandement était d'une rare incompétence, le régime ayant privilégié la loyauté sur l'expertise. Bref, le pays n'avait en aucun cas les moyens de se lancer dans une aventure guerrière.

La guerre fut ensuite une catastrophe morale. Certes, l'Italie fasciste ne se livra jamais aux mêmes crimes que l'Allemagne nazie et le spectacle des atrocités commises à l'Est révolta souvent les conscrits. « *Nos alliés sont plus barbares que civilisés* », rapporte Vittorio Bellini, un boulanger envoyé sur le front de l'Ouest². Mais les Italiens ne furent pas pour autant les *brava gente* que colporte la légende. En Yougoslavie comme en Corse, ils maintinrent l'ordre avec brutalité. Et, en Libye, les défaites subies les poussèrent à se venger des Arabes et des Juifs. Des soldats de la division Trento, aidés par des civils, multiplièrent les exactions. « *A peine les Anglais avaient-ils fui que nous avons commencé immédiatement à prendre notre revanche et les Arabes que nous rencontrions recevaient en cadeau une balle dans la tête ou une grenade dans l'estomac* », se réjouit un Italien de Barka³. De même, la défaite conduisit les Italiens à interner les Juifs de Cyrénaïque (Libye) dans des camps à l'été 1942 puis à appliquer, à partir du 9 octobre, les lois anti-sémites de 1938 qui, jusque lors, avaient été mollement suivies. Si le sort réservé aux Juifs en Afrique du Nord ne se compare en aucun cas au destin qui les guettait en Europe, il fut cependant terrible. Quelque 3 000 internés croupirent dans le camp de Giado en Libye ; 572 périrent du typhus. Ajoutons que les Italiens volèrent, affamèrent et battirent les prisonniers de guerre en Afrique du Nord, à commencer par les Français Libres et les troupes coloniales du Commonwealth.

La catastrophe fut enfin politique. La guerre n'avait jamais été populaire, hormis durant la conquête de l'Éthiopie (1935-1936). Mais elle fut d'autant plus honnie qu'elle se métamorphosa, à partir de 1943, en une affreuse guerre civile opposant les fascistes de Salò à la Résistance. Les épreuves subies sur les champs de bataille comme dans une péninsule ravagée par les combats et les bombardements aboutirent à désolidariser le peuple italien du régime fasciste. Un fossé dont les corps de Mussolini et de sa maîtresse Clara Petacci, exposés le 28 avril 1945 *piazzale Loreto*, à Milan, offrirent un sinistre mais éclatant symbole. ■

De désastre en désastre



Mussolini inspectant une unité d'artilleurs. Le retard industriel du pays a compliqué la mécanisation de l'armée.



25 juin 1940, fort de la Redoute-Ruinée. Les Italiens ne conquièrent que des avant-postes français dans les Alpes.



4 juin 1944. Les Alliés libèrent Rome et capturent des Allemands et des fascistes italiens.

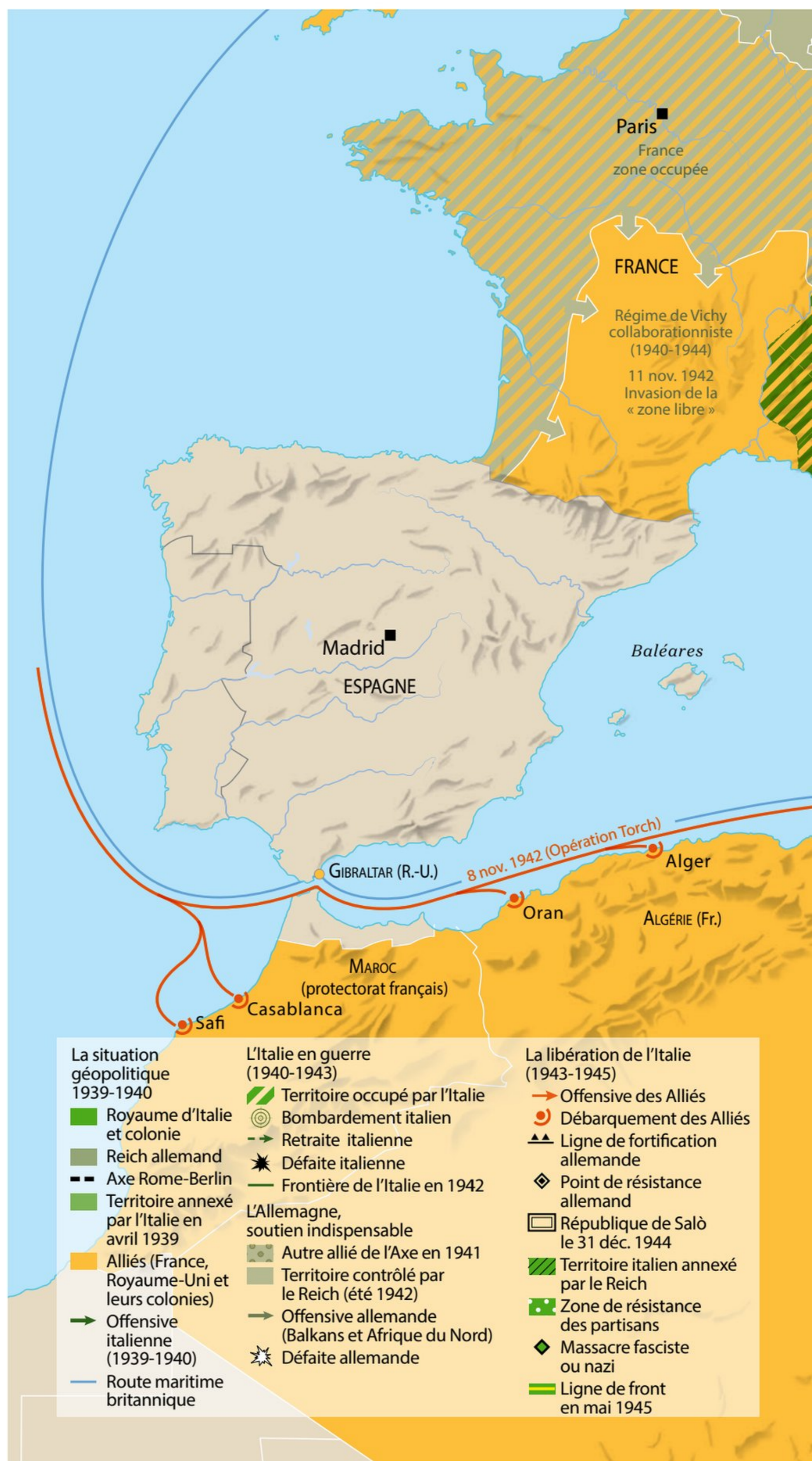
Tragédie en trois actes

Durant la Seconde Guerre mondiale les opérations militaires italiennes se soldèrent par des échecs à répétition.

1. Le premier acte se joua dans les Balkans. Depuis l'Albanie conquise en 1939, l'Armée royale frappa en Grèce (octobre 1940) où elle s'enlisa.

2. Le second acte se déroula en Afrique du Nord principalement, où l'Italie espérait obtenir des gains en Égypte. Le Reich, via l'Afrika Korps de Rommel, dut voler à son secours.

3. Le troisième acte eut lieu en Italie. Le débarquement des Alliés en Sicile, le 10 juillet 1943, fut suivi par une série d'opérations qui aboutirent à la lente conquête de la péninsule : Rome ne tomba que le 4 juin 1944, et l'on se battait toujours en avril 1945 ; ici encore, les Allemands, sous le commandement du maréchal Kesselring, tinrent le premier rôle. L'Italie avait eu les moyens d'allumer le feu sur deux théâtres d'opération ; elle n'avait pas les forces pour remporter la victoire. Son imprudence contribua à précipiter la chute de son allié. ■





Les 600 jours de Salò

Destitué en 1943, Mussolini est libéré par les Allemands. A Salò, il établit la « République sociale italienne », un gouvernement de fantoches entièrement dominé par l'occupant.

C'est depuis Munich que Mussolini annonce, le 18 septembre 1943, la résurrection du fascisme. La dette du Duce envers Hitler est considérable : il lui doit sa libération de la prison du Gran Sasso (Abruzzes) le 12 septembre, mais aussi la possibilité de recommencer à gouverner une partie du territoire italien, celle occupée par l'armée allemande depuis que les Italiens ont signé l'armistice le 3 septembre 1943, soit le centre et le nord de la péninsule. Le nouveau gouvernement installé à Salò, petite localité sur les rives du lac de Garde, cède d'emblée sur le terrain de la souveraineté : refus du Reich de rétablir Rome comme capitale ; administration directe par l'armée allemande de deux vastes zones d'Italie du Nord ; refus de libérer les 650 000 soldats italiens prisonniers.

La mort à l'horizon

Si le Duce a accepté de revenir aux commandes, il rentre en Italie avec un projet révolutionnaire. Dans son discours du 18 septembre 1943, il déclare vouloir instaurer un État national et social, inspiré du fascisme des origines. En lançant l'anathème contre la « ploutocratie parasitaire », il entend sanctionner les élites bourgeoises, soupçonnées de

l'avoir trahi au moment du coup d'État du 24 juillet 1943 qui signe sa chute.

Dans le nouveau régime la dimension répressive occupe une place essentielle. Ainsi, l'une des tâches du gouvernement va consister à organiser le procès des dix-neuf dignitaires fascistes qui ont déposé le Duce. Parmi les cinq qui sont fusillés le 11 janvier 1944 se trouve Ciano, gendre de Mussolini et ancien ministre des Affaires étrangères.

Plusieurs formations armées ont pour mission de traquer antifascistes et résistants :

1943

Création de la République sociale italienne de Salò.

1944

Procès de Vérone contre les « traîtres » qui ont voté la démission de Mussolini.

1945

Le 27 avril, Mussolini est arrêté.

Garde nationale républicaine ; Brigades noires, sorte de milice du Parti fasciste républicain (PFR) ; forces militaires dirigées par le maréchal Graziani. L'appel au sang versé va devenir un leitmotiv du nouveau régime. Par l'exaltation de la violence, le régime de Salò s'imprègne de la culture de guerre, au point que la mort borne l'horizon des fascistes républicains.

Les bases idéologiques du régime sont énoncées lors d'un congrès à Vérone, le 14 novembre 1943. Le travail est considéré comme le fondement du régime, qui reconnaît la propriété privée à condition qu'elle soit compatible avec les « intérêts » collectifs. La dimension raciale de l'idéologie fasciste est réaffirmée, les Juifs étant désignés comme des étrangers appartenant, pendant la guerre, à une « nationalité ennemie ».

Si l'accent est mis sur les réformes sociales, c'est pourtant sur ce terrain que les réalisations seront les plus modestes. En 1944 la nationalisation de quelques secteurs clés de l'économie est envisagée ainsi que l'expropriation des terres incultes. Toutefois, le gouvernement se heurte à l'hostilité des industriels, tandis que, du côté des ouvriers, il doit affronter des grèves en mars 1944. Surtout, il lui faut compter avec le refus des Allemands. Pour eux, il importe de conserver une

économie italienne au mieux de ses capacités productives. En 1944 la plupart des produits sont dirigés vers le Reich. Et devant la réticence des Italiens à travailler en Allemagne l'occupant procède à des déportations de masse.

Bloqué dans ses vellétés socialisantes, contraint d'assister au pillage de l'économie, le gouvernement va pourtant aller jusqu'au bout de l'alliance avec le Reich, s'engageant dans une politique de collaboration effrénée. La lutte contre la Résistance finit par occuper toutes ses énergies et celles de ses troupes, qui rassemblent environ 300 000 hommes à l'été 1944. Si les fascistes et les nazis ont le même ennemi, les méthodes et la pratique de la répression sont aussi de plus en plus semblables : exécutions sommaires de détenus politiques, représailles contre des civils. La persécution des Juifs représente un autre terrain d'entente entre l'occupant et les fascistes, d'autant plus qu'au sein du gouvernement les partisans d'un antisémitisme à outrance sont en position de force.

Le 6 mars 1945 Mussolini prononce un discours en forme d'oraison funèbre devant 400 officiers de la Garde nationale républicaine : « *Les gouvernements antifascistes pourront faire tout ce qu'ils voudront dans l'Italie occupée mais ce qui fait partie de l'histoire ne s'efface pas et nous avons laissé des traces trop profondes pour penser que ces antifascistes ressuscités pourront vaincre nos idées et qu'ils incarneront le futur de la patrie.* » En anticipant la défaite du régime et sa propre fin, Mussolini ne pouvait que se rendre à l'évidence : l'avancée des Alliés et l'impopularité extrême du gouvernement dont il était encore le chef le condamnaient. ■

Marie-Anne Matard-Bonucci

L'Histoire n° 235, septembre 1999

COMMENTAIRE D'IMAGE

Une fin misérable

Mussolini est arrêté à Dongo, près de Côme, le 27 avril 1945. Il est exécuté le lendemain et sa dépouille exhibée à Milan.



Le Duce et sa maîtresse Claretta Petacci furent exécutés le 28 avril 1945 avec seize hiérarques du parti. Les corps furent transportés le 29 avril à Milan et abandonnés piazzale Loreto, un lieu choisi en souvenir du massacre du 10 août 1944 par les miliciens. La foule rassemblée s'acharna sur les corps,

urinant sur les cadavres, les rouant de coups ou tirant au revolver dans la dépouille du Duce (ici à gauche). Des pompiers s'interposèrent, lavèrent les corps et en pendirent sept par les pieds à une station-service de la place. Là un chapelain de la Résistance attachait la jupe de Petacci (à la gauche de Mussolini) pour cacher sa nudité.

4.

Ce qu'il

EN RESTE :

les

héritiers

et les

nostalgiques

Cent ans après, le fascisme n'est toujours pas un « objet froid » en Italie. Si les questions du consensus ou de la guerre civile qui firent débat au cours des années 1970 semblent à présent apaisées, d'autres, comme celle de la responsabilité du roi, divisent encore les historiens. Le fascisme a laissé, et durablement, sa trace en Italie. Dans l'urbanisme, dans l'architecture, dans les arts, mais aussi dans les mentalités. De nouvelles formations politiques se revendiquent de sa lignée. Des milliers de nostalgiques défilent chaque année devant la sépulture du Duce à Predappio, en Émilie-Romagne. Mais de quel héritage parle-t-on ? Le mot « fasciste » a-t-il encore du sens aujourd'hui ? Utilisé pour dénoncer les régimes populistes ou d'extrême droite comme ceux de Donald Trump ou de Jair Bolsonaro, le terme s'est banalisé.





Pierre Milza
(1932-2018)
Spécialiste de l'Italie
et du fascisme,
il a été professeur à
Sciences Po Paris

*Il est notamment l'auteur
d'une biographie de
référence sur Mussolini
(Fayard, 1999) et, avec
Serge Berstein, de
Le Fascisme italien*

*(Points, 2018).
Cet article est un
extrait de « Questions
sur le fascisme »,
L'Histoire n° 235,
septembre 1999.*



Les Italiens ont-ils adhéré ? La question du consensus

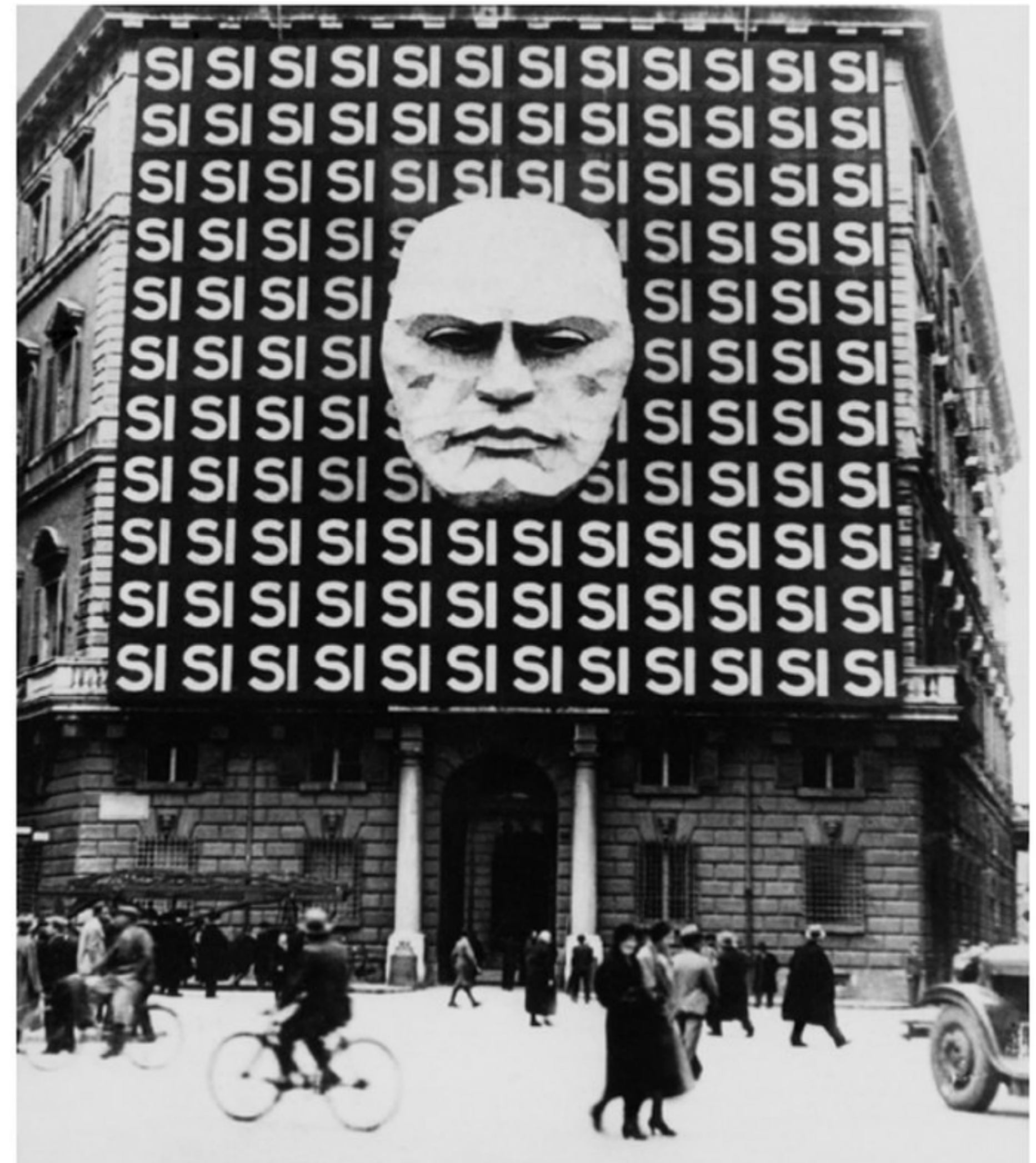
La propagande systématique du régime fasciste italien a largement contribué à faire adhérer la population à la politique du Duce. La répression n'explique pas, à elle seule, la longévité du fascisme.

Le problème de l'adhésion au fascisme des masses italiennes est de ceux qui ont soulevé le plus de controverses. Comment un régime qui avait eu recours à la terreur pour s'imposer pouvait-il, dix ans plus tard, avoir réuni autour de son chef un consensus à peu près général ? Plusieurs raisons expliquent ce ralliement de la grande majorité du corps social à la personne et à la politique de Mussolini, au moins jusqu'en 1936.

← **Milan, décembre 1944 : Mussolini au milieu d'une foule. Jusqu'au bout, la propagande fasciste a utilisé la photographie et les films d'actualité de la Luce pour accentuer l'impression de communion autour du chef.**



1925, la « bataille du blé ». Cette opération a permis d'augmenter les rendements de 50 %. Mussolini y prit symboliquement part (ici en 1934).



1934, le plébiscite ratifiant la composition de la Chambre. On ne compte que 15 000 « non » et 500 000 abstentions sur 10 millions de votants.

En premier lieu, le fait que, après une longue période de turbulences, le fascisme a apporté la paix civile aux Italiens. Certes, tous n'ont pas bénéficié de la même manière de ce retour au calme. Toutefois, si la bourgeoisie n'a eu qu'à se féliciter des choix économiques du régime et de la mise au pas du mouvement ouvrier, le pouvoir fasciste s'est appliqué à fournir des compensations aux autres catégories de la société : possibilité d'ascension sociale *via* les organisations du parti pour les représentants des classes moyennes ; législation sociale avancée (allocations familiales, sécurité sociale, etc.) et aménagement du « temps libre » pour les couches populaires ; exaltation des valeurs rurales pour le monde paysan ; et, pour tous, satisfaction de prestige liée au rayonnement du régime à l'extérieur (les raids aériens transatlantiques de Balbo dans la première moitié des années 1930, les deux victoires à la Coupe du monde de football en 1934 et 1938, une quatrième place aux Jeux olympiques de Berlin en 1936, manifestations d'admiration pour le Duce venant d'hommes politiques de tous pays et de tous bords : Churchill, Roosevelt, Gandhi, etc.) et aux succès de la politique étrangère. Sans oublier le point

essentiel qu'a constitué, pour les catholiques, la signature, en 1929, des accords du Latran, qui règlent les rapports entre le Saint-Siège et l'Italie et reconnaissent la souveraineté du pape sur l'État du Vatican, après une rupture diplomatique d'environ soixante ans.

Une prospérité économique ?

A partir de 1926 l'économie italienne se trouva engagée dans une phase dirigiste : il s'agissait, pour des raisons de prestige international, de faire de la lire une monnaie forte et, pour mener à bien cet objectif, Mussolini choisit la voie de l'autosuffisance. Tel fut le but assigné aux « grandes batailles » de la production, la première et la plus importante étant celle du blé, qui permit, en huit ans, d'augmenter les rendements de 50 % et de faire passer la production de 50 à 80 millions de quintaux. Mais, surtout, on procéda à la mise en culture massive de terres nouvelles pour une politique dite de « bonification intégrale », qui assainit plusieurs millions d'hectares dans la basse vallée du Pô, le long de la côte tyrrhénienne et au sud de Rome, avec l'assèchement des marais Pon-



14 mai 1939, Turin, place Vittorio Veneto. L'image d'une Italie guerrière, disciplinée et organisée, comme sur cette photographie prise lors d'un discours de Mussolini a participé au rayonnement du régime à l'étranger et à la popularité du Duce.

tins. Cette emprise de l'État sur l'économie se trouva encore accentuée par les effets de la crise mondiale de 1929. Le gouvernement fasciste entreprit dès lors d'une part de financer un programme de grands travaux destinés à endiguer le chômage, d'autre part de procéder au sauvetage des entreprises en difficulté. Du libéralisme affiché des premières années du régime on est ainsi passé, en fin de période, à une sorte de capitalisme d'État associant les représentants des pouvoirs publics et ceux du monde des affaires. Que ce système bicéphale ait permis à l'Italie de sauver l'essentiel de son outil économique, mais également de moderniser et de préparer le futur « miracle » des années 1950, cela ne fait guère de doute. L'échec économique réside plutôt dans le choix de l'enfermement autarcique, poussé à l'extrême à partir de 1936, et dont le principal effet fut de renforcer les tendances belligènes du fascisme, la préparation à la guerre étant censée légitimer les sacrifices imposés au peuple.

La propagande, organisée de manière systématique et rompue à toutes les techniques du matraquage médiatique (radio, cinéma, etc.), a également fortement concouru à ce plébiscite permanent que

fut le rapport de Mussolini avec son peuple. Mais la mobilisation des esprits et des cœurs fut d'autant moins difficile à réaliser que le charisme du dictateur et son ascendant personnel sur les masses étaient grands.

Le mythe mussolinien n'est pas né avec le fascisme. Déjà, avant la Première Guerre mondiale, pour ses compagnons socialistes de Romagne, Mussolini est « le Duce » – « le Guide » –, l'incarnation d'un socialisme intransigeant porteur des espoirs du prolétariat. C'est cependant à partir de 1926, lorsque la dictature fasciste est solidement installée, que le mythe mussolinien prend toute sa consistance, de concert avec les services de propagande.

Mussolini est désigné à la fois comme penseur, homme d'État, législateur, écrivain, artiste, bâtisseur d'empire, et aussi travailleur de la terre, artisan habile à manier le fer et le feu, athlète excellent dans toutes les disciplines. C'est encore le représentant infailible de Dieu sur la Terre et, pourquoi pas, Dieu lui-même. L'un des principaux dirigeants de l'avant-garde fasciste, Asvero Gravelli, n'écrit-il pas, à la fin des années 1920 : « Dieu et l'Histoire s'appellent aujourd'hui Mussolini ? »

Comment ce message a-t-il pu être reçu par une population fortement attachée à sa foi catholique et encadrée par un clergé attentif à toute déviance spirituelle ? Pour la masse des Italiens, encore à cette date principalement rurale, le mythe de l'homme providentiel s'enracine dans une tradition ancienne, celle des meneurs populistes – petits nobles révoltés contre un baron tyrannique, brigands justiciers et autres « robins des bois » –, dont l'ultime figure a été Garibaldi, le père fondateur du royaume.

Il y eut des exceptions : les grandes métropoles industrielles et les campagnes « rouges » du nord et du centre-nord de la péninsule, où la politisation est forte au moment de la guerre, et qui ont particulièrement souffert de la terreur squadriste, résistèrent à la séduction fasciste. Mais, pour beaucoup de représentants des classes populaires non acquis aux idées socialistes, le tombeur des « bolcheviks » est apparu à la fois comme le héros qui a su épargner à l'Italie les affres de la guerre civile, le rempart contre une poussée révolutionnaire antinationale, et le guide issu du peuple, défenseur des « *petits contre les gros* » : trois antennes de la rhétorique populiste.

Une dévotion populaire

Jusqu'aux premiers revers de la guerre, on peut affirmer que le Duce a été l'objet d'une véritable idolâtrie de la part de beaucoup de ses compatriotes – même si tous les Italiens n'ont pas été des adeptes fanatisés de la religion nationale et de son grand prêtre –, comme en témoignent les innombrables signes de dévotion populaire qui remplissent les centaines de cartons d'archives de son secrétariat particulier.

On comprend dès lors la faible représentativité des opposants à la dictature – qu'il s'agisse des antifascistes en exil ou des quelques milliers de militants engagés dans une Résistance intérieure qui ne trouvera une audience importante qu'avec l'occupation allemande en 1943. Cette relative faiblesse est-elle le résultat du système terroriste imposé aux Italiens pendant plus de vingt ans ? La réponse allait de soi, dans les années 1970, pour la gauche marxiste et marxisante, dominante à cette date dans le paysage historiographique italien, incapable d'admettre qu'il pût y avoir consensus, au moins passif, des masses, à l'égard d'un régime « piloté par le capital ». Une position brutalement remise en cause par l'historien Renzo De Felice, qui fit scandale dans les années 1970, en établissant l'existence d'une



De nombreux Italiens ont envoyé des lettres d'admiration à Mussolini

C'est le père que nous attendions, le Messie qui vient visiter ses brebis, leur rendre la foi, et avec elle la parole qui fait les héroïsmes inespérés, les plus grands holocaustes. Duce ! Ce mot magique fait frémir le cœur comme si le traversait une étincelle électrique, nous, les pauvres, oublions comme par enchantement nos misères et courons sur les places Vous admirer, magnanime dans Votre sourire paternel qui brille parmi les éclairs d'aigle qui caractérisent Votre regard. [...] Moi, je Vous admire tout en restant dans l'ombre, telle la malheureuse qui, dans l'angle obscur du temple, vénère les saintes icônes rutilantes."

Lettre d'une veuve de Catane à Mussolini, 9 août 1937

adhésion à peu près unanime des Italiens au fascisme (cf. ci-dessous).

Soyons clair. Le régime fasciste n'a pas été tendre pour ses ennemis. Son histoire commence et s'achève par des épisodes d'une extrême violence, et la chape de plomb qui s'est abattue sur le pays à partir de 1926 est bien réelle. Au début des années 1930, lorsque se développe une agitation sporadique provoquée dans certaines villes par la hausse des prix et par la montée du chômage, on évalue à environ 20 000 par semaine les interventions policières – visites d'édifices publics et privés, perquisitions, saisies d'armes et de matériel destiné à la propagande antifasciste, etc. Du milieu de 1930 à la fin de 1934, période qui coïncide avec la phase aiguë de la Grande Dépression, la police politique (l'Ovra) a procédé à environ 6 000 arrestations (cf. p. 67).

Menace larvée

Toutes ces arrestations ne donnaient pas lieu à un procès devant le Tribunal spécial (chargé de juger les délits contre l'État fasciste, depuis la simple manifestation d'opposition individuelle jusqu'à la tentative d'assassinat du chef du gouvernement), moins encore à une condamnation, bien que, jusqu'au début des années 1930, le nombre des prévenus politiques frappés d'une peine de prison (d'une durée moyenne d'un peu plus de cinq ans) fût resté relativement élevé : 219 en 1927, 636 en 1928, 519 en 1931. Il tombera ensuite à quelques dizaines par an, avant d'atteindre un nouveau pic à la veille de la guerre, dû à un certain réveil de l'antifascisme, en liaison avec la guerre d'Espagne, plus qu'à une aggravation de la répression.

Les rares sentences qui furent prononcées, et exécutées, le furent à la suite d'une tentative ou d'un projet d'attentat contre Mussolini (Michele Schirru, Angelo Sbardellotto), ou encore d'une action terroriste (Domenico Bovone).

Cela étant, le maintien officiel de l'État de droit, qui est l'une des caractéristiques du régime fasciste, ne protège pas ses adversaires supposés contre d'éventuelles représailles exécutées par des membres du parti ou de la Milice, et généralement couvertes par le pouvoir. Jamais plus ces actions punitives n'atteindront l'étendue et la violence des premières années du fascisme. Il s'agit le plus souvent de passages à tabac ou d'ingurgitation forcée d'huile de ricin – une invention des fascistes pour humilier leurs adversaires – sur un individu isolé, ayant manifesté, par son comportement ou par ses propos, son hostilité envers le régime ou envers son chef. Témoignages divers et rapports de police révèlent néanmoins que ces règlements de comptes peuvent aboutir à des lynchages, donc à la mort d'hommes. De toute manière, ils suffisent à entretenir une menace larvée de recours à la violence généralisée.

Mussolini n'est pas le dernier à jouer tactiquement du souvenir de la terreur squadriste pour décourager d'éventuels opposants. En 1929, alors qu'il vient tout juste de s'installer au palazzo Venezia, il déclare regretter de ne pas avoir « *mis au poteau* » ses ennemis au lendemain de la marche sur Rome, mais ajoute qu'il est temps encore de reprendre en main un vieil instrument : « *C'est un outil, précise-t-il, qui vous était très sympathique, et peut-être avez-vous déjà compris de quoi je veux parler ?* » Et la foule de scander : « *Il manganello ! Il manganello !* » – le gourdin qu'utilisaient les fascistes pour frapper leurs adversaires. ■

A SAVOIR

Le scandale Renzo De Felice

En 1974 le grand historien du fascisme Renzo De Felice (ci-contre) faisait scandale en affirmant que, de la fin des années 1920 à la proclamation de l'empire, en 1936, le régime avait joui d'une très forte adhésion de la part des Italiens. C'est autour de cette idée de consensus,

rejetée par ceux qui se réclamaient de la tradition antifasciste et de la Résistance, que se focalisa l'opposition aux thèses de De Felice. On l'accusa d'avoir délivré une sorte de brevet de légitimité au fascisme. Pour que cessent les libelles incendiaires et les menaces adressées

à l'historien il fallut que l'un des chefs historiques de l'antifascisme, le communiste Giorgio Amendola, fils de Giovanni Amendola, assassiné par les squadristes en 1926, prenne la parole pour dire son accord avec la thèse de l'adhésion, au moins passive, des masses au régime des Faisceaux.



La guerre civile a-t-elle eu lieu ?

Pendant longtemps, l'expression fut récusée par les antifascistes pour qualifier les règlements de comptes de 1943-1945.

Véritables pavés dans la mare, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne* de Claudio Pavone est venu infléchir en Italie, au début des années 1990, une partie de la doctrine partagée par les partis au pouvoir depuis 1947, la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, et par l'opposition de gauche, le Parti communiste italien. Au point qu'on a parlé à son propos de « révisionnisme de gauche ».

Jusqu'à là, la lutte menée entre septembre 1943 et mai 1945 par les « partisans » contre l'armée de Hitler et les soldats de Mussolini avait été présentée comme une guerre de libération nationale et un combat antifasciste. Guerre de libération face aux troupes allemandes qui avaient envahi la péninsule à la suite de l'armistice signé avec le Royaume-Uni et les États-Unis par le gouvernement Badoglio le 8 septembre 1943. Guerre antifasciste, contre Mussolini, installé à Salò.

Dès le 10 avril 1945 le Parti communiste avait diffusé les directives d'une insurrection nationale qui devait amener les forces nazies et fascistes à « se rendre ou périr ». Six jours plus tard le mot d'ordre était repris par le Comité de libération nationale de Haute-Italie, qui regroupait les partis politiques engagés dans la Résistance : le PCI, le Parti d'action (PA), le PSI, la Démocratie chrétienne et le Parti libéral.

C'est dans les métropoles du « triangle industriel » qu'ont eu lieu les faits d'armes les plus marquants. Milan, « capitale de la Résistance », fut reprise par les partisans dès le 25 avril 1945. Tout en libérant les villes du Nord, l'épopée victorieuse des 250 000 partisans avait jeté les fondations politiques et morales de la première République italienne et de sa Constitution, votée en 1947.

Loin de contester l'essentiel de cette vision de l'œuvre de la Résistance, Claudio Pavone en propose une version beaucoup plus complexe. Pour lui, il faut décomposer la lutte partisane en « trois guerres » : patriotique

(contre l'ennemi allemand), civile (fascistes contre antifascistes) et de classe (une majorité d'élites dirigeantes ayant apporté leur soutien au fascisme). Le combat fut patriotique dans la mesure où se jouait l'identité nationale italienne, évaporée jusque-là dans les aventures extérieures mussoliniennes et la rupture de l'alliance germanique. L'action partisane prit aussi l'allure d'une guerre civile : elle était lancée contre d'autres Italiens et visait à la liquidation de l'héritage fasciste. Enfin, pour une partie de la Résistance, communiste et socialiste surtout, la guerre déclarée au fascisme fut aussi un combat révolutionnaire contre la bourgeoisie transalpine, coupable d'avoir soutenu le régime.

Jugements expéditifs

De l'écheveau des trois guerres Claudio Pavone tire les fils de l'engagement partisan et de sa complexité : depuis les motivations contradictoires du choix initial, entre résistance, fascisme et attentisme, jusqu'à la violence subie mais aussi infligée par les partisans, analysée sans concession. Car la libération des villes a été ponctuée de jugements expéditifs et d'exécutions sommaires qui causèrent la mort de 12 000 fascistes.

Toutefois, en insistant sur les dimensions politique, idéologique et sociale du conflit et en lâchant l'expression « guerre civile », Claudio Pavone a brisé un tabou. S'il expose sa thèse avec d'infinies

12 000

fascistes auraient été tués pendant la guerre civile.

35 000

partisans seraient morts au combat ou exécutés en Italie, et presque autant à l'étranger. Ces chiffres sont controversés.

10 000

civils auraient été tués en représailles par les forces allemandes et fascistes.



Septembre 1944, dans la région de Pistoria, en Toscane. Pour les femmes, la résistance a été un efficace vecteur d'apprentissage politique.



Le partisan Stefano Candela, dans un village du Piémont, en 1944.

précautions, celle-ci n'en ébranle pas moins les fondements historique et mémoriel de la République italienne. D'autant que le parcours de l'historien a donné un retentissement sans précédent à ses idées.

Né en 1920, Claudio Pavone a participé activement à la Résistance, d'abord dans les rangs socialistes à Rome, où il est arrêté fin 1943. Incarcéré dans la prison de Castelfranco, il en sort en août 1944 et reprend la lutte à Milan jusqu'à la fin de la guerre. Il a par la suite travaillé à l'Archivio centrale dello Stato, où il a pu consulter une documentation de première main sur l'histoire du fascisme et de la Résistance, avant de devenir professeur à l'université de Pise. Claudio Pavone conjugue donc une expérience vécue de son sujet d'étude, des convictions bien ancrées à gauche et une compétence scientifique incontestable.

Cependant, certains reprochent à ses thèses de s'apparenter au discours révisionniste du Mouvement social italien (MSI).

Ce parti néofasciste avait en effet tenté, dès sa fondation en 1946, de répandre une légende noire de la Résistance et de réhabiliter la mémoire de Salò, présentant la période 1943-1945 comme une guerre fratricide à l'issue de laquelle les fascistes auraient subi la loi des vainqueurs.

Une arme politique

Au début des années 1990 le bouleversement de la scène politique a rendu encore plus aisée l'instrumentalisation des travaux de Claudio Pavone. La fin du Bloc socialiste puis de l'URSS a affaibli la culture communiste italienne, gardienne du temple de la mémoire résistante. En 1991 le PCI a changé de dénomination pour celle de « Parti démocrate de la gauche », et pris une orientation sociale-démocrate.

Surtout, l'opération *Mani pulite* (« mains propres »), menée à partir de 1992 par les magistrats milanais, et qui a révélé un vaste réseau de corruption remontant jusqu'à la tête de DC et du PSI, a entraîné la

quasi-disparition des partis socialiste et démocrate-chrétien. Ce vide ouvrait la voie à l'apparition de nouvelles forces politiques à droite, comme Forza Italia, parti créé par le puissant homme d'affaires Silvio Berlusconi, ou Alleanza Nazionale, recyclage du MSI en parti de droite plus présentable, réalisé par Gianfranco Fini. En même temps, la mémoire de la guerre devint une arme politique pour tenter de discréditer les partis de gauche.

Les choses ont changé depuis. En 2001, près de Bologne, le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, ancien résistant, a reconnu publiquement que les années 1943-1945 furent aussi des années de guerre civile : « *Les garçons de Salò aimèrent également l'Italie [...]. Cette unité était le sentiment qui anima nombre de jeunes qui firent alors des choix divers en croyant servir également l'honneur de leur propre patrie.* » ■

Paul Dietschy

Professeur à l'université de Franche-Comté

L'Histoire n° 297, avril 2005



Mussolini et Victor-Emmanuel III en 1938. Malgré l'entente affichée, les deux hommes sont alors en désaccord profond quant à l'alliance avec l'Allemagne nazie et les lois raciales. Mais le roi ne fit rien pour s'opposer à la politique fasciste.

Victor-Emmanuel III

Les grandes fautes d'un petit roi

Sa cohabitation avec le fascisme en a fait un roi détesté. S'il n'a pas affronté de face Mussolini, c'est que Victor-Emmanuel III voulait plus que tout préserver la monarchie. Un calcul bien hasardeux.

Le règne de Victor-Emmanuel III (1900-1946) a été entaché par son long compagnonnage avec le régime fasciste. En 1947 la Constitution de la République italienne statua son exil et l'interdiction faite à ses descendants mâles de revenir en Italie – une disposition qui ne fut levée qu'en 2002. S'il est indéniable que le roi ne s'opposa pas au régime, la cohabitation ne fut pas pour autant un long fleuve tranquille.

Le souverain, qui, à 30 ans, avait succédé à son père, Humbert I^{er}, assassiné par un anarchiste en 1900, apparaît comme un personnage effacé et complexé, dominé par sa mère, la reine Marguerite,

« le seul homme de la maison de Savoie ». De petite taille, renfermé, il fuit les cérémonies publiques et la notoriété. Mais cela ne l'empêche pas d'être un souverain sérieux, habile, attaché aux institutions, d'un nationalisme affirmé et doté d'une conscience dynastique inébranlable. Il a passé presque toute la Première Guerre mondiale au front, ce qui lui a valu le surnom de « Roi-Soldat » et une popularité accrue. Il est donc difficile de comprendre comment ce roi, tellement attaché à ses prérogatives, en vint à cohabiter avec le fascisme, auquel il n'adhéra jamais.

Le premier fascisme, républicain et révolutionnaire, n'avait absolument rien pour lui plaire.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO - DR



Catherine Brice
Professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris-Est-Créteil

Membre du comité scientifique de L'Histoire, elle travaille sur l'histoire de l'Italie au XIX^e siècle, en particulier sur l'histoire culturelle du politique.

Elle a notamment publié Monarchie et identité nationale en Italie, 1861-1900 (éditions de l'EHESS, 2010).



Pourtant, lors de la marche sur Rome en 1922, Victor-Emmanuel III, par calcul politique, refusa de signer le décret d'état de siège qui aurait permis à l'armée de venir à bout des Chemises noires. Il savait que sa position est menacée par son cousin le duc d'Aoste, représentant de la branche cadette, très lié au fascisme depuis sa naissance. Il craignait que les fascistes opèrent une rupture politique – son remplacement par les Aoste – sans changer la forme constitutionnelle – au moins dans un premier temps. En effet, dès l'été 1922, le Mussolini républicain avait lancé des signaux d'apaisement envers l'institution monarchique, laissant entendre qu'il s'en accommoderait si elle restait neutre.

Un second facteur a pu inciter le roi à souhaiter un changement politique : les dysfonctionnements du système parlementaire et ce transformisme (qui consistait à associer par tous les moyens l'opposition parlementaire à la majorité gouvernementale) qui pourrissait de l'intérieur la représentation nationale. Mais le refus de l'épreuve de force découle sans doute, avant tout, de la crainte de la guerre civile et de la violence dans laquelle était plongée l'Italie depuis 1919. Le roi était convaincu que la participation aux affaires adoucirait Mussolini. Durant les années de mise en place du régime, les frictions ne manquèrent pas, surtout lorsque le Duce empiéta sur les prérogatives royales. L'armée restait l'institution la plus fidèle à la monarchie. Lorsque Mussolini doubla l'État traditionnel par des structures parallèles paramilitaires, comme la Milice, Victor-Emmanuel ne le contra pas, préférant, au fond, une organisation sous contrôle à des bandes armées de Chemises noires.

Le moment le plus dramatique fut l'assassinat du député socialiste Matteotti en 1924. Alors que la

responsabilité de Mussolini et des fascistes est dévoilée, le roi déclare : « *Je suis aveugle et sourd. La Chambre et le Sénat sont mes yeux et mes oreilles.* » Il refuse d'engager la monarchie *super partes* dans la lutte politique. Malgré les démonstrations de sympathie des Italiens envers le roi, qui apparaît alors comme le seul rempart contre la dictature, Victor-Emmanuel conserve sa confiance en Mussolini qui, le 3 janvier 1925, à la Chambre, assume la responsabilité de la mort de Matteotti et annonce la fin du système libéral. Alors que la répression qui s'abat ensuite sur la classe politique antifasciste viole ouvertement les principes du *Statuto* (cf. ci-dessous), rien ne se passe.

Années de « dyarchie »

Le roi devient complice du régime. Loin d'être adouci par la participation au pouvoir, Mussolini a désormais les mains libres. Le régime liberticide se met en place dans les mois suivants, entre 1925 et 1926, et malgré quelques tractations avec l'opposition, le silence du roi est assourdissant. Il signe tous les décrets qui lui sont présentés et qui mettent fin, *de facto*, à la monarchie parlementaire. Le souverain est aussi bloqué par son constitutionnalisme tatillon : s'il renvoyait, de son propre chef, Mussolini, ce serait un coup d'État auquel il répugne.

Durant la décennie 1925-1935 les deux pouvoirs cohabitent péniblement. Pourtant, pour un roi aussi anticlérical que Victor-Emmanuel III, la pilule des accords du Latran, qui en 1929 mirent fin au conflit entre l'État et la papauté, fut dure à avaler. Mais il accepta de célébrer la réconciliation de la maison de Savoie avec l'Église et, pour la première fois, un souverain italien pénétra au Vatican. Au fond, l'unification du pays était enfin achevée...

A SAVOIR

De quels pouvoirs disposait le souverain ?

La monarchie et le Statuto, la Constitution accordée en 1848 par le souverain du Piémont Charles-Albert et étendue à tout le pays en 1861, demeurèrent en place jusqu'en juillet 1943. Il existait deux lectures possibles du Statuto : une selon laquelle les prérogatives royales étaient fortes

(traditionnellement l'exécutif, spécifiquement la diplomatie, la guerre et la marine), et où le gouvernement devait avoir la confiance du roi ; une autre vision, plus parlementaire, où le gouvernement dépendait de la confiance du Parlement.

Ces deux lectures du Statuto, monarchiste et

parlementaire, perdirent leur sens durant le régime fasciste puisque les institutions traditionnelles de la monarchie parlementaire furent vidées de leur pouvoir (les candidats à la Chambre étaient désignés par le Grand Conseil du fascisme à partir de 1928).

Le roi s'attachait à respecter

à la lettre un texte dont les principes étaient foulés aux pieds par Mussolini. Ainsi, en 1925, l'article 5 du Statuto fut modifié, indiquant que « le pouvoir exécutif est exercé par le roi au travers de son gouvernement ».

Le roi devient complice du régime. Il signe tous les décrets qui lui sont présentés et qui mettent fin, « de facto », à la monarchie parlementaire

Pendant ces années de « dyarchie » le souverain dispose toujours de prérogatives constitutionnelles, de la fidélité de l'armée, d'une popularité gagnée par de nombreux voyages en province et sa participation aux grandes cérémonies du régime. Pour maints Italiens il représente encore un principe de légitimité et de contre-pouvoir. Ce sont au fond les vieux monarchistes qui sont les plus critiques, déçus de l'absence de réaction du roi aux excès du fascisme. Un compromis inconfortable s'installe donc : « *La révolution fasciste s'arrête devant un trône* », écrivait Mussolini en 1944, signifiant que le fascisme ne renverserait pas le roi, mais n'en laisserait, si nécessaire, qu'un symbole. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que les deux protagonistes ne cessent de s'affronter sur des questions symboliques, le roi jouant le rôle de l'empêcheur de tourner en rond. La fascisation du drapeau tricolore est bloquée par le roi, qui refuse le faisceau du licteur en son centre. Mais il ne peut reculer devant le décret qui transforme le Grand Conseil, l'organe exécutif du parti fasciste, en organe suprême de l'État. Le Grand Conseil peut même statuer sur la succession au trône. Or la police politique s'attache à prouver l'homosexualité d'Humbert, successeur potentiel de Victor-Emmanuel III, pour mieux l'écarter de la succession et y mettre le duc d'Aoste, fasciste convaincu... Le projet fera long feu.

On peut lire la faiblesse du roi comme une volonté de ne pas affronter de face le régime pour mieux préserver ce qui, à ses yeux, est l'atout le plus fort de l'Italie : l'institution monarchique. Ce calcul est cohérent, mais hasardeux. En effet, le souverain et le Duce s'affrontent dès 1934 autour de la politique étrangère : le roi est opposé à l'intervention italienne sur le Brenner, en juillet 1934, destinée à sauver l'Autriche des griffes allemandes. Victor-Emmanuel III, qui se souvient du Risorgimento et de la guerre, déteste l'Autriche et ne voit aucun problème à achever cet État croupion issu des traités. L'affrontement est encore plus radical en 1936 lorsque Mussolini lance l'opération éthiopienne. Le souvenir de la bataille d'Adoua, défaite de l'Italie en 1896, incite le roi à ne pas sous-estimer la résistance éthiopienne ; en outre, il craint une réaction du Royaume-Uni à cette déstabilisation de l'ordre colonial.

Ses craintes sont fondées mais, malgré tout, il accepte le titre d'empereur que lui offre Mussolini, et la nouvelle couronne qui va avec. Mauvais calcul : avec l'aventure coloniale, le projet fasciste se radicalise. Désormais, pour le Duce, l'Italie doit devenir un pays neuf et abattre les forces conservatrices, à savoir l'Église et la monarchie. En 1938 la tension est palpable. Mussolini s'octroie le titre de « premier

maréchal de l'empire ». Le roi menace d'abdiquer et un compromis est finalement trouvé : le partage du titre, à égalité avec le roi. Or l'armée est la chasse gardée de la monarchie et le roi ne supporte pas de devoir en partager le commandement. Mais il doit s'incliner, victime de son légalisme : en effet, la Chambre et le Sénat reconnaissent ce titre.

Incidents protocolaires

Un autre point de désaccord est la fascination du Duce pour l'Allemagne nazie. La visite de Hitler à Rome, en mai 1938, entraîne une succession d'incidents protocolaires entre la cour et les chefs nazis, dans un climat glacial de mépris réciproque qui met Mussolini en rage et qui redonne au roi une popularité auprès de ceux que l'Allemagne effraie. Pourtant, le roi ne met pas à profit cette position de force lorsque le Duce s'engage, en 1938, dans la politique antisémite portée par les lois raciales. Le roi n'était pas antisémite, tous ses biographes l'attestent. En tant qu'anticlérical, il n'était pas non plus perméable à l'antijudaïsme catholique. Il n'approuve pas les lois raciales et pourtant il signe les décrets. S'estime-t-il – à tort – dans une position de faiblesse politique ? Se laisse-t-il convaincre par les assurances qui lui sont faites que ces lois ne touchent pas les Juifs italiens « *attachés à la patrie* » ? Alors que Pie XI l'adjure de s'opposer à

ces lois raciales, il lui répond par une fin de non-recevoir indiquant au Saint-Père qu'il a transmis sa demande à... Mussolini.

En 1939 le Duce, sur sa lancée totalitaire, veut se débarrasser du roi. Il supprime la Chambre des députés, signe le pacte d'Acier avec l'Allemagne sans que le roi ratifie le texte. Les relations entre les deux hommes sont exécrables. On aurait tort cependant de penser que Victor-Emmanuel III reste sans rien faire. Il commence à nouer des liens avec quelques fascistes de tout premier plan, critiques à l'égard de la politique allemande de Mussolini, comme Dino Grandi ou Galeazzo Ciano. Il continue de défendre la neutralité italienne, tout comme une large majorité des Italiens. Ce qui le mènera à la guerre, malgré ses réticences, c'est le volontarisme aventureux de Mussolini, mais aussi, et surtout, l'ampleur du succès militaire allemand. Face à l'écroulement de l'Europe, Victor-Emmanuel III, en souverain « traditionnel », voit les gains territoriaux que pourrait réaliser l'Italie si elle se met du « bon » côté. Mais il comprend aussi que si l'Allemagne se retourne contre un allié qui combat mal, la position de la monarchie sera irrémédiablement menacée. Le 10 juin 1940 l'Italie entre donc en guerre. Ses défaites sur le théâtre des opérations sont, pour le Roi-Soldat, une souffrance et une honte. Mais elles affaiblissent aussi Mussolini et lui donnent, enfin, l'occasion d'agir.

Les insatisfaits du régime s'agitent et, en 1943, le Quirinal, résidence du souverain, devient la plaque tournante de ce qu'il faut bien appeler un complot. Pour de nombreux alliés fascistes du souverain, il s'agit de remplacer le Duce par d'autres fascistes. Pour le roi, sans hésitation, il s'agit de restaurer la monarchie. Ainsi, Victor-Emmanuel est bien à l'origine du Grand Conseil du fascisme qui, le 25 juillet 1943, renverse le Duce. Puis, par une sorte de coup d'État dans le coup d'État, le 26 juillet, il le fait emprisonner et établit un gouvernement monarchico-militaire avec Badoglio, éliminant l'option fasciste. Le vieux roi s'est révélé bien plus habile et fin tacticien qu'on ne l'imaginait.

Craintes pour sa vie

Pour autant, les 45 jours qui suivent, jusqu'à la catastrophe du 8 septembre 1943, le voient se débattre dans un inextricable imbroglio diplomatico-politique. Les Allemands descendent vers Rome, l'armée italienne ne sait plus à qui elle doit obéir, les Alliés font monter les enchères avec un gouvernement qui reste malgré tout ennemi. L'armistice, le 8 septembre, est suivi par la fuite du roi et du gouvernement à Brindisi. Quitter Rome, abandonnant la ville aux troupes allemandes, est perçu par les Italiens comme une

trahison, qui entachera pour longtemps les relations des Savoie avec le pays. Pourtant ce choix peut se comprendre : l'Urbs n'est pas en mesure de se défendre, le roi sait que sa vie est en danger, comme celle de sa famille, et l'Italie aurait été livrée à elle-même. De septembre 1943 à juin 1944 le roi reste actif diplomatiquement, alors que Mussolini fonde la République sociale italienne à Salò. Les Alliés veulent que le roi déclare la guerre à l'Allemagne, chose faite le 13 octobre, déchaînant la guerre civile. Pour Victor-Emmanuel la situation devient intenable car, à la pression des Alliés – qui libèrent Rome les 4 et 5 juin 1944 –, s'ajoute désormais celle de la Résistance.

Sans abdiquer, mais sous la pression, Victor-Emmanuel III confie, fin mai 1944, la lieutenance générale du royaume à son fils Humbert, et retourne à la vie civile. Mais au nord de l'Italie, les événements s'accroissent ; le 28 avril 1945 Mussolini, en fuite, est fusillé. Le 2 mai la paix est signée et la lancinante question du devenir de la monarchie, relancée. Pour tenter de sauver l'institution, Victor-Emmanuel abdique le 11 mai 1946 en faveur d'Humbert II, le « roi de mai », avant de s'exiler à Alexandrie, en Égypte, où il meurt à l'hiver 1947 à 78 ans. Le rapatriement de sa dépouille en Italie n'est pas autorisé par le tout nouveau gouvernement républicain – il sera finalement enterré à Vicoforte, dans le caveau familial, en 2017.

Quel bilan tirer du rôle de Victor-Emmanuel III ? Au plan international, son jugement était sûr, même s'il ne comprit jamais complètement combien le jeu diplomatique était bouleversé par les régimes totalitaires. Son légalisme et sa volonté de respecter les institutions, même lorsqu'elles avaient été vidées de leur sens par le fascisme, lui firent commettre des erreurs. Comme de nombreux Italiens au début du régime, il préféra l'ordre rassurant au désordre des révolutions paysannes et prolétaires, laissant au fascisme le « sale boulot » et croyant que Mussolini s'en contenterait. Profondément anticlérical, il négligea l'appui de l'Église à des moments où une alliance avec elle eût pu avoir du poids : les lois raciales de 1938 et l'entrée en guerre.

Peu partisan de la démocratie, il préféra toujours une action politique de cabinet, d'alliances et de contre-alliances, sans pour autant négliger la notoriété dont il a joui, mais sur laquelle il ne s'appuya jamais. Il a pu aussi faire preuve de lâcheté et mis du temps à comprendre les conséquences de l'entrée du monde dans un âge nouveau, celui de la violence politique. Il a craint pour sa vie et celle de la famille : la mort de sa fille Mafalda à Buchenwald lui donna, sur ce point, raison. ■

1946, la république de justesse

En juin 1946, après un vote serré, l'Italie choisit la république. La victoire est célébrée dans le Nord ; le Sud monarchiste se résigne.

Le 2 juin 1946 les bureaux de vote ouvrent leurs portes. Les Italiens ne s'y étaient pas rendus depuis 1924 : ils doivent trancher par référendum entre monarchie et république. Les deux tiers des électeurs se rendent aux urnes pour la première fois de leur vie : beaucoup sont devenus majeurs sous la dictature fasciste, et 12,9 millions de femmes viennent d'obtenir le droit de vote. Les partis de gauche ont tous appelé à voter pour la république, qu'ils identifient à l'antifascisme. Dès le 2 juin le roi Humbert II demande au président du Conseil Alcide De Gasperi de préparer son départ. Et le 5 juin en effet, les résultats partiels sont favorables à la république.

Cependant, le 7 juin, des juristes déposent un recours : selon l'article 2 du décret du 16 mars 1946, doivent être pris en considération non seulement les suffrages exprimés, mais aussi les votes blancs ou nuls. De Gasperi oppose à cette interprétation un décret du 23 avril qui stipule que l'on doit additionner les bulletins favorables à la monarchie et ceux qui sont favorables à la république, sans préciser s'il faut tenir compte des votes nuls ou blancs. De leur côté, les journaux monarchistes évaluent à plus de 1 million le chiffre des bulletins blancs ou nuls... Persuadé que la victoire républicaine n'est plus acquise, Humbert II déclare dès lors attendre les résultats définitifs pour partir.



Une manifestation de femmes à Naples en 1946 en faveur de la république. Les Italiennes viennent d'obtenir le droit de vote.

Enfin, le 10 juin, la Cour de cassation proclame les premiers résultats : ils sont favorables à la république. Mais elle annonce également que le nombre des bulletins blancs ou nuls ne sera connu que quelques jours plus tard. Dans les villes du Nord et du centre les républicains fêtent déjà le nouveau régime. Dans le Sud, la rue est occupée par des monarchistes mécontents, des bagarres éclatent à Naples. Les esprits s'échauffent.

Le 12, le gouvernement reprend l'initiative : il évoque non plus un régime républicain mais un régime transitoire, durant lequel les fonctions du chef de l'État seront exercées par le président du Conseil. Enfin, le 18 juin, la

Cour de cassation publie les résultats définitifs : sur 24,9 millions de votants (sur 28 millions d'électeurs), 51 % se sont prononcés en faveur de la république, 43 % pour la monarchie, et 6 % ont voté blanc ou nul. En tenant compte de ces derniers votes, la république l'emporte donc par moins de 500 000 voix. Le sud du pays accepte finalement sans protester le passage à la république, et les heurts restent isolés : la transition ne préserve-t-elle pas l'équilibre économique et social souhaité par les électeurs monarchistes ? L'hypothèse légitimiste est morte avant même d'être née. ■

Jean-Claude Lescure

L'Histoire n° 200, juin 1996

la croix gammée nazie et le faisceau de licteur fasciste. Ces accusations peuvent apparaître comme crédibles auprès des électeurs de gauche tant la peur d'un retour du fascisme était réelle. La répression est alors particulièrement rude avec, par exemple, des tirs mortels de la part des forces de l'ordre lors de nombreuses manifestations. L'épuration, qui a duré jusqu'en 1947, a été fort limitée : dans l'armée, la police, les services secrets, la haute administration, une partie du personnel qui a servi sous le Duce est maintenue. Des dispositions fascistes restent en vigueur, comme le Code pénal du 1^{er} juillet 1931 du ministre de la Justice, Alfredo Rocco, et du chef du gouvernement, Mussolini, qui sera progressivement changé mais pas totalement aboli.

D'avantage, au début de 1960, un dirigeant de la Démocratie chrétienne, Fernando Tambroni, recherche le soutien du Mouvement social italien (MSI, fondé en 1946), le parti néofasciste le plus important de l'Europe occidentale, dont la gauche n'a cessé de demander l'interdiction, notamment en invoquant la Constitution, qui interdit la reconstitution du parti fasciste.

L'obsession de la gauche italienne

Le PCI continue ensuite à utiliser le fascisme pour dénigrer ses adversaires ou pour les besoins de sa propagande. Ainsi, en 1969, il mène campagne contre les bases de l'Otan installées dans la péninsule en expliquant que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, c'est la répression et le fascisme. En 1981, lors de la campagne sur le référendum abrogatif de la loi sur l'IVG, référendum voulu par

l'Église, la Démocratie chrétienne et les forces conservatrices, les communistes appellent à voter « non » afin de maintenir la disposition législative en dénonçant « *la prépotence cléricalo-fasciste* ».

La gauche italienne se montre obsédée par un éventuel retour du fascisme. C'est pourquoi elle s'est méfiée et se méfie encore de toute personnalisation excessive de la politique. Après De Gasperi, au tournant des années 1950 et 1960, elle suspecte le démocrate-chrétien Amintore Fanfani de vouloir s'inspirer de De Gaulle pour instaurer un nouveau fascisme. Plus tard, dans les années 1980, les communistes n'hésitent pas à comparer le socialiste Bettino Craxi à Mussolini. Le caricaturiste du quotidien de gauche *La Repubblica* Giorgio Forattini le représente en chemise noire.

Parallèlement, le puissant PCI engage, à partir du milieu des années 1970, un combat frontal contre l'ultragauche qui a choisi la lutte armée. Il qualifie ces groupes de « *squadristi* », les comparant donc aux groupes armés fascistes, et lorsque, en 1981, les Brigades rouges enlèvent, séquestrent et filment l'exécution de Roberto Peci, parce que frère de Patrizio, le premier repentir de leur formation, il dresse un parallèle entre l'organisation terroriste d'extrême gauche et les nazis. Selon le PCI, le fascisme n'est donc pas seulement l'apanage de la droite, il peut venir aussi de la gauche.

Le Parti communiste français a la même attitude dans les années 1960-1970. Les gauchistes sont dénoncés pour leurs méthodes fascistes et pour leurs actions favorisant les « *provocations fascistes* ». Auparavant, en 1958, une grande partie de la gauche s'est opposée au retour de De Gaulle au cri

A SAVOIR

Qu'est-ce que le populisme ?

La seconde moitié du XIX^e siècle voit apparaître le populisme en Russie, avec des intellectuels désireux d'aller au peuple. Aux États-Unis à la même période, le terme est employé par le People's Party, qui critiquait le capitalisme et la confiscation de la démocratie par les puissants. La notion désigne aussi des expériences de pouvoir en Amérique latine,

notamment au Brésil dès les années 1930, puis en Argentine avec Perón. Depuis la fin du XX^e siècle le populisme a connu un développement spectaculaire. Il peut avoir certaines similarités avec le fascisme, mais s'en distingue aussi, en particulier parce qu'il ne poursuit pas de projet totalitaire consistant à vouloir engendrer un « homme nouveau ». Il présente trois principaux aspects. Il est une forme plus ou moins élaborée

d'idéologie selon laquelle il existe une opposition irréductible entre un peuple bon, vertueux, tout-puissant et une petite élite complotant en permanence contre le peuple. Cette idéologie, teintée le plus souvent d'ingrédients venus de la droite mais qui peut être également marquée à gauche, affirme que la souveraineté populaire et nationale est sans limite. Le populisme est aussi un style, impulsé par un leader prétendant incarner le

peuple, qui recourt à la démagogie, à la simplification, à la désignation d'ennemis, par exemple les étrangers présents dans le pays, et qui en appelle à l'urgence. Enfin, le populisme est une stratégie de conquête du pouvoir, en imposant ses thématiques dans le débat public et l'agenda politique, et d'exercice du pouvoir, en tentant d'annihiler les contre-pouvoirs, stigmatisant les opposants et restreignant les libertés.

de « *Le fascisme ne passera pas* », accusant le Général de vouloir instaurer une dictature. La gauche française est d'ailleurs encline à reprendre assez facilement ce slogan.

Aujourd'hui, la gauche radicale et les « antifas » s'affrontent physiquement avec des groupes violents d'ultradroite se réclamant en effet du fascisme historique, mais qualifient aussi de « fascistes » leurs autres adversaires. Lesquels sont tentés de renverser l'accusation. Donald Trump, dans un discours prononcé le 4 juillet 2020 au mont Rushmore, s'est élevé contre « *un nouveau fascisme d'extrême gauche* », qui essaie « *de démolir les statues de nos fondateurs, de défigurer nos monuments les plus sacrés et de déclencher une vague de crimes violents dans nos villes* ». Des conservateurs, des réactionnaires mais aussi tout simplement des personnalités de droite ont repris un argumentaire semblable en Europe.

Alimenter les polémiques

Reste que la propension de la gauche à stigmatiser ses compétiteurs en les traitant de « fascistes » s'avère plus marquée et récurrente. Elle repose sur deux principaux fondements idéologiques. L'un, d'inspiration marxiste, explique que le capitalisme est le fourrier du fascisme. D'où, généralement, la combinaison de l'antifascisme et de l'anticapitalisme. L'autre provient d'un texte bref mais fameux d'Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, dont le titre italien est plus explicite, *Il Fascismo eterno* (« le fascisme éternel », désigné souvent sous l'appellation « Ur-fascisme »), publié pour la première fois en 1995, un an après l'entrée de Silvio Berlusconi en politique. L'auteur y indique quatorze critères très larges d'identification du fascisme, allant du culte de la tradition au refus de la critique, en passant par les frustrations des classes moyennes, l'obsession du complot, le recours à une nouvelle langue, etc. Nombre d'historiens, dont Emilio Gentile, critiquèrent cet essai pour son absence de contextualisation et la non-prise en considération de la violence et de la volonté d'engendrer un homme nouveau, caractéristiques typiques de ce que fut le fascisme.

Or cette conception très extensive du fascisme connaît un regain avec l'émergence de mouvements et de gouvernements désignés comme « populistes » et que leurs adversaires, s'alarmant du retour des années 1930, traitent de « fascistes ». Populisme et populiste sont deux mots et deux notions extrêmement floues et problématiques, d'autant qu'ils sont employés à tort et à travers par les médias et qu'ils suscitent d'incessantes

polémiques entre responsables politiques qui se les jettent à la figure. Ils sont aussi à l'origine d'une énorme production de grande qualité en sciences humaines et sociales. Le populisme étant considéré comme une menace pour les démocraties libérales et représentatives, l'une des interrogations consiste à se demander si ces populismes marquent la résurgence du fascisme ou l'apparition d'un néofascisme ouvrant la voie à des régimes autoritaires, voire à du totalitarisme.

Ainsi, en Italie, les personnalités, les propos et les actions de Matteo Salvini, le leader de la Ligue, et de Giorgia Meloni, la dirigeante du parti ultra-conservateur et même réactionnaire Fratelli d'Italia, comme récemment les actions violentes à Rome, lors d'une manifestation de protestation le 9 octobre 2021 contre l'obligation du passe sanitaire, alimentent ce débat. Il en va de même avec Jean-Marie Le Pen, et parfois aussi sa fille, Marine, en France, de Viktor Orbán en Hongrie. La question est devenue centrale dans de nombreux travaux scientifiques à propos de Donald Trump. Le président américain a été accusé de provoquer « *la mort des démocraties* », pour reprendre le titre du livre à succès des professeurs de science politique Daniel Ziblatt et Steven Levitsky, et de marquer le surgissement d'un fascisme de type nouveau.

Au lendemain des événements sidérants du Capitole à Washington le 6 janvier 2021, vécus presque en direct sur les télévisions du monde entier, les historiens Timothy D. Snyder et Robert O. Paxton les ont interprétés comme la preuve de la montée du fascisme, ce qui a suscité de vives controverses. Le spécialiste du nazisme Richard J. Evans, entre autres, s'est opposé avec fermeté à pareille interprétation.

Auparavant, déjà, philosophes et politiques avaient multiplié les essais sur l'équivalence entre populisme de droite et fascisme ou même entre populisme de gauche en Amérique latine et autoritarisme. Quant à Ruth Ben-Ghiat, elle s'est engagée en 2020 (*Strongmen*) dans une comparaison historique évocatrice, mais qui suscite aussi un certain scepticisme tant les situations sont différentes, où elle associait *de facto* Trump mais aussi Poutine, Berlusconi, Kadhafi, Pinochet ou encore Mobutu à Mussolini. Telle est l'une des postérités du fascisme. Il n'est pas simplement l'objet d'un culte de la part de ses admirateurs nostalgiques en Italie. Il est devenu une ressource politique toujours utilisée et une catégorie analytique supposée permettre la compréhension de notre modernité politique – ce qui ne manque pas d'alimenter les polémiques. ■